

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

LES LÉGISLATIVES EN FRANCE

POUR UNE
MAJORITE
ET UN
GOUVERNEMENT
DU PS ET DU PC

**Sans politiciens bourgeois,
ni radicaux, ni gaullistes**

UNITE POUR EN FINIR
AVEC LE CHOMAGE ET L'AUSTERITE

POLOGNE

Le mouvement des universités populaires

Sommaire du n° 103 du 8 juin 1981

3	FRANCE	La formation du gouvernement Mauroy et la préparation des élections législatives	Jeannette HABEL
7		« Un partenaire digne de confiance ? »	Document
10		Pour une majorité ouvrière au Parlement, pour un gouvernement du PC et du PS sans politiciens bourgeois !	Résolution du Comité central de la LCR, section française de la IV ^e INTERNATIONALE
13	GRANDE-BRETAGNE	Tony Benn brigue la vice-présidence du Labour Party	Brian BROGAN — Dave HAYES
16	IRLANDE	Succès de People's Democracy et de l'IRSP aux élections municipales	Penny DUGGAN
17	CHYPRE	Les élections législatives accentuent la polarisation politique dans l'île	Carpas TROGLIODOS
22	ETATS-UNIS	Le procès du SWP : le capitalisme mis en accusation	Tom MARTIN
23		Les méthodes terroristes du FBI...	Tom MARTIN
26	POLOGNE	Le mouvement des universités populaires	Jacqueline ALLIO
28		La déclaration d'ouverture du I ^{er} Congrès des Universités populaires rattachées à « Solidarité »	MKZ de Torun
29		La tradition des universités populaires, symbole de la résistance nationale polonaise	Document
32		Le point de vue de la Commission syndicale d'URSUS	A. ACHMATOWICZ
33	CHINE	Un appel du RML (Hong Kong) contre la répression du mouvement démocratique	Li BAI

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
UN AN 25 NUMÉROS

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|

Pays |-----|

La formation du gouvernement Mauroy et la préparation des élections législatives

ONZE jours après son élection, François Mitterrand a été consacré président de la République... au Panthéon (1). Le 22 mai, le lendemain même, la dissolution de l'Assemblée nationale était proclamée. Les décrets parus au *Journal officiel* ont confirmé que les deux tours des élections législatives auraient lieu les 14 et 21 juin. L'objectif étant pour le nouveau président de la République de se donner les moyens de son action grâce à une majorité parlementaire conforme à la majorité présidentielle. Rappelons que l'assemblée dissoute comprenait une majorité de droite (155 députés RPR, 119

UDF et 14 divers, soit 288 députés de droite contre 203 députés de gauche : 106 PS, 86 PCF, 10 MRG de gauche et 1 divers). Le système électoral reste inchangé. On continuera à voter au scrutin majoritaire à deux tours par circonscription, et le découpage en 491 circonscriptions établi en 1958 n'a pas été modifié. Bien que profondément inique et bien qu'il ait été critiqué par François Mitterrand et les partis de gauche à plusieurs reprises, il n'a pas été remplacé par la proportionnelle, pourtant défendue par le Parti socialiste (PS), parce qu'il jouera cette fois-ci pleinement en sa faveur (2).

Jeannette HABEL

Le nouveau gouvernement, constitué par le dirigeant du PS Pierre Mauroy, se charge de prendre avant les élections quelques mesures populaires : en faveur des personnes âgées, des familles (allocations familiales), des locataires aux ressources modestes, des bas salaires et ... des petites et moyennes entreprises (PME) en allégeant les charges qui pèsent sur leurs coûts de production et en leur allouant des crédits à taux d'intérêts plus bas. Ces décisions devraient permettre à François Mitterrand et au PS de gagner la deuxième marche au Parlement, en profitant du double écroulement de Valéry Giscard d'Estaing et du Parti communiste français (PCF).

UNE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS...

L'élection de François Mitterrand est un succès indiscutable des travailleurs. C'est une victoire, une revanche sur 23 ans de gaullisme, de « pompidolisme » et de giscardisme. C'est, — 13 ans après mai 1968 — le sentiment qu'après tant d'échecs, cette fois-ci, « un fossé a été franchi », comme l'a dit un jeune ouvrier, une porte a été entrouverte qui peut permettre aux travailleurs de l'emporter.

Bien que le chemin qui conduit de mai 1968 au 10 mai 1981 soit loin d'être linéaire, la victoire de François Mitterrand est en dernier ressort une retombée (électorale) de mai 1968. Elle est le prolongement des bouleversements et des changements de rapports de force entre les classes intervenus depuis lors.

Si l'élection de François Mitterrand n'est pas une simple péripétie, mais un tournant essentiel dans la situation politique française, c'est qu'il est la consécration d'une extraordinaire volonté populaire. Cette volonté populaire s'est imposée malgré la guerre qui faisait rage entre les partis ouvriers et les organisations syndicales. La division n'a pas suffi pour maintenir en place un président de

plus en plus détesté, tant était forte la volonté d'en finir avec l'austérité avec ce gouvernement et de balayer la droite. C'est ainsi que la bourgeoisie internationale a compris la portée de l'événement.

C'est pourquoi, dès le soir du 10 mai, des explosions de joie, des manifestations avaient lieu dans toutes les villes de France. C'est pourquoi, même au local du PCF, des militants criaient le 10 mai au soir : « On a gagné ! »

Le changement intervenu dans les rapports de force, les travailleurs l'ont compris tout de suite. Dès le lendemain du deuxième tour, dans les entreprises, le climat a changé. C'était « la fête de la défaite ». On chahutait les chefs, on commençait à dresser les cahiers de revendications, à vouloir régler les contentieux : l'Aéroport de Paris accepte de geler les mesures de restructuration prévues, les Charbonnages de France viennent d'abandonner les poursuites contre les mineurs de Ladrecht, de nombreuses délégations se sont rendues auprès des patrons et des directions pour demander la levée des sanctions et la réintégration de militants licenciés. Dans d'autres entreprises, on demandait un moratoire sur tous les licenciements. Dans une petite usine de Montceau-les-Mines, des ouvrières se sont exclamé face au patron : « *Maintenant la majorité, c'est nous !* » Partout les « pots » de l'investiture se sont multipliés, ainsi que les bals populaires. A Renault-Billancourt on a fêté le licenciement de Giscard, quelques drapeaux rouges ont été accrochés aux machines. Par contre, à l'usine Dassault d'Argenteuil, ce fut le drapeau tricolore qui flotta sur le toit... à l'initiative de la CGT.

...MAIS UNE VICTOIRE ELECTORALE :

Cette victoire électorale traduit à son niveau les changements des rapports de force entre les classes initiés en mai 1968. C'est là sa faiblesse. Cette victoire n'a pas été précédée d'une vague de luttes unitaires. Les appareils des partis

n'ont pas été bousculés sur le terrain social. C'est cela qui explique la prudence que l'on sent chez les travailleurs, le sentiment de fragilité que donne ce succès qui n'est pas le produit direct de leur mobilisation unitaire, de leurs combats. « *Il ne faut pas précipiter les choses* », « *Il faut y aller doucement* » entend-on souvent. Mai 1968 et sa grève générale sont encore présents dans les mémoires comme un échec rentré.

Par contre, pour les travailleurs d'avant-garde et les militants syndicaux les plus conscients, la réflexion critique va bon train. La défiance envers les appareils et la volonté unitaire sont puissantes. La défaite électorale de la droite n'est pour eux qu'un premier pas. Et, s'ils observent une pause, s'ils ne veulent pas de surenchère, c'est aussi qu'ils comprennent la fragmentation de la conscience ouvrière dans les secteurs les plus touchés par la crise — restés longtemps sans perspective —, et les séquelles de la division.

LE PS, UN COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE

Le PS est le grand vainqueur de ces élections. Non seulement sa progression est nationale, mais, pour la première fois, cette progression s'est faite directement au détriment du PCF dans certains bastions de ce dernier, en Seine-St-Denis par exemple. Le vote PS au premier tour (26 % des suffrages) a d'abord été un vote utile, un vote *contre* Giscard qui s'est transformé en vote *pour* Mitterrand au deuxième tour. Le PS a bénéficié de la

1. Eglise de Paris située au cœur du Quartier Latin, transformée lors de la Révolution française en 1789 en un Panthéon consacré aux grands hommes, rendu au culte catholique sous l'Empire en 1806. Temple de la gloire en 1830, église catholique une nouvelle fois de 1851 à 1870, le monument est voué au culte des grands hommes depuis les funérailles de Victor Hugo (1885).

2. Comme l'explique cyniquement Jean Lecanuet, président de l'UDF : « *Nous avons été partisans du scrutin majoritaire aussi longtemps que nous avons eu la majorité.* »

force des aspirations démocratiques après 7 ans de giscardisme. Il s'est appuyé sur le rejet massif de l'austérité et du chômage. Sa campagne a eu un écho important dans la jeunesse, sensibilisée au problème des libertés et des droits de l'Homme (3).

Le PS a mené campagne sur des thèmes idéologiques et sur la qualité de la vie, en laissant dans le flou le chiffrage des revendications sociales les plus urgentes. S'il est apparu comme un parti plus démocratique, bénéficiant même de ses polémiques internes, il n'a pas pour autant effacé la défiance existant chez les travailleurs envers les appareils et les politiciens. Surtout, il n'apparaît pas comme un parti de lutte. La faiblesse de son implantation dans les entreprises, l'absence d'un appareil de militants d'origine ouvrière comparable au PC, le rendent vulnérable. Il connaît aujourd'hui une vague de recrutement, mais quelle en sera la solidité lorsqu'il faudra gérer — « à gauche » — l'austérité ? Ce parti est un colosse aux pieds d'argile. Et si Mitterrand et la direction socialiste laissent le PCF hors du gouvernement en lui imposant des conditions de participation trop draconiennes, ce dernier pourrait, dans l'opposition faire oublier partiellement dans un délai pas trop long son échec cuisant aux élections.

Or, les déclarations de Lionel Jospin, nouveau premier secrétaire du PS, et les décisions de la Convention nationale du PS, semblent indiquer une politique « dure » à l'égard du PCF. Les socialistes n'ont pas oublié la rupture de l'Union de la gauche et ils entendent faire payer au PCF le prix de sa défaite, au moment où Mitterrand pense avoir atteint un but poursuivi depuis des années : la marginalisation du PC. « *Il a fait sa laine sur du communiste tondu* », a pu écrire Louis Pauwels dans le *Figaro Magazine*.

C'est pourquoi les conditions d'un accord avec le PCF obéissent, selon les dirigeants socialistes, à « *des règles spécifiques* ». La barre est placée très haut : trois conditions sont nécessaires pour réaliser un accord avec le PCF : il faut « *un accord de solidarité gouvernementale* »,

« *la renonciation à des campagnes politiques contre nous* » (le PS) (4). Il faut enfin, en politique étrangère, qu'il soit clair que le PS maintiendra intégralement ses « *positions de principe* »... par exemple « *sur l'Afghanistan, la Pologne, les missiles SS 20 et les fusées Pershing* » (5). Est-ce à dire que ce sont là aussi des préalables à un accord avec le PCF ?

Dans le cas où aucune de ces conditions ne seraient remplies, le PS se contenterait d'un simple accord de désistement électoral avec le PCF. Par contre, la convention socialiste a décidé de soutenir les 10 députés du MRG (radicaux de gauche) sortants ainsi que 3 ou 4 autres candidats de cette même formation. Les communistes ne sont certes pas en position de force pour négocier, mais ils pourraient bien demain, s'ils étaient maintenus — contraints et forcés — hors du gouvernement, retrouver une place dans l'opposition que ne manquera pas de susciter la politique d'austérité du nouveau gouvernement.

L'ECHEC HISTORIQUE DU PCF

C'est un recul sans précédent depuis 1936. Le PC a payé le prix de sa politique de division. Il n'est pas apparu, bien au contraire, comme un « *candidat anti-Giscard* ». La campagne contre Mitterrand et le PS, qui ne représentaient pas selon lui « *le vrai changement* » est apparue comme permettant le maintien de Giscard en place.

Ses propositions et ses revendications, loin de témoigner de sa volonté de combat, ont été prises pour ce qu'elles étaient : une surenchère verbale et démagogique, une politique dont le parti ne se donnait pas les moyens, dès lors qu'il refusait toute unité d'action et toute centralisation des luttes.

Sa défaite cinglante est d'autant plus capitale qu'elle a lieu à l'occasion d'une victoire de la classe ouvrière et non d'une défaite. A lui seul ce fait est historique. La direction communiste apparaît comme une direction qui zigzague, non

parce que la classe ouvrière a été vaincue, non parce que ce serait la faute aux autres, à des événements extérieurs, mais à cause de ses propres erreurs. En 1974, Mitterrand était candidat unique de la gauche ; la direction du parti considérant cela comme une faute, a fait son autocritique. Les expériences de 1936 et 1945 ont été critiquées (6), les accords au sommet condamnés, le PS ayant « *viré à droite* », aucune alliance n'était possible avec lui.

Aujourd'hui le PCF tourne à 180 degrés. Il déclare : « *Le Front populaire (1936) et la Libération (1945) sont des dates essentielles de ce siècle* (7). » La première page de l'*Humanité* au lendemain de l'élection titrait : « *Victoire de l'espoir* ». Le PCF réclame des ministres communistes, il se félicite du changement, il déclare que le gouvernement — tel qu'il est — peut satisfaire les revendications des travailleurs. Le 26 mai, Pierre Juquin déclare : « *Nous voulons une majorité d'Union de la gauche* », expression bannie depuis 3 ans, et, s'il n'y a pas de ministres communistes, le PCF soutiendra « *toutes les mesures positives du gouvernement* ». En position de faiblesse face au PS, le PC est désarmé. Ses échecs facilitent les manœuvres du PS en direction des gaullistes et des radicaux auxquels il n'est pas demandé d'accord programmatique. Pourtant, Michel Craipeau (MRG) s'est prononcé tout au long de la dernière campagne électorale contre les nationalisations, et Michel Jobert est un ancien ministre de Georges Pompidou.

Le PCF apparaît comme l'ouvrier de la dernière heure. C'est pour cela que l'absence de ministres communistes dans le gouvernement de transition n'apparaît pas comme scandaleuse pour l'instant. Il ne dispose pas de l'autorité nécessaire pour critiquer Mitterrand, même s'il voulait le faire. En 1958, dans un contexte de défaite de la classe ouvrière, le PCF était apparu aux yeux des travailleurs comme le seul résistant face à De Gaulle. Guy Mollet, dirigeant du Parti socialiste (SFIO), avait à l'époque accepté d'être ministre d'Etat et s'était vauté dans la collaboration avec le général.

Aujourd'hui, le PCF paye au prix fort le fait d'avoir pris le risque d'être l'artisan de la défaite. Il a joué avec le feu. Il a fait un cadeau royal aux dirigeants socialistes. Il s'agit d'un fait majeur dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Le déclin du PCF, amorcé en 1968, s'approfondit. Les pertes du PC correspondent souvent à des gains pour les socialistes, ou l'extrême gauche. Les chutes les plus sérieuses ont lieu dans les

Lionel Jospin, chargé de « verrouiller » le PS pour Mitterrand (DR)



3. Le discrédit des pays dits « socialistes » est tel que le PCF ne mentionne même plus dans sa propagande les acquis sociaux des travailleurs soviétiques, qui ne connaissent ni le chômage ni les licenciements.

4. *Le Monde*, 26 mai 1981.

5. *Ibid.*

6. Cf. Michel Simon, in les *Cahiers du communisme*, revue du Comité central du PCF, décembre 1980.

7. *Le Monde*, 20 mai 1981.

bastions traditionnels du communisme français.

Même si le PC parvient à remonter partiellement la pente (et son nouveau tournant politique poursuit cet objectif), il n'est pas prêt de retrouver son ancienne influence. Les conséquences qui en découlent sont multiples : la recomposition du mouvement ouvrier va s'accélérer, les contradictions internes du PCF vont s'aggraver, les débats au sein de la CGT, dont la direction s'est soumise sans vergogne à la politique du PCF, vont se développer. Cette dernière, après avoir épousé la surenchère sectaire du PC, déclare aujourd'hui par la bouche de ses principaux dirigeants : « *Nous serons des interlocuteurs sérieux et responsables (8)* » ; « *Nous ne sommes ni maximalistes, ni minimalistes ! (9)* ».

Le 26 mai, Georges Séguy, secrétaire national de la CGT, en rencontrant le nouveau président de la République, a pour le moins révisé en baisse les revendications. Il accepte que le SMIC passe de l'objectif de 3 300 F à 3 174 F, de même, il passe de la revendication de la semaine de 35 h sans baisse de salaire, à la semaine de 38 h et par étapes... Le reste fera l'objet d'un processus de négociation. A sa sortie de l'Élysée, Georges Séguy a déclaré « *Le changement s'est produit !* » (Il y a peu de temps, il ne pouvait pas y avoir de « *vrai changement sans un Parti communiste fort* » — or il est très affaibli —, et « *sans ministres communistes* » — or il n'y en a pas...). Mieux encore, il a poursuivi : « *Les négociations sont ouvertes... Nous préférons plutôt ça que des grèves.* » Le combat « à la base » et les effets néfastes des accords de sommet sont bien oubliés...

LA POLITIQUE DE MITTERRAND

Dans l'immédiat, François Mitterrand bénéficie encore de cet « état de grâce » qu'il avait prévu avant son élection. Les dures réalités de la crise économique n'ont pas encore mis en évidence — aux yeux des travailleurs — la politique qu'il entend suivre. Tandis que les appels au « réalisme », à la « maturité économique », à la responsabilité se multiplient déjà. Un ancien syndicaliste, comme Jacques Julliard (10) ancien membre du Bureau national de la CFDT, souligne « *le rapport enthousiasme-lucidité* » dont bénéficie le gouvernement, et loue « *l'étalement de l'expérance* », « *l'auto-gestion du possible* »... Il rend même hommage indirectement à Raymond Barre (ancien Premier ministre de Giscard) qui « *a convaincu les Français des contraintes économiques et financières inhérentes à la crise actuelle...* »

Pour l'instant, François Mitterrand forme un gouvernement en tendant les bras à la droite. En mettant des ministres bourgeois au gouvernement, le nouveau président de la République tient — dès maintenant — à donner à la bourgeoisie les gages qu'elle réclame (11) ; ces ministres sont les suivants :

— Michel JOBERT, ministre d'Etat



Quand Crépeau était encore avec Fabre... (DR)

au commerce extérieur, ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou. Auparavant directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Afrique occidentale française (1956-1958) ;

— Maurice FAURE, garde des Sceaux, ministre de la Justice, président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche (MRG), ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères du gouvernement Guy Mollet, ministre de l'Intérieur du gouvernement Pierre Pflimlin en mai 1958, puis ministre des Institutions européennes de De Gaulle jusqu'en janvier 1959 ;

— Michel CREPEAU, ministre de l'Environnement, président du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) ;

— François ABADIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Temps libre, chargé du Tourisme, Maire de Lourdes.

François Mitterrand pourrait être disposé à nommer des ministres communistes après les législatives (qui donneront une indication supplémentaire de l'audience du PC) s'ils acceptent ses conditions. Dans ce contexte, la participation du PCF au gouvernement indiquerait que les communistes sont prêts à gérer la crise, à être responsables et à tenir en laisse la classe ouvrière. Face à la bourgeoisie, Mitterrand cherche à montrer qu'il peut mettre le PC au pas alors que la Ve République des Pompidou et Giscard n'a jamais réussi à laminer ce parti.

Pour l'instant, Mitterrand dispose de marges de manœuvre importantes sur

le plan politique, qui devraient être confirmées par les résultats des élections législatives. Elles sont le fruit de la division de la droite et de sa défaite, et de l'affaiblissement du PC.

Par contre, sur le plan économique et social, il n'en est pas de même : l'ampleur de la crise économique rend irréalistes — dans le cadre d'une économie de marché — les mesures envisagées par le PS. Selon l'Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE) : « *La tendance des investissements apparaît encore orientée à la baisse... Au total, l'industrie apparaît dans le creux de la récession... la phase de récession forte paraît en voie de prendre fin. La diminution rapide de l'activité a entraîné — avec un large retard — une compression des effectifs employés, les demandes d'emplois se maintiennent sur une tendance de croissance rapide.* (12) »

Il faut rappeler que, selon la plupart des experts, on devrait atteindre rapidement les 2 000 000 de chômeurs : l'accroissement annuel des demandes d'emploi est de 19,8 % en avril 1981. Dans ces conditions, les propositions économiques du Parti socialiste (13), par leur caractère utopique et leur incohérence, ne seront pas en mesure de remédier à cette situation, même si, au début, grâce à l'augmentation du SMIC (salaire minimum), certains secteurs de l'industrie légère pourront dans une certaine mesure réembaucher ; mais ce qui pourra être gagné sur le marché intérieur sera perdu sur les exportations.

C'est ainsi que le *Journal des finan-*

8. Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, *l'Humanité*, 15 mai 1981.

9. Georges Séguy, secrétaire national de la CGT, *l'Humanité*, 15 mai 1981.

10. Jacques Julliard, *le Nouvel observateur*, 25 mai 1981.

11. Preuve supplémentaire de sa modération, le gouvernement de Pierre Mauroy comprend quelques socialistes dont toute la carrière s'est déroulée au sein de l'appareil d'Etat, et dont les états de service sont significatifs : Claude Cheysson, ministre des Relations

extérieures, avait vu son mandat de commissaire à la Commission de Bruxelles renouvelé par Valéry Giscard d'Estaing ; Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, était en 1969 conseiller pour les affaires sociales du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas.

12. INSEE, note sur « la situation de l'économie française », mai 1981, *le Monde*, 21 mai 1981.

13. Lire Jeannette Habel, « Le mouvement ouvrier et l'élection présidentielle », in *Inprecor*, numéro 99, du 13 avril 1981, p. 6.

ces résume son analyse (14) dans un éditorial intitulé « *Les épines de la rose : c'est la véritable austérité qui va suivre les folles promesses* » : « *Outre que les relations entre la croissance et l'emploi sont incertaines, il faut savoir que les importations françaises tendent à augmenter de 2 % quand le produit national croît de 1 %, et ce rapport est encore plus défavorable quand la reprise de l'activité est rapide. Accélérer celle-ci, c'est donc creuser le déficit extérieur, faire baisser la monnaie nationale, aggraver l'inflation par la hausse des prix d'importation. Le seul argument que les socialistes opposent à cet enchaînement est leur volonté de "reconquérir le marché intérieur", ce qui ne veut rien dire, sauf à tomber dans le protectionnisme, qui aurait deux effets : amplifier la hausse des prix internes, susciter à l'étranger des mesures de rétorsion qui affecteraient nos exportations...* » Quant à l'emploi, ses réflexions sont les suivantes : « *Pour l'avenir immédiat, les perspectives demeurent sombres, car les dépôts de bilan pourraient s'accroître parce que certaines entreprises ont été tenues à bout de bras jusqu'aux élections et ne voient plus la nécessité de poursuivre leur activité de manière acrobatique, dès lors que leurs charges vont se trouver accrues par la mise en œuvre du programme socialiste. De plus, les mesures avancées par François Mitterrand pour rétablir graduellement un meilleur emploi, telle que l'embauche de 150 000 personnes dans les services publics, ne pourront être mises en œuvre avant plusieurs mois, de sorte qu'il n'est pas exclu qu'à la rentrée le nombre des demandeurs d'emploi approche la barre des 2 000 000...* »

Tels sont les problèmes de fond auxquels Mitterrand et son gouvernement vont se heurter — à plus ou moins brève échéance —, une fois l'euphorie électorale passée. Par rapport à cela, les manœuvres politiques ne seront — à plus long terme — que d'une portée limitée.

Les syndicats ont bien compris la situation, d'où l'extraordinaire modération de la CFDT qui a proposé une

augmentation du SMIC de 10 % au 1er juillet et les 35 heu.es... en 5 ans dans le but d'assurer « *une dynamique de confiance positive* ». Ce réalisme, partagé par la CGT, est évidemment un atout pour Mitterrand, mais il est limité par la défiance qui existe au sein de la classe ouvrière à l'égard des directions syndicales. Cette défiance est consécutive à la rupture de l'unité d'action syndicale et aux heurts entre les confédérations ; dans le même temps, ces divisions expliquent qu'il n'y ait pas de grandes vagues d'adhésions.

L'absence de dynamique unitaire impulsée du sommet risque de durer, car elle serait un danger pour le gouvernement, ceux que l'on nomme les « *partenaires sociaux* » en sont conscients. C'est pourquoi la polémique entre les directions ouvrières diminue, mais la méfiance est entretenue afin d'éviter une dynamique sociale dont les syndicats, pas plus que le gouvernement, ne veulent.

Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, se référant aux spéculations sur le franc, a trouvé « *moralement choquant* » que certains spéculateurs et milieux d'affaires essaient de réaliser « *un troisième tour financier* » alors que la classe ouvrière ne se lance pas dans un troisième tour social ! C'est que le patronat ne compte pas suivre Mitterrand dans les concessions qu'il s'apprête à faire. Jacques Delors prend soin d'insister : « *La continuité en matière de gestion de l'économie est un élément essentiel. Les virages à 90 degrés sont à déconseiller formellement* (15) » la continuité, en l'occurrence, s'établit avec la politique économique antérieure, celle de Raymond Barre et de Giscard, qui a connu le succès que l'on sait.

Le programme de nationalisations ne se pose pas à court terme, mais à moyen terme. Elles nécessitent un vote du Parlement. « *Quant à l'indemnisation, précise Jacques Delors, elle se fera dans des conditions d'équité telles que toute trace de spoliation sera exclue.* (16) »

Pour éviter que la hausse du SMIC ne joue un rôle de « locomotive » sur les

autres salaires, Jacques Delors affirme qu'elle ne sera pas répercutée nationalement « *car ce serait priver les syndicats de la possibilité de négocier branche par branche, entreprise par entreprise, de minimums (au pluriel, NDLR) adaptés aux possibilités de l'économie* (17) ». Autrement dit, les augmentations des salaires seront différenciées selon les branches et les régions, selon les rapports de forces, en fonction de la « *compétitivité* » de l'entreprise, etc. Voilà qui ne va pas faciliter l'unification des luttes salariales, mais qui pourra rassurer — en partie — les patrons...

DES CHANGEMENTS REELS

Au début du septennat, Mitterrand va compenser la faiblesse des concessions économiques en relativisant le « *quantitatif* » au profit du « *qualitatif* ». Ainsi, le PS est apparu comme le défenseur des libertés. Sur ce plan, un certain nombre de changements réels devraient intervenir et qui devraient permettre au PS de faire un excellent score électoral aux législatives. Mitterrand conformément aux engagements qu'il avait pris pendant sa campagne électorale, vient de gracier un condamné à mort. Il est probable que des lois scélérates, telles que la Loi « *Sécurité et Liberté* » (la loi Peyrefitte) seront largement modifiées voire partiellement abrogées. La Cour de Sûreté de l'État, juridiction d'exception, devrait voir ses fonctions changer. Enfin, les prisons françaises surpeuplées, en particulier de jeunes, devraient en partie se vider par des libérations conditionnelles (18) : c'est le sens des déclarations du nouveau Garde des Sceaux, Maurice Faure, le 26 mai à la télévision.

Dans l'armée, Charles Hernu, ministre de la Défense, pourrait procéder, après les élections législatives, à la levée de la censure sur la presse. Les soldats pourraient avoir certaines possibilités de recours face aux sanctions disciplinaires, le Règlement général devrait être modifié. Les tribunaux militaires pourraient être supprimés selon les modalités proposées par le député PS Edwige Avice, aujourd'hui ministre de la Jeunesse et des Sports. En outre, le Parti socialiste devrait s'orienter vers la mise en place de commissions mixtes, formées de délégués de soldats élus et de représentants de la hiérarchie, dans une perspective intégrationniste. Enfin, Charles Hernu ayant décidé d'octroyer deux voyages gratuits aux soldats les 14 et 21 juin, pour qu'ils puissent aller voter, ces derniers devraient obtenir rapidement une amélioration de

Le 10 mai, la LCR arrivant place de la Bastille (DR)



14. *Journal des finances*, jeudi 21 mai 1981.

15. Jacques Delors, *le Nouvel observateur*, 25 mai 1981.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

18. Au 1er avril 1981, il y avait en France 42 000 prisonniers, chiffre le plus élevé depuis la guerre, dont un nombre important de jeunes. Dans de nombreuses prisons, les détenus ont acclamé la victoire de François Mitterrand au soir du 10 mai...

leurs conditions de vie (voyages gratuits, permissions et soldes).

Dans l'Education, la reconstitution d'un ministère de l'Education nationale devrait remettre en cause le démantèlement de l'éducation en tant que service public, et remettre sur pied — comme l'a dit le SGEN (Syndicat général de l'Education nationale — CFDT) — un projet éducatif continu pour tous, de la maternelle à l'Université. Mais là il faudra surtout, selon le ministre Alain Savary lui-même, « dégager des moyens ».

Sur le plan du nucléaire, le gouvernement vient de suspendre la construction de la centrale de Plogoff.

En matière d'information, il est trop tôt pour dire ce que sera la politique suivie, mais le gouvernement affiche une volonté pluraliste ; les radios libres seront vraisemblablement autorisées.

Quant au ministre de l'Intérieur Gaston Defferre, il a annoncé que le gouvernement « suspendit dans l'immédiat, et à titre provisoire » l'exécution des mesures prises à l'encontre des immigrés, et « avait décidé que ceux de la seconde génération, nés en France ou y ayant vécu l'essentiel de leur enfance, ne pourront plus être passibles d'expulsion ». Gaston Defferre a nommé Gérard Monate chargé de mission auprès de la Direction générale de la Police nationale. Gérard Monate, membre du PS est l'ancien secrétaire général de la FASP (Fédération autonome des syndicats de police). La Fédération CGT des syndicats de Police s'en est félicitée en soulignant que « la venue au ministère de l'Intérieur d'une personnalité du monde syndical » était un « fait sans précédent » (19). Le nouveau gouvernement va bénéficier de l'appui d'un certain nombre de syndicats de policiers. Il reste à savoir quelle politique il va suivre à l'égard des différents services de renseignements. Si les socialistes au gouvernement vont dans l'immédiat mettre l'accent sur la démocratie et non la répression, il n'y a aucun doute qu'ils ne vont rien faire qui puisse affaiblir les corps de répression, pour le cas où le besoin s'en ferait sentir...

LA POLITIQUE ETRANGERE

La politique étrangère de Mitterrand (20) n'a guère de quoi effrayer la bourgeoisie. Elle sera vraisemblablement marquée par une division des tâches entre le PS, les déclarations de ses dirigeants, et la politique effective du gouvernement. C'est déjà le cas en ce qui concerne l'Afrique du Sud : « Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a préconisé l'application de sanctions internationales contre le gouvernement de Pretoria et souhaité que le nouveau gouvernement mette tout en œuvre pour que la Namibie accède à l'indépendance dans les conditions prévues par la résolution 435 des Nations-Unies ». Après avoir dénoncé la « politique agressive » de Pretoria, le successeur

La France

« partenaire digne de confiance » des USA ?

Le nouveau gouvernement français se révélera un « partenaire digne de confiance » de l'Alliance atlantique, a déclaré le nouveau ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, dans une interview au *Washington Post* publiée le dimanche 24 mai.

Selon le quotidien nord-américain, les grandes lignes de la politique étrangère esquissées par M. Claude Cheysson montrent une similitude de vues entre Paris et Washington sur les questions du Proche-Orient et sur les relations Est-Ouest, mais quelques divergences à propos de l'Afrique du Sud et du Tiers Monde, et notamment sur l'Amérique latine.

« En ce qui concerne l'Alliance atlantique, vous (les Américains) ne pouvez avoir un partenaire plus digne de confiance que nous », a déclaré M. Claude Cheysson. Il a dit par ailleurs « ne pas comprendre » pourquoi les Etats-Unis, « le plus grand pays du monde », font un cas du Salvador et voudraient que l'Europe de l'Ouest « s'agenouille » devant la politique et les opinions américaines.

Le ministre français a fait remarquer que le ministère des Relations extérieures a maintenant sous son contrôle l'ancien ministère de la Coopération et que les anciennes relations de la France avec ses anciennes colonies d'Afrique entreront, à part entière, dans le cadre des relations avec le monde entier.

Le *Washington Post* cite, sans le nommer, une appréciation d'un spécialiste socialiste français des affaires africaines, selon lequel — et contrairement à certaines indications — le gouvernement du président François Mitterrand pourrait renforcer les forces d'intervention auxquelles l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing avait recours pour défendre les pays africains de langue française, alliés de la France.

Source : AFP, repris par le Monde, Libération, le Matin.

Beaucoup d'illusions sur ce que sera la politique extérieure du PS... (DR)



19. *Le Monde*, 27 mai 1981.

20. Lire Jeannette Habel, *Inprecor*, numéro 99, art. cit., p. 7.

de François Mitterrand à la tête de son parti a proposé "l'arrêt de tout commerce avec la Namibie et notamment l'importation d'uranium, la réduction, dans des délais compatibles avec les contraintes techniques des importations en provenance d'Afrique du Sud et l'interruption de tout investissement public et de toute aide aux investissements privés". (21) »

Ces condamnations n'engagent que le PS. Dans le même journal, Jacques Delors s'est engagé à « respecter les engagements antérieurs » de la France, car « la France demeure la France ». (sic) Claude Cheysson a déclaré le 26 mai qu'y compris les contrats d'armement seront « intégralement respectés » (22). Jacques Delors, dans une interview à *Europe 1* (22) a répété que la France respecterait même les engagements de ventes d'armes à l'Afrique du Sud et d'uranium enrichi à l'Irak... Entre les déclarations d'intention, les principes idéologiques du PS et une politique d'Etat, il risque d'y avoir plus qu'une simple nuance.

Quant aux pays arabes, outre la nomination de Michel Jobert, François Mitterrand vient d'envoyer son propre frère, le général d'aviation Jacques Mitterrand, Président-Directeur général de la SNIAS (23) en Arabie saoudite, principal fournisseur de pétrole de la France et gros acheteur d'armes françaises, pour les « rassurer » sur sa politique au Moyen-Orient (les achats de l'Arabie saoudite et de l'émirat du Qatar représentent cette année 17 milliards de francs, c'est-à-dire la moitié (24) des commandes militaires).

Pour trancher les contradictions, arbitrer entre le PS et le gouvernement, François Mitterrand dispose d'un énorme atout : il est président de la République, élu au suffrage universel pour sept ans, avec tous les pouvoirs (ils sont considérables) que lui confère la Constitution gaulliste de 1958.

Pour l'instant, il apparaît comme un démocrate soucieux de respecter les prérogatives du gouvernement. Il comprend qu'il doit aujourd'hui s'appuyer sur les partis politiques. Mais déjà il se construit un personnage au-dessus de la mêlée. Avant les élections, il avait démissionné de son poste de premier secrétaire du PS. Il a fait sa campagne électorale sur un programme distinct du programme socialiste. Il est vraisemblable qu'il laissera au gouvernement le soin de prendre des mesures anti-populaires lorsque cela sera nécessaire, en se mettant, en cas de crise, en position de recours et d'arbitre, quitte à renverser les alliances s'il le faut. Ce qui signifie mettre fin au système électoral actuel et à la bi-polarisation qu'il implique, en rétablissant la proportionnelle (inscrite dans le programme socialiste) et d'ouvrir la possibilité de redistribuer les cartes et les alliances... quand l'heure sera venue.

LES REAGENCEMENTS AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

Giscard était à peine battu qu'il dénonçait déjà les « trahisons prémé-

tées », allusion claire au dirigeant du RPR et maire de Paris Jacques Chirac. Michel Poniatowsky, ancien ministre d'Etat et ami personnel de Giscard a accusé Chirac d'avoir « par sa campagne contribué à l'échec de Giscard d'Estaing (25) ».

Mais, très vite, les excès de langage ont cessé pour laisser la place aux dures réalités. Les députés de l'ex-majorité craignent à juste titre pour leurs sièges. Un pacte a été signé entre le RPR et l'UDF en vue des législatives du mois de juin. Ces deux formations iront aux urnes sous le sigle commun de « Union pour une nouvelle majorité » (UNM). Mais ce pacte ne satisfait complètement ni les partisans du RPR, ni ceux de l'UDF.

En attendant, la droite s'efforce de créer un climat de crainte en répandant la peur du désordre et du désastre économique et financier, afin de faire autant que possible le plein de ses voix aux élections.

Jacques Chirac se présente comme un recours, comme le représentant de la bourgeoisie. Un recours plus crédible que Giscard qui vient d'être massivement dé-savoué. Dans ce contexte, la place de l'ancien parti de Giscard, l'UDF, n'est pas assurée. Il est symbolique que l'ex-Premier ministre Raymond Barre ait décidé de se présenter sans étiquette dans la circonscription de Lyon où il avait été élu en 1978 comme apparenté au groupe UDF. Autre signe des temps : les dirigeants giscardiens auraient envisagé de changer le sigle de leur formation...

L'écho que rencontre la campagne de Jacques Chirac illustre sa capacité à capter sur des thèmes de droite traditionnels des secteurs larges de la petite bourgeoisie, des commerçants et artisans, petites et moyennes entreprises et y compris des fractions de couches populaires les plus arriérées, frappées par la crise et sensibles à l'« héritage » du gaullisme.

Sur des thèmes tels que : « Il y a trop de fonctionnaires qui ne travaillent pas, trop d'enseignants qui ont trop de vacances, trop d'immigrés qui mangent notre pain ! », il faut l'effort, le travail et se serrer la ceinture, Chirac a eu un écho certain. Ce n'est pas un hasard s'il n'y a finalement eu aucun candidat d'extrême droite au cours de l'élection présidentielle... (26) L'un des pires crimes du PCF est, notamment, d'avoir par sa campagne contre les immigrés, donné une légitimité à la résurgence de thèmes racistes (27).

Jacques Chirac pose des jalons pour le développement d'un parti de droite à

21. Lionel Jospin, *le Nouvel observateur*, 25 mai 1981.

22. *Le Monde*, 27 mai 1981.

23. SNIAS, société nationale d'industrie aéronautique et spatiale.

24. *Le Matin*, 21 mai 1981.

25. *Le Monde*, 22 mai 1981.

26. Plusieurs responsables d'extrême droite seront soutenus lors des élections législatives par le RPR. Alain Robert, ancien secrétaire général d'« Ordre nouveau » et Gerard Ecorcheville, un autre responsable du Parti des Forces nouvelles (PFN), ont reçu l'investiture du parti de Chirac dans deux circonscriptions.

27. Lire Jeannette Habel, *Inprecor*, numéro 99, art. cit., p. 4 ; et Francis Sittel,

base populaire plus agressif qui fait défaut à la bourgeoisie depuis des années. Une telle perspective pourrait prendre corps dans le cadre d'une situation mouvementée et changeante qui accélère les rythmes de l'activité politique. Cela dépendra évidemment de la mobilisation de la classe ouvrière et de la durée de la trêve qu'elle accordera à François Mitterrand.

Les élections législatives verront vraisemblablement une nouvelle défaite de la droite ; cette dernière risque même d'être accentuée par rapport à l'élection présidentielle, à la suite des premières mesures prises par le gouvernement. (28)

Lorsque les dures réalités économiques vont commencer à se faire sentir, la classe ouvrière risque de réagir en partant en lutte pour se heurter d'abord au patronat avant de se heurter à la politique du gouvernement. Elle risque de se lancer dans l'action croyant que « son » gouvernement va suivre avant de s'apercevoir qu'il est de l'autre côté, en faisant alors l'expérience de la politique de ses directions.

C'est pourquoi les militants révolutionnaires et les travailleurs les plus avancés devront d'abord engager la lutte avec la classe ouvrière contre le patronat avant de faire feu sur le gouvernement (tout en ne manquant pas d'entretenir la défiance des travailleurs vis-à-vis de la politique des réformistes). C'est au cours de ces luttes que la classe ouvrière comprendra que ni ses partis ni ses représentants directs au gouvernement ne veulent se battre.

La LCR va lancer toutes ses forces dans cette bataille, y compris en présentant un certain nombre de candidats aux prochaines élections législatives. Elle se battra contre toute révision en baisse des revendications, contre le chômage et l'austérité pour un gouvernement du PS et du PC sans alliances avec des bourgeois. A la logique de la conciliation et de la collaboration de classes, elle opposera celle de la mobilisation, celle de la dynamique de l'unité ouvrière pour rallier les hésitants. Elle montrera qu'on ne peut à la fois satisfaire la classe ouvrière et les patrons. Elle expliquera tout ce qu'il y a à gagner d'un authentique changement social pour souder autour de la classe ouvrière l'ensemble des couches populaires. ■

Jeannette HABEL
Paris, le 27 mai 1981.

« La victoire de François Mitterrand met fin à 23 ans de règne de la droite », *Inprecor*, numéro 101, du 25 mai 1981.

28. Les mesures annoncées par le Premier ministre Pierre Mauroy le mercredi 27 mai (et qui devraient être précisées le 3 juin) sont les suivantes : la retraite à 60 ans qui doit être votée par le Parlement ; le relèvement du SMIC, des prestations sociales, du minimum vieillesse et de l'allocation logement qui vont intervenir tout de suite. Pierre Mauroy semble même avoir fait preuve de trop de précipitation en indiquant que, pour la 5e semaine de congés payés, « une décision pourrait être prise dans les quinze jours ». (*Le Monde*, 29 mai 1981.)

Pour une large majorité ouvrière au Parlement pour un gouvernement du PS et du PC sans politicien bourgeois

Déclaration du Comité central de la LCR

Après vingt-trois ans d'exercice sans partage du pouvoir, la droite a subi une défaite cuisante le 10 mai. La débâcle électorale de Valéry Giscard d'Estaing est un verdict sans appel pour sa politique. En votant François Mitterrand, les travailleurs ont voté contre la vie chère et le chômage, contre les atteintes aux libertés, contre l'arrogance insupportable de ce gouvernement.

Le soir du 10 mai, l'espoir a changé de camp : dans toutes les villes de France, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes, ont pris la rue pour y crier leur joie.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), dès le début, a jeté toutes ses forces dans la bataille pour chasser Valéry Giscard d'Estaing. Elle fera tout pour que cette victoire en appelle d'autres, et pour que l'immense espoir qui s'est levé le 10 mai ne soit pas déçu.

Le combat continue aujourd'hui pour empêcher la droite de prendre sa revanche en juin, pour assurer une majorité ouvrière à l'Assemblée, pour que le Parti communiste (PCF) et le Parti socialiste (PS) aillent ensemble au gouvernement sans représentants de la bourgeoisie.

Le combat continue pour que les travailleurs voient leurs revendications satisfaites et que soient prises des mesures qui frappent les patrons et ceux qui les servent.

Il continue pour que se développe partout dans les entreprises la mobilisation unitaire des travailleurs, seule garantie pour que leurs intérêts soient vraiment défendus jusqu'au bout.

Le candidat des patrons a été battu. Mais la droite dispose de moyens énormes. Elle espère prendre sa revanche aux élections de juin.

Il faut donc pousser l'avantage, sans lui permettre de relever la tête, et d'abord transformer l'essai aux prochaines législatives.

Giscard a été battu !

La droite peut et doit être battue !

Une majorité de l'UDF (Union pour la démocratie française) et du RPR (Rassemblement pour la République) au Parlement permettrait à la droite de contraindre Mitterrand soit à démissionner, soit à devenir son otage. C'est pourquoi ils mettent une sourdine à leurs querelles. Ils renvoient les règlements de compte à plus tard. Ils serrent les rangs sous la baguette de Jacques Chirac, pour sauver le maximum de leurs députés et tenter de gagner la « deuxième manche ».

Il faut que la droite soit minoritaire au Parlement et que le PC et le PS y aient la majorité, et qu'ils l'aient largement.

Pour obtenir cette large majorité du PS et du PC, il faut rassembler les voix des travailleurs, y compris de ceux qui n'ont pas voté pour la gauche à l'élection présidentielle. Pour cela, il faut montrer à tous et tout de suite que le changement est là. Il faut prendre les premières mesures d'urgence qui montrent que le gouvernement est décidé à en finir avec l'austérité et la limitation des libertés. Il faut aussi forger l'unité ouvrière, surmonter trois ans de division syndicale et politique acharnée. Il faut développer la dynamique de l'unité ouvrière de la base au sommet.

Voilà le chemin pour assurer une large majorité du PS et du PC. On ne gagnera pas les hésitants et les travailleurs qui ont voté à droite en faisant des concessions aux bourgeois, gaullistes et radicaux prétendus de gauche (MRG — Mouvement des radicaux de gauche) qui ne représentent qu'eux-mêmes, qui n'ont aucun compte à rendre aux travailleurs et qui, demain comme hier, se dresseront contre leurs exigences.

IL FAUT UNE MAJORITE DU PC ET DU PS A L'ASSEMBLEE !

Il faut dès maintenant un gouvernement des partis qui représentent la majorité des travailleurs, un gouvernement du PC et du PS.

Sans plus attendre, c'est un tel gouvernement que Mitterrand doit mettre en place, car c'est celui qui correspond au vote du 10 mai. C'est de cette façon que peut se concrétiser immédiatement, de la base au sommet, l'unité indispensable du PC et du PS contre la droite.

S'ils le veulent vraiment, ainsi les dirigeants du PC et du PS auront tous les moyens de satisfaire les revendications de ceux et celles qui les ont portés au pouvoir. Et de s'attaquer aux privilèges des possédants et à leur système d'exploitation.

Il faut donc battre la droite, et faire entrer au Parlement une large majorité de députés du Parti socialiste et du Parti communiste.

Voilà pourquoi les dirigeants du PC et du PS doivent conclure un pacte de désistement mutuel et automatique contre les candidats bourgeois quels qu'ils soient. Voilà pourquoi ils doivent s'engager tout de suite, devant les millions de

travailleurs qui leur font confiance, à prendre toutes leurs responsabilités en formant un gouvernement du PC et du PS sans aucun ministre bourgeois, radical, gaulliste ou autre.

Les travailleurs n'ont pas chassé Giscard pour offrir des sièges de députés ou des postes de ministres à ces politiciens qui ont toujours été au service du patronat et qui seront toujours ses alliés. Ces sièges et ces postes, ils ne peuvent les obtenir que si le PC et le PS leur en font cadeau.

Pourtant, comment prétendre qu'on peut véritablement défendre les intérêts des travailleurs avec Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères de Georges Pompidou, ou Michel Crépeau (MRG), qui a mené toute sa campagne présidentielle contre les nationalisations ?

Les travailleurs ont voté Mitterrand pour que les choses changent vraiment et pour voir aboutir leurs revendications.

Fidèle à sa ligne de conduite avant le 10 mai, la LCR participera à la bataille des législatives sous le drapeau de la mobilisation unitaire des travailleurs et de leurs organisations contre la droite.

**Pour une majorité du PS et du PC !
Pour un gouvernement du PS et du PC
sans ministres bourgeois !**

**Pour la satisfaction des revendications !
Pour en finir avec l'austérité, le chômage
et la vie chère !**

Voilà les mots d'ordre de l'heure.
Voilà la voie qui mène à la victoire.

POUR BATTRE LA DROITE, IL FAUT SE MOBILISER DANS L'UNITE !

Camarades qui votez pour le Parti socialiste :

Vous voyez dans le PS l'instrument le plus efficace du changement auquel vous aspirez. C'est votre droit, bien entendu. Mais votre devoir est de ne pas permettre que la force acquise par votre parti soit détournée vers une politique freinant les revendications des travailleurs, une politique de conciliation avec le grand capital.

Vous ne devez pas tolérer que cette force serve de tremplin à des politiciens sans scrupules, qui retournent aujourd'hui leur veste pour gagner des places à l'ombre de Mitterrand, et qui n'hésiteront pas demain à la retourner encore. Ne permettez pas qu'aux prochaines législatives votre parti s'efface pour faire élire ces gaullistes et ces radicaux en tout genre.

Trop souvent dans le passé, la gauche a remporté les élections pour finalement s'incliner devant « le mur de l'argent ». Cela ne doit pas être le cas cette fois-ci.

Camarades qui votez pour le Parti communiste :

Vous vous réjouissez sans doute de voir la direction du PCF renoncer pour l'instant à son langage sectaire. Ce nouveau tournant lui a été imposé par l'échec de sa campagne de division qu'un très grand nombre de travailleurs communistes n'ont pu ni comprendre, ni admettre.

Vous devez peser pour que votre parti engage toutes ses forces dans la bataille contre la droite aux législatives, pour une majorité et pour un gouvernement socialiste-communiste.

Exigez que votre parti se mette sans réserve au service du combat pour l'unité du PC et du PS, avec toutes les organisations ouvrières, contre la droite. Ne permettez pas que le virage consécutif à la victoire de Mitterrand conduise la direction du PCF, sans aucun débat à la base, à se retrouver au gouvernement aux côtés de ministres socialistes, mais aussi en compagnie d'authentiques représentants de la bourgeoisie, sur la base d'un accord ne répondant pas aux besoins fondamentaux des travailleurs.

Camarades qui ne vous reconnaissez ni dans le PC ni dans le PS :

Parce que, comme nous, vous voulez aller au socialisme, vous savez que le socialisme n'a rien à voir avec l'image que prétendent en donner Léonid Brejnev ou Helmut Schmidt.

Il s'agit désormais de regrouper nos efforts et, par l'action commune, par le débat fraternel, d'avancer sur la voie de la construction du parti révolutionnaire dont les travailleurs ont besoin pour s'acquitter des tâches qui sont les leurs.

La Ligue communiste révolutionnaire ne donne aucun chèque en blanc à Mitterrand et à son gouvernement. Mais,

avec tous les travailleurs et travailleuses qui leur font confiance, elle sera au premier rang du combat contre les adversaires bourgeois du nouveau président de la République, contre l'opposition de droite à son gouvernement, contre les manœuvres des patrons et des banquiers.

L'unité ouvrière pour chasser Giscard de l'Elysée ; l'unité ouvrière pour battre la droite au Parlement ; l'unité ouvrière pour une majorité et un gouvernement du PC et du PS ; l'unité ouvrière contre le chômage, la vie chère, l'étouffement des libertés ; voilà le fil rouge de la politique suivie par la LCR.

Vous qui avez voté socialiste ou communiste, mais qui affrontez l'ennemi commun, vous devez tout faire ensemble pour fermer les plaies de la division. Depuis trois ans, vos dirigeants ont organisé la guerre civile dans la classe ouvrière entre partis et entre syndicats. Vous devez empêcher que cette politique destructrice ne recommence. Nous en avons les moyens.

Tout en défendant vos convictions, vous pouvez lutter dès aujourd'hui, au coude à coude avec nous, avec des travailleurs sans parti, pour marcher ensemble contre la droite, pour construire l'unité de la base au sommet.

Multiplions les appels syndicaux et intersyndicaux, les prises de position d'assemblées de travailleurs, de militants de toutes les organisations ouvrières, pour battre la droite, pour une majorité ouvrière au Parlement, pour un gouvernement du PC et du PS.

Ensemble, faisons en sorte que toutes les organisations qui se réclament des travailleurs se rassemblent et constituent des comités unitaires pour battre la droite.

C'est la meilleure garantie pour que les travailleurs ne soient pas réduits au rôle de spectateurs, impuissants à agir sur la façon dont l'unité se fait ou se défait au sommet.

N'attendons pas passivement que

les changements nous tombent tout cuits, nous ne devons pas nous en remettre aveuglément au nouveau président et aux nouveaux ministres. Nous devons prendre nos affaires en main, pour veiller à ce que nos intérêts soient défendus.

POUR EN FINIR AVEC L'AUSTERITE

Il faut tout faire pour battre la droite, mais comment ?

Les vaincus du 10 mai cherchent à se ressaisir. Le seul moyen de gagner est-ce de ratisser large en mettant une sourdine aux revendications, afin de ne pas effrayer l'électorat que les partis de droite tentent de reconquérir ?

Cette solution là est la plus mauvaise. Elle risque de démobiliser une partie de la classe ouvrière déçue par les promesses non-tenues et découragée de ne pas voir son sort commencer à changer vraiment. Elle risque aussi de renvoyer dans les bras de la droite les couches de la population qui ont voté contre Giscard, mais ne peuvent être gagnées à la cause des travailleurs que si le mouvement ouvrier s'affirme comme une force qui ouvre la voie d'un changement réel.

Oui, il reste à convaincre des électeurs populaires qui ont voté à droite ou qui se sont abstenus. Mais on ne les convaincra pas en tendant la main à des politiciens bourgeois, ni en révisant en baisse les revendications. On le fera en leur montrant concrètement que ça change et qu'ils ont tout à gagner à la défaite de la droite.

Les travailleurs qui ont chassé Giscard peuvent et doivent suivre cette voie. D'abord parce qu'il en va des conditions de leur vie quotidienne à tous.

Il y a des exigences qui ne peuvent attendre : les prix continuent de monter et les licenciements à se multiplier. Des centaines de milliers de familles continuent à vivre dans l'angoisse du lendemain. Pour enrayer la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, des mesures d'urgence s'imposent tout de suite, comme par exemple :

- L'arrêt immédiat de tout licenciement et de toute fermeture d'usine.
- Le blocage des prix des produits de première nécessité et des loyers.
- L'augmentation immédiate du SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance) à 3 400 F et la garantie de ressources pour les chômeurs et les chômeuses privés de toutes indemnités, pour les jeunes sans emploi.
- La levée immédiate de toutes les sanctions contre les syndicats et les syndicalistes, la réintégration des délégués licenciés pour activités syndicales.
- La libération des prisonniers politiques. L'abrogation de tous les décrets répressifs et la suspension de l'application des lois scélérates, à commencer par la Loi Peyrefitte contre les libertés (Loi « Sécurité et Liberté »), la circulaire Bonnet-Stoléru contre les immigrés et les clauses restrictives du droit à l'avortement.



Ces premières mesures ne transformeraient pas la situation, mais — prises tout de suite — elles l'empêcheraient de se dégrader encore plus. Et, à partir de là, les travailleurs et les travailleuses de toutes les entreprises peuvent se rassembler pour aller plus loin.

Pour des millions de travailleurs, le changement c'est d'abord la semaine légale de 35 heures sans réduction de salaire.

Seule une telle solution, qui profite également à tous les secteurs, permet de réduire le chômage. Ce qui ne serait pas le cas avec une négociation branche par branche et un étalement sur cinq ans. C'est pourquoi, lors de la prochaine session parlementaire, c'est une loi sur les 35 heures qui doit être adoptée.

Mais, sans attendre, que les centrales syndicales organisent une véritable consultation de tous les travailleurs afin que tout le monde sache qu'ils veulent les 35 heures tout de suite ! Consultés, les travailleurs ne manqueraient pas non plus de répondre oui à l'augmentation immédiate du SMIC à 3 400 F. Car elle correspond au moins à la perte de leur pouvoir d'achat, dont seule l'échelle mobile des salaires peut garantir le maintien et la progression.

Si des négociations s'engagent sur les 35 heures, le SMIC et les augmentations de salaires, qu'elles se déroulent publiquement, comme en Pologne, devant la télévision !

Sur leurs revendications, c'est aux travailleurs eux-mêmes de décider. C'est d'abord à eux de prendre la parole sur tout ce qui les concerne.

Mitterrand propose de faire un bilan de la France, pour évaluer la situation catastrophique laissée par Giscard.

Mais qui mieux que les travailleurs des villes et des campagnes peut dresser ce bilan et déterminer les besoins les plus pressants de la population laborieuse ? Sûrement pas quelques technocrates enfermés dans leurs cabinets ministériels.

Qui mieux que les travailleurs des hôpitaux peut définir combien de personnel il faut embaucher pour que les malades soient correctement soignés ? Qui mieux que les travailleurs des banques et des douanes peut surveiller les mouvements de capitaux et les empêcher de fuir à l'étranger. Qui mieux que les travailleurs des entreprises « nationalisables » peut surveiller les patrons pour les empêcher de vider les nationalisations de tout contenu ? Qui peut mieux juger des ressources et des capacités des entreprises que ceux qui y travaillent ?

Il faut donc s'attaquer à cette tâche. Et le premier pas dans cette direction, c'est de mettre un terme à la division syndicale qui fait des ravages depuis des années.

Il faut favoriser un vaste mouvement d'adhésion des travailleurs aux centrales ouvrières, et populariser la perspective de leur fusion en un syndicat unique et démocratique, regroupant l'ensemble de la classe ouvrière contre le patronat.

C'est dans l'unité que doivent être



C'est Juquin, le 10 mai qui a été chargé d'annoncer le « tournant » du PCF (DR)

convoquées des assemblées intersyndicales pour établir des cahiers de revendications ; c'est ensemble que les syndicats doivent coordonner leur action sur l'entreprise en se réunissant en intersyndicales.

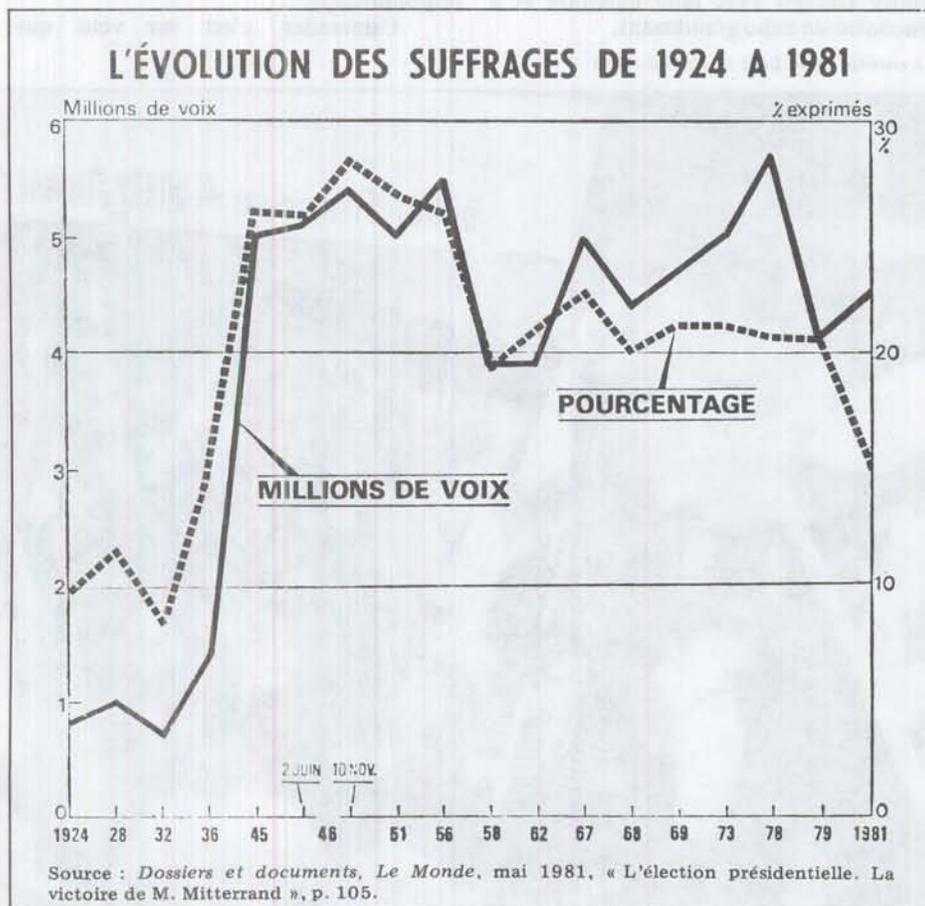
Il doit être possible dans les mois qui viennent de mettre en place des comités unitaires d'action à l'initiative des syndicats, des organisations politiques ouvrières, qui permettent à tous les travailleurs de prendre réellement leurs affaires en mains, pour organiser les

mobilisations nécessaires à la satisfaction des revendications.

UNIS POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT

Nous ne voulons pas d'une expérience, comme celle du Front populaire (1936) ou de la Libération (1945), qui, après quelques mois, voit la droite revenir au gouvernail. Nous voulons que ça change vraiment !

Nous ne permettrons pas que les



dirigeants socialistes et communistes « gèrent loyalement les affaires de la bourgeoisie », au détriment des aspirations ouvrières.

Nous appuierons tout pas en avant sur la voie de la satisfaction des revendications, car c'est ce que nous sommes en droit d'attendre d'un gouvernement des partis ouvriers. Mais, à toute forme de collaboration de classes, nous opposerons résolument la mobilisation unitaire des travailleurs et de leurs organisations.

L'unité ouvrière que nous voulons construire, c'est celle que veulent des millions de travailleurs. C'est l'unité avec leurs partis et leurs syndicats, pour la satisfaction des revendications. C'est l'union dans les luttes, au coude à coude,

contre le patronat et la bourgeoisie. C'est la démocratie dans les luttes et dans l'action. C'est le contrôle des dirigeants.

Tous les travailleurs savent que les patrons ne font pas de cadeaux. Nous n'obtiendrons que ce que nous aurons su leur arracher. Pour cela, le seul moyen c'est d'être unis pour aller de l'avant, c'est d'être forts pour renverser les obstacles qu'ils mettront sur notre chemin.

La seule garantie c'est notre mobilisation, dans l'unité et la démocratie la plus large. Un véritable gouvernement au service des travailleurs ne devrait pas la craindre, mais au contraire s'appuyer sur cette mobilisation pour prendre les mesures anti-capitalistes qui s'imposent.

POUR LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS, CONSTRUIRE UN PARTI REVOLUTIONNAIRE

Il y a quelques mois encore, la réélection de Giscard semblait inéluctable à beaucoup de gens. L'ampleur de la division était telle que tout semblait concourir à la démoralisation et au découragement.

Alors, la LCR était seule à dire « Giscard peut être battu » ; il faut pour le battre, battre la division.

Depuis, l'aspiration unitaire des travailleurs a été plus forte que la politique de division des dirigeants du PS et du PCF. Un courant unitaire est né, qui n'a cessé de se renforcer.

Avec les collectifs pour l'« Union dans les luttes », avec les militants unitaires dans les syndicats, le 1er mai, à l'initiative de syndicalistes de différentes centrales, l'exigence de l'unité contre Giscard s'est faite entendre et a rencontré un écho grandissant.

Et progressivement, la certitude que Giscard pouvait être battu s'est enracinée, avec la prise de conscience que la division n'était pas inéluctable.

Dans toutes ces luttes, la LCR a été présente. Elle a jeté toutes ses forces dans cette bataille décisive pour la réalisation de l'unité ouvrière contre Giscard. Et elle va se remettre à la tâche pour battre la droite aux législatives, pour une majorité et un gouvernement du PC et du PS.

Celles et ceux qui veulent prendre toute leur place dans ce combat contre la droite, pour la défense des intérêts des travailleurs et pour avancer résolument vers une société socialiste, à laquelle ne conduisent ni le PC ni le PS, doivent aider la LCR à assumer ses responsabilités.

Camarades, c'est sur vous que

à la fuite des capitaux, il ne faudra pas hésiter à répondre par l'expropriation des entreprises de ces saboteurs. A l'utilisation des leviers de commande économique pour désorganiser la société, il faudra répliquer par la nationalisation des secteurs-clés du pays, placés sous le contrôle des travailleurs. A l'accaparement de la radio, de la télévision et de la grande presse pour orchestrer leurs campagnes réactionnaires de mensonges, il faudra riposter en brisant leur mainmise sur les grands moyens d'information, et les ouvrir largement à toutes les organisations et associations représentatives.

Bref, s'ils veulent faire tourner la roue de l'histoire en arrière, il faudra les empêcher de dicter leur loi.

repose la possibilité de construire un parti révolutionnaire des travailleurs.

Vous qui avez vu la LCR à l'œuvre, qui êtes d'accord avec son combat, rejoignez ses rangs !

Il dépend de vous maintenant, qu'une force se construise, dans les entreprises et partout, pour mener avec tous les travailleurs le combat pour un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression. Pour construire le parti révolutionnaire, qui garantira la victoire du pouvoir des travailleurs, du socialisme, rejoignez la LCR, renforcez la IVE Internationale !

Le Comité central de la
Ligue communiste révolutionnaire (LCR)
Section française
de la IVE Internationale

17 mai 1981.

Le cortège de la LCR le 10 mai (DR)



Tony Benn dans la course à la vice-présidence du Labour Party

Brian GROGAN

Tony Benn, le chef de file de l'aile gauche travailliste, a jeté un froid dans les milieux conservateurs et chez les éléments droitiers du Parti travailliste (*Labour Party*) en annonçant son intention de briguer la vice-présidence du parti. Par cette décision, il veut mettre à profit le nouveau règlement intérieur (1) plus démocratique du Parti travailliste, qui donne un pouvoir de décision aux syndicats dans la procédure qui mène à l'élection du dirigeant (*leader*) et du vice-président du parti, contrairement à la situation antérieure où c'était le groupe parlementaire seul qui en décidait. En annonçant sa candidature six mois avant les élections, il a posé les premiers jalons qui permettront à l'aile gauche de poser le problème dans toutes les conférences syndicales qui se tiendront au cours de l'été et qui précèdent la convocation du nouveau collège électoral pour le prochain Congrès du Parti travailliste, en octobre.

La décision de Tony Benn d'entrer en lice contre Dennis Healey, le dirigeant travailliste qui s'identifie le plus avec la politique droitiste du dernier gouvernement Jim Callaghan (2), a provoqué des réactions hystériques dans la presse conservatrice. En argumentant de manières différentes, tous les commentateurs en sont venus à la conclusion — pour le moins curieuse — que Tony Benn n'avait aucune chance d'être élu.

La vérité, c'est que Tony Benn, en se présentant, a court-circuité les efforts de conciliation menés par la bureaucratie pour liquider les acquis de l'aile gauche, ce à quoi elle espérait parvenir par des accords au sommet.

De ce fait, après la scission de la « Bande des Quatre », et la formation du Parti social-démocrate (3), les bureaucrates droitiers qui dominent les syndicats ont commencé à s'organiser. Ils ont mis sur pied un groupe au sein du parti qu'ils ont surnommé « Solidarité » — ce qui constitue une insulte aux travailleurs polonais —, dans le but avoué de redonner au groupe parlementaire son rôle de décision dans la désignation des dirigeants du parti. Ils espéraient pouvoir au moins de la sorte neutraliser certains secteurs de la bureaucratie syndicale qui avaient remporté récemment des succès, comme dans le Transport & General Workers Union (T & GWU — Syndicat des transports et des travailleurs non-qualifiés). Mais le problème se pose désormais de façon plus aiguë. Comme l'écrivait récemment *The*

Economist à propos de Michael Foot, l'actuel leader du Parti travailliste : « Il lui faut maintenant vendre la lessive Healey à la formule enrichie... »

L'appel lancé par Michael Foot à Tony Benn pour qu'il se retire a donc été soutenu dans un premier temps par les dirigeants du plus grand syndicat industriel de Grande-Bretagne, le T & GWU. Ce syndicat, avec ses 2,2 millions de membres, s'était prononcé pour l'élargissement de la franchise électorale (4) lors du dernier Congrès travailliste. Le T & GWU avait été l'un des deux syndicats à prendre la tête de la rébellion contre la politique de blocage des salaires préconisée par le dernier gouvernement travailliste (1974-1979).

Alex Kitson, vice-secrétaire général du T & GWU et secrétaire du Parti travailliste a envoyé à Tony Benn une lettre l'enjoignant de ne pas se présenter, « dans l'intérêt de l'unité du parti ». Tony Benn a vivement rejeté ces appels. Il a repoussé l'idée selon laquelle l'unité du parti impliquerait l'abandon fondamental de se présenter : « Et si cette décision du dernier Congrès (sur le système d'élection) pouvait être si aisément bafouée, on pourrait bientôt voir d'autres décisions vitales — de caractère politique — être elles aussi abandonnées, "dans l'intérêt de l'unité du parti". » Tony Benn a mis en plein dans le mille ; sa candidature n'est pas révolutionnaire, elle signifie seulement que la direction du Parti travailliste est responsable de la mise en œuvre des décisions prises par le parti. Cet objectif, né de la détermination farouche de la base du parti de ne plus avoir de gouvernement droitier, est à l'origine de la lutte engagée au sein du *Labour* ces 12 derniers mois sur les questions organisationnelles. Tony Benn se présente comme le garant de l'application de cette perspective, et rien de plus.

Devant la détermination de Tony Benn à maintenir sa candidature, il est clair que le T & GWU ne peut soutenir plus longtemps Dennis Healey. Déjà, la bureaucratie de ce syndicat commence à reculer devant la perspective de voir se constituer, lors du Congrès du T & GWU cet été, une majorité soutenant Tony Benn. Alex Kitson a annoncé à la presse que, tout en ayant soutenu l'appel lancé par Michael Foot à Tony Benn, « cela ne signifiait pas pour autant qu'il fallait en conclure que Tony Benn devait se retirer ou qu'il fallait soutenir quelqu'un d'autre »...

Le Parti travailliste, par suite des dé-

cision de son dernier Congrès, est tenu à respecter un certain nombre d'axes politiques autour desquels la classe ouvrière peut se mobiliser dans la lutte contre l'offensive des conservateurs : il s'est prononcé pour les 35 heures, pour l'extension des nationalisations aux secteurs-clés, et pour la renationalisation des entreprises privatisées par les conservateurs ; il s'est également prononcé pour la nationalisation des banques, l'abolition de la chambre haute, cette Chambre des Lords anti-démocratique ; ainsi que pour le désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne ; pour le droit à l'avortement sans limitation ; pour les autres droits des femmes, et d'autres mesures progressistes. Cependant, le cadre général dans lequel Tony Benn situe cette politique — la Stratégie économique alternative (AES) — donne à celle-ci un contenu de collaboration de classes. L'AES, dans son chapitre sur la « planification socialiste » (sous le capitalisme), défend la nécessité du contrôle, c'est-à-dire de la limitation de la progression des salaires. Faut encore, elle place par bien des aspects au centre de sa politique économique le projet de contrôle des importations, qui suppose de fait un front commun des travailleurs et des patrons contre « l'ennemi étranger » commun.

Néanmoins, les patrons comme les bureaucrates ont conscience du fait que toute lutte significative s'appuyant sur ce projet politique pourrait très bien déboucher sur un mouvement qui briserait le cadre de la collaboration de classes. Malgré toutes les attaques lancées par les patrons et les conservateurs au cours de la récession la plus grave qu'ait connue la Grande-Bretagne depuis 1929, la force fondamentale de la classe ouvrière n'a pas été

1. *Inprecor*, numéro 100, du 27 avril 1981, Steve Potter, « Le déplacement à gauche du Parti travailliste ». Dans ce même numéro est publiée la déclaration de Tony Benn annonçant son intention de se présenter à la vice-présidence du *Labour Party* lors de son prochain Congrès.

2. *Inprecor*, numéro 40, du 14 décembre 1978, Rich Palser, « La dernière année du gouvernement Callaghan » ; et *Inprecor*, numéro 45, du 15 janvier 1979, Brian Grogan, « Le gouvernement travailliste passera-t-il l'hiver ? ».

3. Le Parti social-démocrate (SD) a été fondé le 26 mars 1981 par quatre anciens dirigeants du *Labour Party* et anciens ministres, William Rodgers, Shirley Williams, David Owen et Roy Jenkins, qualifiés depuis de « Bande des Quatre ».

4. Les syndicats disposent maintenant de 40 % des mandats pour l'élection des dirigeants du *Labour Party*.

entamée. Et dès que cette classe ouvrière a été attaquée — on l'a vu avec les mineurs, elle a montré sa force. Face aux attaques qui ont été portées contre elle, un minimum de direction pourrait provoquer un déferlement de luttes.

La bureaucratie syndicale du *Trade Union Congress* (TUC) n'a aucun intérêt à ce qu'une telle contre-offensive ait lieu. La réponse que la bureaucratie avance, face à la profonde crise politique dans laquelle se trouve le gouvernement conservateur, consiste à essayer de nouer une alliance avec les secteurs prétendument « sains » de la classe dirigeante et du parti conservateur. La bureaucratie syndicale présente la lutte en cours, entre l'organisation patronale — la Confédération des industries britanniques (CBI) — et Margaret Thatcher, comme le signe que Margaret Thatcher n'a plus le soutien du patronat. L'orientation de la direction du TUC est donc de rechercher une alliance avec le CBI afin, non pas de renverser le gouvernement de Margaret Thatcher, mais de la forcer à « changer de cours ».

La ligne préconisée par Tony Benn est différente de celle à laquelle nous a habitués la gauche travailliste au cours de ces dernières années. Alors qu'il est la figure la plus populaire parmi les militants du parti, Tony Benn a tenté consciemment d'obtenir le soutien des syndicats. Ses initiatives n'ont jamais visé à organiser la base des syndicats contre les bureaucrates droitiers, mais il s'est néanmoins associé à des courants de gauche existant dans un certain nombre de syndicats.

Dans la course à la présidence du Syndicat des ingénieurs (AUEW), il a totalement soutenu Bob Wright, le candidat de la gauche, et il a participé à ses côtés à des meetings dans diverses villes de Grande-Bretagne. Il a eu la même attitude vis-à-vis du National Union of Mineworkers (NUM — Syndicat des mineurs) en soutenant ouvertement la candidature d'Arthur Scargill, dirigeant de gauche des mineurs du Yorkshire, à la présidence nationale de ce syndicat. Il a là encore participé à plusieurs meetings

Margaret Thatcher (DR)



importants en compagnie d'Arthur Scargill. Ce dernier est le dirigeant syndical le plus connu qui ait jusqu'à aujourd'hui appuyé publiquement la candidature de Tony Benn à la vice-présidence du Parti travailliste. La conférence du NUM qui se tiendra cet été devrait exprimer ce courant en faveur de Tony Benn.

À l'intérieur du National Union of Railwaymen (NUR — Syndicat des cheminots), Tony Benn a pris la parole au cours d'un meeting central organisé par l'aile gauche du syndicat. 13 des 26 membres de la direction du NUR ont écrit une lettre critiquant l'attaque faite par leur secrétaire général, le droitier Sydney Weighel, contre Tony Benn. Ceci s'est produit avant même que Tony Benn n'annonce sa candidature. La gauche utilise la candidature de Tony Benn pour mobiliser la base contre la domination des bureaucrates droitiers.

Ces premières initiatives ont jeté les bases d'une polarisation au sein des congrès syndicaux qui peut aider la base à se mobiliser dans le combat politique contre la bureaucratie.

Les militants syndicaux mettent à profit les moindres ouvertures qui leur sont offertes. Lors des premiers congrès syndicaux à s'être tenus, le Syndicat des vendeurs (USDAW) et celui des employés (APEX) ont répondu à l'appel de Michael Foot, mais ces deux syndicats étaient depuis longtemps solidement tenus en mains par les droitiers. Cependant, l'enjeu de la candidature de Tony Benn ne signifie pas seulement que tous les débats qui vont dominer les conférences syndicales à venir dans les prochains mois ont été enclenchés par ces deux congrès, mais également que d'autres questions chères à la droite ont été rejetées. L'USDAW, a repris à son compte bien des formulations chères à la gauche ; quant à l'APEX, il est allé plus loin : il a repris l'autre mot d'ordre de la gauche, qui veut que la rédaction du manifeste électoral du parti soit retirée des seules mains du groupe parlementaire pour être confiée au Comité exécutif national du Parti travailliste où domine la gauche...

Il n'est pas impossible — selon diverses sources —, que le National Union of Public Employees (NUPE — Syndicat des employés du secteur public) qui regroupe 600 000 membres et où la gauche est majoritaire, appuie la candidature de Tony Benn. Cela conforterait une situation bien plus favorable pour que les militants forcent Tony Benn à appuyer l'organisation et la mobilisation à la base. C'est là toute l'importance de la campagne de Tony Benn.

La campagne hystérique de la droite et de la bourgeoisie peut se retourner en son contraire : cela s'est déjà traduit lors des récentes élections communales (*local government elections*). La campagne des conservateurs a été centrée sur la nécessité de battre les candidats de la gauche travailliste. Le mot d'ordre qui se détachait sur les affiches électorales de Londres était : « *Il faut préserver Londres de l'influence des rouges !* » Le Parti travailliste a remporté une victoire, la « *menace marxiste* » ne semblant pas avoir joué auprès des larges masses.

Alors que les ouvriers de la firme automobile nationalisée British Leyland (BL) se sont à nouveau mis en grève, la peur que suscite la politique — pourtant timide — de Tony Benn dans les milieux de la bourgeoisie est évidente. C'est qu'après tous les coups subis durant la récession, la force fondamentale de la classe ouvrière pourrait se combiner aux développements de la gauche dans le parti travailliste, ce qui promet de changer pas mal de choses...

Brian GROGAN
Londres, 7 mai 1981.

POSTFACE

La campagne au sein du Parti travailliste a pris une nouvelle ampleur au cours de ces dernières semaines. Dennis Healey a développé, dans deux discours, le contenu de sa campagne. Le premier discours a été prononcé au Parlement le 7 mai dernier. Il a expliqué que l'OTAN et les armes nucléaires avaient garanti la paix depuis 32 ans. Le *Times* a reproduit avec enthousiasme ses déclarations, les considérant comme un appel plus ou moins direct au consensus avec le gouvernement conservateur sur les armes nucléaires et sur l'OTAN (5). Il n'est pas besoin de s'étendre sur le fait que ces déclarations sont en flagrante contradiction avec la politique du Parti travailliste. Le second discours a été prononcé lors du Congrès du EEPTU (Syndicat des électriciens). Ce syndicat a probablement la direction la plus droitiste qui soit, et son soutien à Dennis Healey est acquis. Ce dernier a déclaré à cette occasion que Tony Benn était soutenu par les « *communistes et les*

5. « Healey soutient les conservateurs sur la question de l'OTAN et de la politique nucléaire » titrait le *Times* du 8 mai 1981. Lire également *Inprecor*, numéro 90, du 3 décembre 1980, Phil Hearse, « Grande-Bretagne : 80 000 contre les Cruise Missiles ! ».

trotskystes qui ont recours à des mensonges éhontés dans leur campagne de dénigrement ». A ce soutien du EPTU il faut ajouter celui du UPW (Syndicat des postiers), syndicat traditionnellement modéré, qui garantit à Dennis Healey 187 000 votes bloqués.

Le centre et la droite du parti qui ont mis sur pied « Solidarité », avec une orientation claire contre la gauche et Tony Benn, peuvent maintenant compter sur le soutien de 100 députés. 11 000 exemplaires du bulletin de liaison de « Solidarité » ont été distribués avec comme titre « Pourquoi Benn a tort de se présenter ». Le bulletin s'est fait l'écho de la chasse aux sorcières organisée par Dennis Healey depuis qu'il a publié la liste des 10 organisations d'extrême gauche qui soutiennent Tony Benn et « qui exercent des pressions extra-parlementaires sur le Parti travailliste ... ».

En ce qui concerne Tony Benn, la dynamique de sa campagne — sous-estimée au départ par les médias et même au sein du Parti travailliste — s'est confirmée. Dans la ligne du changement de ton opérée par Alex Kitson et la direction du T & GWU, c'est maintenant au tour d'Eric Heffer, autre dirigeant reconnu de la gauche, mais qui s'était éloigné de la ligne la plus radicale exprimée par Tony Benn, de revenir sur son opposition. Face au soutien massif que rencontre Tony Benn dans la base militante de la gauche travailliste, il a retiré sa propre candidature. Il y a quelques semaines à peine, il soutenait encore que la candidature de Tony Benn était une erreur qui nuisait à l'unité du parti et qui mettait en danger « les acquis » de la gauche.

Le SOGAT (un des syndicats de l'imprimerie) a décidé la semaine dernière de donner ses 60 000 votes bloqués à Tony Benn. Son secrétaire général, Bill Keys — tout comme Eric Heffer et Alex Kitson — avait également recommandé à Tony Benn de ne pas se présenter. Plus significatif encore a été la victoire — même remportée de justesse — de Tony Benn à la conférence de l'ASTMS (Syndicat des employés de bureau) qui lui garantit 147 000 votes bloqués. La décision de voter pour lui a été prise contre l'avis de la direction du syndicat et de son secrétaire général, Clive Jenkins, « l'enfant chéri des médias ». A la veille du vote, Tony Benn s'était adressé à une réunion de 500 délégués.

Des développements similaires à la base continuent de marquer la campagne. Des appels syndicaux ont été lancés dans plusieurs endroits, comme à Manchester et à Birmingham, et ont reçu un accueil très favorable de la part de membres du Parti travailliste, de sections locales, de sections syndicales, de comités de shop steward (délégués d'atelier).

L'hebdomadaire marxiste révolutionnaire *Socialist Challenge* s'est porté aux avant-postes de cette campagne. Ainsi les militants regroupés autour de *Socialist Challenge* ont-ils proposé une motion en faveur de Tony Benn dans la section syndicale de l'usine Rover, menacée de fermeture, en s'efforçant par là de lier la lut-



Un congrès du Parti travailliste (DR)

te dans les ateliers avec celle qui a lieu au sein du Parti travailliste.

L'organisation du Parti travailliste du Grand Londres — qui a récemment remporté avec éclat les élections municipales, malgré une virulente campagne anti-ouvrière orchestrée par les conservateurs et leur presse — vient d'apporter son soutien à Tony Benn.

La question irlandaise est maintenant partie intégrante de la campagne, à la suite de la déclaration de Tony Benn à la BBC, réitérant sa position exprimée devant le Comité pour les Affaires intérieures du Parti travailliste, expliquant que « la présence militaire britannique est l'un des aspects du problème », d'où la nécessité d'envoyer une force de maintien de la paix sous l'égide des Nations-Unies pour remplacer les troupes britanniques. La presse britannique a bien évidemment amplifié ses attaques contre Tony Benn après cette prise de position prudente. Dennis Healey s'est fait publiquement l'écho de ces attaques, accusant plus ou moins Tony Benn de défendre des « criminels ».

Les querelles, entre d'un côté la gauche et de l'autre la coalition de la droite et du centre du *Labour*, se sont envenimées durant la séance du Parlement du 20 mai dernier quand Tony Benn a entraîné un groupe de 75 députés d'opposition à se prononcer clairement, lors d'un vote, contre le budget de défense du gouvernement conservateur, contre la ligne officielle d'abstention préconisée par la direction travailliste.

Nouveau rebondissement le 25 mai quand John Silkin a annoncé son intention de se présenter à la vice-présidence avec une plate-forme d'« unification du parti ». Antérieurement chargé de représenter les intérêts de la Grande-Bretagne auprès de la Communauté économique européenne (CEE), il est loin de s'être distingué durant la compétition pour le

poste de *leader* du Parti travailliste après que Jim Callaghan ait pris sa « retraite ». Tout comme Tony Benn, il est membre du groupe de gauche *Tribune* — Michael Foot l'est toujours, il faut le préciser —, mais son attitude accommodante le situe plus près des centristes du parti. Son étiquette de gauche lui vient du fait qu'il a défendu avec âpreté les « intérêts britanniques » à Bruxelles. Il se présente comme le candidat du compromis, qui peut à la fois stopper Tony Benn et unifier le parti. Il ne possède pas une base syndicale très importante mais, contrairement à Dennis Healey, il n'est pas détesté par les bureaucrates syndicaux de gauche. Michael Foot, qui n'a jamais été un partisan convaincu de Dennis Healey, pourrait lui apporter son soutien. Il n'est pas possible à ce jour de dire si la candidature de John Silkin pourra jouer contre la dynamique de polarisation entre Dennis Healey et Tony Benn. Sa tâche est pourtant difficile, car, en entrant tardivement dans la course, il ne peut plus compter sur nombre de votes syndicaux qui sont d'ores et déjà acquis à l'un ou l'autre des deux autres candidats. Peut-être mise-t-il sur un match nul entre Tony Benn et Dennis Healey au Congrès du Parti et jouer les hommes providentiels. Les estimations de la presse donnent à Dennis Healey 2 000 000 de votes bloqués apportés par les syndicats de la métallurgie, du commerce, des employés municipaux et des électriciens. Tony Benn, de son côté, se voit crédité plus ou moins du même nombre de votes bloqués, si les voix du T & GWU lui sont assurées. La lutte se poursuit pour gagner les votes des syndicats de moindre importance. Il est vraisemblable que le résultat final se jouera dans un mouchoir de poche. ■

Dave HAYES
26 mai 1981.

Succès de « People's Democracy » et de l'IRSP aux élections municipales en Ulster

Penny DUGGAN

« Nous pouvons changer le cours de l'histoire », a déclaré Bernadette Devlin-Mc Aliskey, le 22 mai passé à Dublin lors d'un important meeting de la campagne contre les Blocks H. Elle prenait la parole immédiatement après que les résultats des élections municipales dans les Six Comtés du Nord aient été connus. Les résultats démontrent, sans l'ombre d'un doute, que la campagne pour l'obtention du statut politique par les prisonniers républicains dans les prisons des Blocks H et d'Armagh (prison pour femmes) a conquis un soutien de masse au sein de la population nationaliste. Ce soutien de masse, dans le cadre d'une mobilisation, peut bouleverser le cours de l'histoire irlandaise.

Les résultats les plus frappants de ces élections ont été acquis dans les quartiers du Nord et de l'Ouest de Belfast par les candidats de « People's Democracy » (PD). PD est une organisation socialiste révolutionnaire liée politiquement à la IVe Internationale. Ses deux candidats, John Mc Anulty et Fergus O'Hare, affrontaient les deux adversaires les plus connus de la cause des prisonniers politiques parmi les politiciens catholiques : Gerry Fitt et Paddy Devlin. Se présentant sur les listes multipartis, John Mc Anulty a recueilli deux fois plus de voix que Paddy Devlin, tandis que Fergus O'Hare devançait Gerry Fitt par 1 956 suffrages contre 541, recueillant ainsi 48 % des votes nationalistes. Tandis que Paddy Devlin est finalement parvenu à être membre du Conseil municipal grâce à plusieurs transferts de voix, Gerry Fitt est éliminé du Conseil municipal pour la première fois depuis 23 ans...

Dans l'ensemble des Six Comtés, les candidats qui ont apporté clairement leur soutien aux prisonniers ont remporté de notables victoires. L'Irish Independent Party (IIP) a gagné, grâce à sa position fa-

vorable au nationalisme, des sièges face à des formations comme l'Alliance Party (1) et les Republican Clubs/Workers Party (2) qui ont refusé de soutenir la lutte des prisonniers et nient toujours la réalité de la lutte nationale en Irlande.

Parmi les candidats élus pour leur soutien à la campagne contre les Blocks H, figurent deux membres de l'IRSP (Irish Republican Socialist Party, une scission « socialiste » du Sinn Fein provisoire) et nombre de candidats indépendants soutenant la campagne contre les Blocks H, comme le vétéran Plunkett O'Donnell.

Cependant, en l'absence d'une alternative d'ensemble dans ces élections au principal parti catholique, le SDLP (Social Democratic Labour Party) a pu conserver sa crédibilité presque intacte. Depuis des années, il a pratiquement été le seul parti à représenter la minorité catholique aux élections, alors que le mouvement républicain boycottait les consultations électorales en tant qu'institution de l'Etat britannique. En dépit du soutien dont jouissent les revendications des prisonniers, comme l'a montré l'élection de Bobby Sands au Parlement britannique et aujourd'hui confirmé par ces élections, le SDLP peut paraître sortir de ces élections avec un mandat de la population catholique pour son attitude plus « souple » sur la question des prisonniers.

De l'autre côté, le Democratic Unionist Party (DUP) du pasteur protestant d'extrême droite Ian Paisley a marqué des gains importants sur le Parti unioniste officiel. C'est là un signe que la tension et la polarisation entre les deux communautés s'accroît rapidement.

Cependant, Bernadette Devlin a souligné que les succès de cette campagne n'assurait pas encore la victoire. Elle s'en est expliquée lors de son meeting à Dublin : « Après la mort de quatre prisonniers, nous devons nous poser la question

de savoir si ce que nous avons fait était erroné. Notre stratégie était-elle erronée ? Notre tactique était-elle erronée ? Après tant de morts, si la mobilisation est aussi forte ici à Dublin, vous pouvez imaginer ce qu'elle est dans le Nord. Il est compréhensible que certaines personnes disent que ce que nous avons fait n'a pas abouti, que nous aurions dû faire autre chose. Mais nous devons d'abord nous poser la question de savoir si ce que nous avons fait était erroné. Nous avons tout fait pour essayer de sauver la vie des prisonniers en organisant une campagne centrée sur ce thème. Est-ce que cela était erroné ? »

En soulignant le large soutien que cette campagne a rencontré, elle a expliqué : « Nous n'avons pas suffisamment réussi à toucher en profondeur ces secteurs de la population qui soutiennent le Fianna Fail au Sud et le SDLP au Nord. Nous n'avons pas eu suffisamment d'impact au sein du Fianna Fail pour forcer ce parti à agir. »

Bernadette Devlin a expliqué que les émeutes qui se sont produites après la mort des quatre grévistes de la faim étaient compréhensibles, mais qu'elles constituaient une erreur du point de vue du développement de la campagne. Elles ont creusé le fossé entre ceux qui soutenaient déjà la campagne et ceux qu'il s'agissait de gagner, et cela a empêché d'enfoncer un coin entre le SDLP et Margaret Thatcher. Elle a insisté : « Nous ne devons pas cesser de réfléchir, sans nous laisser influencer par la colère, l'amertume ni la frustration. Nous vivons aujourd'hui un moment crucial dans l'histoire de ce mouvement et du pays ; si nous gardons notre sang-froid, nous pouvons changer le cours de l'histoire. »

Bernadette a lancé un appel pour que les candidats de la campagne des Blocks H se présentent dans chaque circonscription lors des prochaines élections générales dans le Sud, pour accentuer la pression sur le Fianna Fail au pouvoir, dont la politique va être mise à rude épreuve à l'occasion de ces élections. ■

Penny DUGGAN
27 mai 1981.

IRLANDE

L'organisation « Peoples Democracy » présente des candidats à l'occasion des élections générales qui vont se tenir en Irlande du Sud. Pour aider à supporter les frais de la campagne, les contributions financières sont recueillies par :

PEOPLES DEMOCRACY FUND
BANK OF IRELAND
UPPER ORMOND QUAY
NUMERO 4914 7310
DUBLIN 7
EIRE (IRLANDE DU SUD)

1. L'Alliance Party (AP), tentative petite-bourgeoise de mener une politique « non-sectaire », mais en reconnaissant la légitimité du principe des Six Comtés.

2. Les Republican Clubs/Workers Party (Clubs républicains, Parti des travailleurs) est l'ex-IRA officielle, dominée par les réformistes stalinien.

Les élections législatives accentuent la polarisation politique dans l'île

LES élections générales qui se sont déroulées le dimanche 24 mai en République de Chypre — la partie chypriote-grecque de l'île — ont traduit une accentuation de la polarisation entre la droite et le mouvement ouvrier, inscrite dans les développements de la situation politique chypriote de ces dernières années. Le Rassemblement démocratique (DISY) dirigé par Klerides pour la droite avec 31 % des suffrages, et le Parti communiste (AKEL) pour le mouvement ouvrier avec 33 %, arrivent en effet nettement en tête des résultats de ce scrutin, et remportent chacun 12 sièges dans une Assemblée nationale qui en compte 35, grâce au nouveau mode de scrutin à la proportionnelle.

Premier à faire les frais de cette polarisation, le Parti démocratique (DIKO) de Kyprianou — au pouvoir depuis la mort de Mgr Makarios en 1977 — passe de 21 à 8 sièges seulement dans la nouvelle Assemblée avec 20 % des voix. Cette forma-

tion, qui a pu un temps bénéficier de la succession organisée par Makarios en personne, a mal résisté à la crise du système incarné par l'archevêque orthodoxe depuis l'Indépendance, même si elle parvient à se maintenir au pouvoir. Enfin, le Parti socialiste (EDEK-PS) est parvenu à conserver ses 3 sièges avec 8 % des voix.

L'article que nous publions ci-dessous a été écrit, à la veille des élections, par un militant marxiste révolutionnaire chypriote-grec dans l'émigration en Europe occidentale, membre de la gauche de l'EDEK-PS. Le tableau qu'il dresse de la situation de l'île concerne essentiellement — du moins à partir de 1974 et de l'invasion militaire turque avec la partition de fait du pays et l'implantation de colonies de peuplement turques —, les modifications intervenues dans la partie chypriote-grecque de Chypre.

Les vingt ans de la République de Chypre (1960-1980), créée en 1960, constituent un exemple typique de passage d'une situation coloniale à une situation néocoloniale. Conquise par les Turcs en 1570-1571, l'île devint province ottomane; les institutions latines y furent abolies mais la communauté majoritaire grecque de Chypre acquit graduellement le rétablissement de son Eglise et une certaine autonomie administrative et judiciaire. Cédée à l'Angleterre

comme « territoire à bail » en 1878 — en échange du soutien militaire britannique contre la menace de la Russie tsariste —, elle fut annexée à l'Empire britannique en 1914, puis se vit octroyer le statut de colonie de la Couronne en 1925. Les aspirations des Chypriotes grecs au rattachement de l'île à la Grèce, exprimées dès l'instauration du régime anglais, se sont traduites par de multiples actes d'insoumission et de révolte durement réprimés (1931-1940).

LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

La lutte armée de libération nationale, menée par l'organisation EOKA (1) entre 1955 et 1959, a débouché sur la proclamation de l'Indépendance en 1960. Cette lutte a essentiellement été le fait de la communauté grecque de l'île, et elle s'est faite sous une direction de droite. Les deux figures marquantes de cette lutte de libération ont été Mgr Mikhaïl Makarios, qui bénéficiait du puissant appui de l'Eglise orthodoxe (2), et le général Grivas, ancien collaborateur des Britanniques pendant la guerre civile qu'a connue la Grèce entre décembre 1944 et septembre 1949.

La très forte aspiration au rattachement à la Grèce (*Enosis*) au sein de la communauté chypriote grecque, largement majoritaire dans l'île (la minorité ne fait que 18 % de la population totale) s'était manifestée lors d'un référendum organisé par l'Eglise en 1950, qui avait vu 95,5 % de la population chypriote grecque se prononcer en faveur du rattachement à la Grèce. C'est cette aspiration que le mouvement bourgeois de libération a su canaliser à son profit.

Le Parti communiste chypriote (AKEL) avait pris formellement position pour le rattachement de l'île à la Grèce

en 1950, mais il préconisait en fait une solution pacifique de la « question chypriote », qui devait selon lui être élaborée par des représentants qualifiés du peuple chypriote et du gouvernement britannique pour déboucher dans un premier temps sur un statut d'autonomie.

C'est dans cette logique que, dès le déclenchement de la lutte armée en 1955, il a dénoncé cette dernière comme « une provocation dérisoire », et en tout

1. L'EOKA, ou « Organisation nationale des combattants chypriotes », a déclenché la lutte armée contre les Britanniques le 1er avril 1955. Son chef, le général Grivas, avait été — sous l'occupation allemande de la Grèce — membre de la direction d'une organisation militaire nommée « X ». Si l'attitude de ce mouvement vis-à-vis de l'occupant allemand n'a jamais été complètement éclaircie, sa politique face au principal mouvement de résistance antifasciste dirigé par le Parti communiste était de confrontation directe. C'est ainsi qu'après la défaite du nazisme il collabora avec les Britanniques dans les opérations militaires qui aboutirent au bout de trois ans de guerre civile à l'écrasement de la résistance grecque qui avait été lâchée par Staline.

Après une tentative avortée de constitution d'un mouvement anticommuniste à Chypre même, en 1949, ses quelques partisans se virent dispersés. Il revient à Chypre au début des années 1950 et parvient à constituer

cas comme une forme de lutte « ne correspondant pas aux conditions objectives ». Surpris par le développement du mouvement de libération, il attendra jusqu'en 1957 pour revenir sur sa position initiale, sans participer pour autant à la lutte armée, ce qui lui a enlevé toute autorité pour avancer quelque critique que ce soit à l'encontre de l'EOKA.

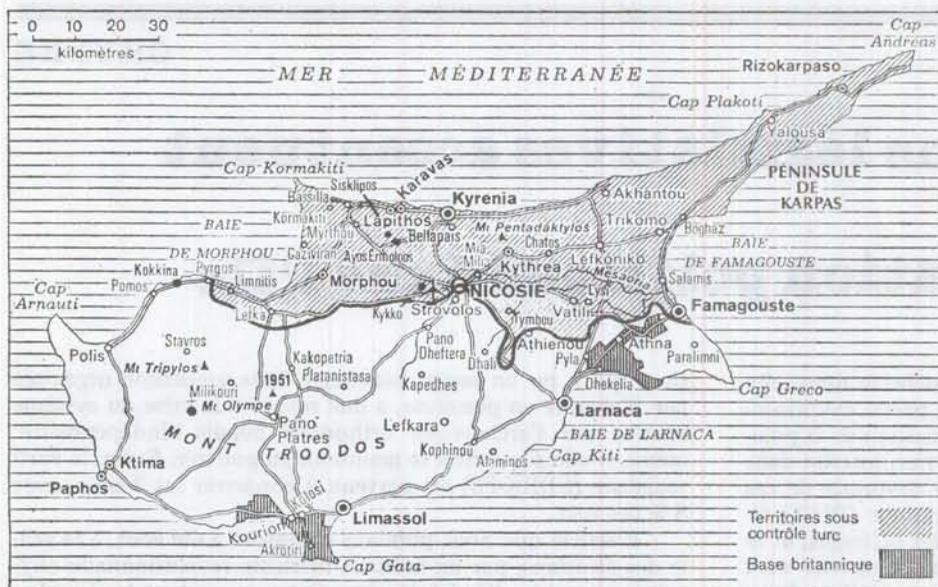
Le Parti communiste chypriote n'a même pas su protéger ses propres militants des persécutions de l'EOKA ou de celles des autorités et des forces de répression britanniques.

L'espace politique abandonné à la droite dans la lutte de libération nationale a aggravé considérablement la « question chypriote » et a favorisé l'accumulation de facteurs jouant en défaveur des populations de l'île.

Au cours de ces mêmes années 1955-1959, une organisation appelée « Volcan » est née au sein de la communauté chypriote-turque. Pareillement orientée à droite, son objectif — dans un

l'EOKA dont l'objectif principal était le rattachement à la Grèce (*Enosis*) tout en pratiquant un anticommunisme militant : des militants du PC chypriote furent assassinés par l'EOKA comme « traîtres »...

2. Mgr Makarios, archevêque de la communauté chypriote-grecque depuis 1950. Le détenteur de cette fonction était traditionnellement reconnu par la population comme son dirigeant naturel, aussi bien sous la domination de l'Empire ottoman que sous l'occupation britannique (où il était élu par la population). Il est devenu de ce fait le dirigeant politique de la lutte pour l'Indépendance, tandis que le général Grivas en était le dirigeant militaire. Mgr Makarios fut exilé comme « terroriste » durant toute la durée de la lutte de libération. Il est élu premier président de la République de Chypre en 1960. Le PC qui soutient à cette occasion un candidat bourgeois-laïc se rallia définitivement à lui en 1963.



(Carte tirée du Monde)

premier temps —, était d'empêcher le rattachement de Chypre à la Grèce. Dans cette perspective, cette organisation a collaboré avec les troupes britanniques dans leur lutte contre l'EOKA, tout en développant les incidents entre les deux communautés, et sans jamais oublier de mener, comme l'EOKA, la chasse aux communistes.

L'objectif de l'organisation « Volcan » était en fait la partition de l'île entre la Grèce et la Turquie (*Taxim*). Pour la première fois dans la longue histoire de la cohabitation entre les deux communautés, les éléments chauvins de part et d'autre en viennent aux affrontements armés. Cette lutte a fini par acquiescer une telle dynamique qu'après l'Indépendance, proclamée en 1960, elle est devenu le problème politique numéro un, dépassant même en importance la question du maintien des bases militaires britanniques sur le sol chypriote.

La seule force politique qui aurait pu constituer un obstacle à l'escalade des hostilités entre les deux communautés était alors le Parti communiste, seul parti politique réellement constitué et implanté dans aussi bien dans la classe ouvrière chypriote-grecque que chypriote-turque. La Fédération ouvrière pan-chypriote (PED), contrôlée par le PC, était l'unique centrale syndicale existante, et un tiers de ses adhérents étaient des Chypriotes turcs.

Le mot d'ordre de rattachement de Chypre à la Grèce (*Enosis*), tout comme le mot d'ordre de partition de l'île entre la Grèce et la Turquie (*Taxim*) ne pouvaient en aucune façon unifier les énergies des deux communautés dans une même lutte anti-impérialiste. Seul l'objectif de l'Indépendance était susceptible d'y parvenir, ce qu'avec quelques années de retard — et chacun sur la base de ses propres motivations — aussi bien la bourgeoisie que le mouvement ouvrier chypriote vont finir par découvrir.

Les accords de Zürich et de Londres de 1959, tout en consacrant l'Indépendance formelle de l'île, institutionnali-

sent en fait des liens de dépendance durables avec l'impérialisme.

LES ACCORDS DE ZÜRICH ET DE LONDRES

Ces accords réservent à la Grande-Bretagne deux bases militaires bénéficiant du statut d'extra-territorialité. L'armée britannique dispose en plus d'une trentaine d'installations logistiques (radars, terrains de tir et de manœuvres, hôpitaux, etc.) et du libre accès au réseau routier, moyennant le paiement de droits qui ne seront jamais versés. La Grande-Bretagne maintient de ce fait une présence militaire comparable à celle dont elle disposait avant l'accession de Chypre à l'Indépendance...

Les accords de Zürich et de Londres donnent officiellement à la Grèce et à la Turquie le droit d'intervenir dans les affaires intérieures chypriotes, en faisant de ces deux pays — ensemble avec la Grande-Bretagne — les garants de l'Indépendance de Chypre, de sa stabilité politique et du respect de l'application de la Constitution issue de ces accords. A partir de cette date, la Grèce et la Turquie stationnent chacune un contingent militaire, de l'ordre du régiment, sur le sol chypriote.

Les rapports entre les deux principales communautés de l'île (il existe de plus de petites minorités arabes et arméniennes) se voient codifiés par ces accords, de même que la part du budget du nouvel Etat revenant à chacune. Le président de la jeune République de Chypre doit être chypriote-grec, tandis que son vice-président doit être chypriote-turc. Le Parlement a un tiers de ses sièges réservés aux Chypriotes turcs (11 députés), tandis que les deux tiers restants (22 députés) reviennent de droit aux Chypriotes grecs. Ce Parlement ne peut prendre aucune décision si celle-ci ne recueille pas la majorité simple de chacune des deux fractions de l'Assemblée. Chaque communauté dispose de plus d'une sorte de Parlement responsable dans un certain nombre

de domaines (impôts, éducation et religion). Des administrations municipales séparées existent pour chacune des communautés ; la police chypriote est composée de 30 % de Chypriotes turcs, et ainsi de suite...

La nouvelle constitution reconnaît la minorité chypriote turque — dans la pratique et sans l'affirmer explicitement — comme une minorité nationale, sans que cette minorité ait jamais fait connaître ses aspirations nationales par un mouvement à caractère de masse. L'adoption de la nouvelle Constitution a donc été perçue par les Chypriotes grecs comme une opération menée par les Britanniques pour compromettre la stabilité du régime issu de la lutte de libération nationale, quand bien même ce régime serait-il de droite. Sans qu'il soit possible de se faire beaucoup d'illusions sur les intentions réelles des Britanniques dans cette affaire, il faut cependant reconnaître que la population chypriote-turque constitue effectivement une véritable minorité nationale, et qu'elle doit de ce simple fait disposer de l'ensemble des droits démocratiques découlants de cette situation.

C'est la non-prise en charge de la lutte pour tous ces droits par le mouvement ouvrier chypriote en tant que tel qui a laissé un espace politique au développement de toutes sortes de manipulations. Et, si le PC a bien dénoncé les accords de Zürich et de Londres comme étant des accords impérialistes, il ne pouvait prétendre faire partie des représentants qualifiés du peuple chypriote, dans la mesure où il n'avait pas participé activement à la lutte de libération nationale.

MAKARIOS ENTRE « ENOSIS » ET « TAXIM »

Mikhail Makarios (Makarios III), archevêque orthodoxe de Chypre depuis 1980 et « ethnarque » (chef national) pendant la lutte pour l'Indépendance, devient donc le premier président élu de la République de Chypre en 1960. admise à l'ONU la même année, l'île est associée au Commonwealth britannique à partir de 1961. Son vice-président turc est Joutsouk. Mais, dès 1963, se produisent les premiers heurts sanglants entre les deux communautés lorsque Makarios veut modifier les 13 points de la Constitution qui accordaient un droit de veto à la communauté chypriote-turque. Du côté chypriote-turc, la lutte armée est menée par l'organisation TMT, qui est une résurgence de « Volcan ». Son chef de file, Nectas, veut la fédération avec la Turquie. Il constitue en quelque sorte le pendant chauvin de Grivas du côté chypriote-grec, alors que le vice-président de la République, Koutsouk, reste partisan d'une Chypre indépendante. Pour simplifier, on peut dire qu'on a ainsi deux ailes chauvines extrémistes dans chacune des communautés, et une bourgeoisie chypriote embryonnaire qui veut une Chypre indépendante.

Pour la communauté chypriote-grecque s'ouvre avec l'Indépendance une ère de progrès économique, marquée par une amorce d'industrialisation, l'introduction de la mécanisation dans l'agriculture, et surtout un vigoureux essor des services liés au tourisme et à la présence des bases militaires. Il en résulte une réelle élévation du niveau de vie à partir de 1963, mais surtout pour les Chypriotes grecs. C'est cette conjoncture qui donne à l'AKEL (Parti progressiste ouvrier et populaire — PC chypriote) une base de croissance autour d'une ligne ouvertement réformiste.

A partir de 1963, sous prétexte de défendre la nation chypriote face à la menace de la Turquie, le PC devient l'allié loyal et le plus ferme soutien de Mgr Makarios. Il bénéficie de larges concessions de la part de la bourgeoisie, dispose avec les coopératives (3) d'une base matérielle importante, et atteint jusqu'à 40 % des voix dans certaines consultations électorales. Il est vrai que c'est l'époque où Mgr Makarios s'affirme comme personnalité « non-alignée » (4), adrète des armes aux Soviétiques... et passe des accords militaires avec la Syrie et l'Égypte de Nasser.

Depuis l'éclatement en 1963 d'affrontements dans pratiquement toutes les villes sous autorité chypriote-turque, les tensions ne cessent de se développer. En 1967, après le putsch des colonels en Grèce, le général Grivas est revenu légalement à Chypre, avec l'accord de Mgr Makarios. Devenu chef de l'armée, il se rend responsable du massacre de la population d'un village chypriote-turc entre Nicosie et Limasol. Il est alors renvoyé par Makarios, en même temps que le contingent grec régulier, comme mesure d'apaisement.

Commence alors une intense campagne d'agitation en faveur du rattachement du Chypre à la Grèce, menée par une petite frange de l'extrême droite chypriote-grecque, qui débouche à la fin des années 1960 sur la création de l'EOKA-B (5). Le général Grivas revient alors illégalement à Chypre, avec l'intention déclarée de se battre et en accusant Makarios de ne pas le faire. Il y a une vague de plasticages et d'enlèvements qui témoignent, dans un premier temps, de la vitalité de l'organisation. Néanmoins, les autorités parviennent à démanteler l'EOKA-B, avec le soutien de la population, dans les premiers mois de 1974.

C'est alors que survient, le 15 juillet 1974, le putsch organisé par le régiment grec stationné à Chypre en vertu des accords de Zürich et de Londres, avec le soutien des unités de la garde chypriote-grecque créée à partir des événements de 1963 et encadrée par des officiers grecs. Le coup d'Etat est directement inspiré par la dictature grecque alors à bout de souffle. Makarios s'enfuit. Une semaine plus tard, la Turquie déclenche une intervention militaire d'envergure qu'elle qualifie d'« opération de paix ». 40 % du territoire de l'île — notamment les terres



Mgr Makarios (DR)

les plus riches — sont occupées par l'armée turque.

On pourrait comparer Makarios à un petit Nasser. Il a pu gouverner de façon très stable pendant plus de dix ans, avec des oppositions très minoritaires (surtout les partisans de l'Enosis). Les conflits sociaux n'ont jamais été très importants et ont toujours été réglés de façon très paternaliste.

A la fois chef de l'Eglise et de l'Etat, il symbolise parfaitement le régime. L'Eglise est en effet le principal propriétaire terrien de l'île. Il s'agit d'une Eglise « éclairée » qui a su favoriser le développement capitaliste, investir dans l'industrie hôtelière, spéculer, tout en gardant dans le même temps un strict contrôle sur l'Etat. Pour donner une idée de la législation en vigueur, il faut rappeler que le mariage civil n'existait même

pas... Et le PC, de son côté, soutenait le système.

Makarios avait commencé par être favorable au rattachement à la Grèce, puis il a accepté le compromis des accords de Zürich et de Londres, et s'est fait peu à peu le porte-parole d'une bourgeoisie chypriote qui se voulait indépendante. Son évolution, sous couvert de réalisme, est le reflet des développements de la situation.

A la fin des années 1960, il est passé définitivement sur des positions favorables au maintien de l'indépendance de l'île. C'est ce qui a donné le signal à la création de l'EOKA-B. Il s'est toujours efforcé de présenter les revendications de la communauté chypriote-turque comme un cheval de Troie de l'impérialisme dirigé contre le jeune Etat chypriote, ce qui n'était sans doute pas exempt d'un élé-

3. Le système des coopératives a ses origines au début de ce siècle. Ses promoteurs en ont été des intellectuels jouissant de l'appui des autorités coloniales britanniques. Il s'agissait par là de rompre le blocage du développement de l'agriculture de l'île maintenu par sa structure féodale. Ne bénéficiant que d'un développement limité jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, il connaît un essor très spectaculaire à partir de l'Indépendance en 1960, qui voit le système se propager à tous les domaines de l'activité économique.

4. Pour une approche marxiste révolutionnaire du développement du Mouvement des

non-alignés, lire *Inprecor*, nouvelle série, numéro 62-63, du 1er novembre 1976, Ernest Mandel, « Le Mouvement des non-alignés et la Conférence de La Havane ».

5. L'EOKA-B, constituée à la fin des années 1960, se voulait la continuation de l'EOKA (cf. note 1) des années 1955-1959. Cette organisation a relancé la lutte pour l'Enosis, mais cette fois non plus contre l'occupant britannique mais contre le gouvernement Makarios qui avait renoncé à poursuivre cet objectif. Cette petite organisation terroriste n'est jamais parvenue à gagner une assise de masse significative.

ment de vérité. Il est ainsi devenu une figure marquante du Mouvement des non-alignés, jouissant du parrainage tapageur de Gamal Abdel Nasser et de Tito. Il n'est pas sans sel de rappeler que les chars qui ont servi au putsch de 1974 étaient des chars soviétiques... En somme, il s'agissait d'un bonaparte qui, plutôt que sur un parti, s'appuyait sur l'Eglise orthodoxe et une bourgeoisie rachitique.

La « question chypriote » est une combinaison de trois facteurs impossibles à dissocier :

— Tout d'abord le pays joue un rôle-clé — du point de vue de l'impérialisme anglo-américain — pour le contrôle militaire du Moyen-Orient. Il faut d'ailleurs souligner une américanisation croissante des bases militaires britanniques ces dernières années. On a ainsi pu parler de Chypre « porte-avions de l'OTAN ».

— Ensuite, la question chypriote réfracte le conflit gréco-turc qui existe aussi dans d'autres zones de la Méditerranée et en particulier en mer Egée (délimitation de l'espace aérien et des forages pétroliers).

— Enfin, il y a à Chypre même la superposition des questions sociales et du conflit inter-communautaire entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs.

Tout le monde, y compris à gauche, a eu tendance à sous-estimer le dernier facteur et à nier purement et simplement l'existence dans l'île de deux faits nationaux, avec leurs caractéristiques culturelles et linguistiques propres, avec leurs propres quartiers dans chaque ville, prenant y compris la forme d'enclaves chypriotes-turques fermées aux Chypriotes grecs à partir de 1963.

Toute solution sérieuse de la « question chypriote » doit donc s'attaquer à ces trois problèmes à la fois. Car, si l'on cherche à y répondre séparément, on « oublie » les autres sous prétexte de ne

Chypre, un porte-avion de l'OTAN ancré au large du Proche-Orient ? (DR)



pas faire le jeu de la Turquie, ou de la Grèce, etc.

L'INTERVENTION MILITAIRE

Après 1974 donc, et l'intervention militaire turque, la partition du territoire a abouti en 1975 à un transfert massif de populations et à la séparation presque totale des deux communautés. Sur une population globale de quelque 630 000 habitants (480 000 Chypriotes grecs et 115 000 Chypriotes turcs), 200 000 Chypriotes grecs ont été déplacés du Nord au Sud de l'île et pratiquement tous les Chypriotes turcs ont été regroupés dans le Nord.

Il existe depuis une ligne de démarcation, la « Ligne verte ». Un Etat turc-chypriote fédéré à la Turquie a été proclamé, mais non reconnu. Il cherche à accéder à une reconnaissance internationale par le biais des soutiens qu'il tente d'obtenir dans le cadre de la Conférence islamique.

Du côté chypriote-grec, depuis 1974, le PC et le PS continuent à soutenir une politique de Front national contre l'impérialisme, en renvoyant aux calendes grecques la lutte contre la présence des bases militaires britanniques, et surtout en cherchant à empêcher le développement des conflits de classe internes à la société chypriote.

1974 a signifié la fin du bonapartisme de Makarios. Pendant les six mois où ce dernier est resté en exil en Europe, la présidence a alors été assurée par Klerides, qui a même essayé d'éviter son retour et d'initier une politique mettant fin au « non-alignement » et prenant exemple sur Anouar al-Sadate. Mais la gauche a fait une vigoureuse campagne pour le retour de Makarios, et il est effectivement revenu, mais en un vaincu.

Les années 1974-1975 ont été marquées par de grandes mobilisations populaires, très dynamiques, notamment dans les zones à grande concentration de réfugiés. L'ambassade américaine a été attaquée et brûlée plusieurs fois. Un ambassadeur américain a même été tué. Les partis de gauche, comme le gouvernement, toléraient ou chevauchaient ces mouvements, mais les laissaient s'essouffler sans leur donner d'autre perspective que de se tourner vers l'ONU, de s'en prendre au secrétaire d'Etat US Henry Kissinger, mais sans jamais trouver de responsables sur place. Ainsi, il n'y a pas eu d'occupation durable des hôtels de tourisme, et l'Eglise orthodoxe s'en est tirée sans rien céder de sa terre.

C'est à ce moment-là que le Parti socialiste (EDEK) s'est vraiment construit. Avant le putsch des colonels grecs de 1967 était apparu un « Comité pour la restauration de la démocratie », non soutenu par le PC. Il s'agissait d'une sorte d'organisation se réclamant du centre et de la démocratie, relativement peu importante et militant contre l'intervention de la dictature grecque à Chypre. C'est à partir de ce mouvement initial que quelques militants, dont Lyssarides — exclu du PC pendant la lutte de libération à laquelle il s'est efforcé de participer en

créant un mouvement de patriotes de gauche, mais trop tard pour faire grand-chose —, ont créé le PS (EDEK-PS). L'évolution de l'énoncé de son sigle est à elle seule significative : au début, le K de EDEK voulait dire « centre ». Puis il a signifié « chypriote ». Enfin, le parti a pris le nom de parti socialiste, mais en l'accolant au vieux sigle EDEK.

L'EDEK avait donc vu le jour en 1969. Il était en quelque sorte le pendant à l'EOKA-B, et cherchait à freiner sa croissance en organisant un contre-terrorisme. Il y eut des plasticages réciproques. Makarios a peut-être même favorisé la naissance de cet allié qui n'hésitait pas à recourir à des méthodes illégales. Vu ces origines, le PS s'est surtout imposé comme une organisation de combat anti-fasciste.

En 1974, il a tenté, très modestement, mais réèlement de résister au putsch. Ce qui lui a valu un certain prestige et un afflux de militants. Mais la vague de radicalisation n'a pas tardé à refluer en l'absence d'objectifs clairs, et le PS s'est quelque peu essoufflé à partir de 1977-1978.

A sa mort en 1977, Makarios avait organisé la succession au profit de Kyprianou, le chef du Parti démocratique (DIKO), dont l'envergure et l'autorité avaient peu de chose à voir avec celles dont disposait l'ethnarque. Il y a alors eu une recomposition de la scène politique bourgeoise, formation, à côté du Parti démocratique du nouveau président, d'un autre parti de droite, le Rassemblement démocratique (DISY), avec à sa tête Klerides, qui prêchait la collaboration ouverte avec l'impérialisme pour avoir de l'argent et d'autres facilités. Il s'agit d'un parti qui prône également le compromis avec la Turquie et qui est soutenu par une partie importante de la bourgeoisie. C'est un parti de droite tout à fait classique.

De 1974 à 1976-1977, la question nationale était au centre des problèmes politiques de Chypre. Par la suite, les questions économiques et sociales ont pris plus de poids. La population s'est mise à supporter de plus en plus mal l'austérité imposée.

Après 1974, l'économie de l'île avait connu un boom artificiel, alimenté par des aides étrangères massives, en particulier affectées au logement des réfugiés et par conséquent au secteur du bâtiment. Mais la fin des années 1970 a vu s'instaurer le blocage des salaires et la remise en cause de certains acquis sociaux. L'inflation a fait son apparition. Les investissements piétinent. Enfin, alors qu'il n'y avait pratiquement pas de chômage depuis la proclamation de l'Indépendance, ce dernier a fait son apparition.

Depuis 1978 quelques grèves de masse se sont développées sans qu'il soit possible de parler de mouvement d'ensemble. Ce n'est plus l'inertie des années 1976-1978, mais ce ne sont pas encore les grandes explosions. On sent pourtant souffler un vent nouveau.

Une série de gros scandales ont éclaté à propos du détournement de l'aide internationale, mais aussi à propos des entre-

prises coopératives contrôlées par le PC (les sommes détournées seraient colossales : de 50 à 100 millions de livres chypriotes, soit l'équivalent de la moitié du budget de l'Etat). Le responsable des coopératives, Azimas, un homme de droite soutenu par le PC, donne d'ailleurs une bonne image de la faillite du système Makarios. L'Office public d'informations (PIO — Public Information Office) a également connu d'importants détournements de fonds, et son chef Miltiades Christodoulou semble directement et personnellement compromis. Il s'agit d'un ancien militant du PC qui est devenu le chef de la propagande officielle. Enfin, a éclaté plus récemment encore un gros scandale compromettant le responsable de la Commission des réfugiés pan-chypriotes...

Tous les piliers du bonapartisme « non-aligné » s'effritent. Le régime apparaît de plus en plus comme un ramassis d'escrocs et de voleurs. Le parti gouvernemental éclate et se disperse en une série de petits regroupements, tous de centre gauche ou de centre droit, sans grandes différences de fond entre eux.

Le parti qui a actuellement le vent en poupe, c'est le Rassemblement démocratique (DISY) de Klerides. Il se présente comme un parti bourgeois moderne, mène campagne contre les scandales et la corruption, prend position contre la répression politique, y compris quand cette dernière touche le mouvement ouvrier. C'est de loin le premier parti de droite et il constitue un nouvel élément dans le jeu politique.

Le PC dénonce violemment le DISY, parce que ce dernier a osé affronter Makarios à la veille de son effondrement, alors que le PC a soutenu jusqu'au bout Makarios et son successeur.

LES ELECTIONS DE MAI 1981

Lors des élections du 24 mai, on peut prévoir environ 35 % des voix pour le DISY, 15 % seulement pour le DIKO au pouvoir et les autres formations du centre, sans doute près de 40 % pour le PC, le reste revenant au PS.

La question d'une majorité possible du PC et du PS est donc clairement posée. Le PC est tellement fort — à lui tout seul — qu'il peut difficilement passer à l'opposition ouverte sans ouvrir une crise de régime. Mais il est prêt à tout pour sauvegarder le système.

L'ancien système électoral masquait en partie le poids du PC, et ce dernier allait jusqu'à présenter des listes incomplètes aux élections pour réduire délibérément sa représentation parlementaire. Mais le nouveau système électoral va faire ressortir des rapports de forces plus proches de la réalité. Si le PC continue — comme c'est le plus probable — à soutenir le DIKO (même sans que ce dernier ait à sa tête Kyprianou qui pourrait fort bien servir de bouc émissaire) et les autres petites formations du centre, on aura au pouvoir un parti ridicule et misérable, soutenu de l'extérieur par un PC puissant qui refuse d'aller au gouvernement.

On va donc presque inévitablement à



Le drame des réfugiés chypriotes (DR)

Chypre vers une impasse politique, alimentée par la crise économique et sociale. Cela est d'autant plus clair que ces élections sont les premières où les partis politiques se présenteront directement en tant que tels et non dans le cadre de blocs électoraux.

UNE PLATE-FORME POUR L'UNITÉ OUVRIÈRE

C'est dans ce cadre que les militants d'avant-garde avancent à Chypre la nécessité d'un front unique du PC et du PS pour combattre l'impérialisme et le chasser, pour développer une politique capable de mobiliser les travailleurs pour s'attaquer aux problèmes sociaux et économiques les plus cruciaux. Cela implique d'avancer des revendications telles que la suppression des bases militaires et le retrait des troupes étrangères ; l'échelle mobile des salaires ; la défense des acquis tels que les allocations de chômage ; l'expropriation des biens de l'Eglise ; la laïcisation complète de l'Etat ; l'établissement du monopole sur le commerce extérieur et la nationalisation des secteurs-clefs de l'économie ; la création d'une Université chypriote. Pour commencer à appliquer ce programme, il faut imposer un gouvernement du PC et du PS.

Les bourgeoisies des deux côtés de la ligne de démarcation prétendent résoudre la « question chypriote » par des discussions inter-communautaires entre représentants s'enfermant dans les contradictions du face à face entre leurs deux communautés.

Les partis qui se réclament du mouvement ouvrier doivent défendre les intérêts des travailleurs dans leur ensemble, victimes les uns comme les autres des conséquences désastreuses de la confrontation entre leurs deux bourgeoisies. Il est de leur responsabilité de trouver un terrain d'entente inter-communautaire pour défendre les intérêts de tous les travailleurs.

C'est dans cette direction qu'ils doi-

vent déployer toutes leurs énergies, au lieu de se contenter de dénoncer chacun le rôle joué par la bourgeoisie de l'autre communauté dans la situation faite aux travailleurs. Mais, pour cela, il leur faudrait rompre avec les conceptions nationalistes étriquées dont ils sont imprégnés, et qui font que tous les partis de gauche ne voient de solution à la « question chypriote » que dans le sillage de la bourgeoisie de leur propre communauté.

LES RESPONSABILITÉS DE L'EDEK-PS

Les membres les plus militants de l'EDEK-PS ont été obligés de constater en 1974 que la résistance au putsch n'avait pas été efficace car une réelle mobilisation populaire avait manqué. Ce qui était à l'ordre du jour, c'était une réorientation politique permettant de développer un tel mouvement. Cette politique passait nécessairement par l'impulsion d'une mobilisation résolument anti-capitaliste sur la base de l'unité des partis ouvriers.

L'aile gauche du PS s'est efforcée d'impulser cette orientation de manière conséquente. Mais, après la constitution d'une tendance « lutte de classes » qui est parvenue à réunir un tiers des délégués au Congrès de 1980, la direction bureaucratique du PS a commencé à prendre des mesures administratives contre ces militants. Une série d'expulsions anti-démocratiques ont conduit à la création d'une aile publique du parti réunie autour du journal *Socialistiki Ekfrasi* (Tribune socialiste), organe central de ce courant.

Cette tendance se bat pour un front unique du PC et du PS, la formation d'un gouvernement de ces partis —, pour le front unique des travailleurs chypriotes-grecs et chypriotes-turcs comme seule réponse au problème inter-communautaire, et pour une lutte résolue contre l'impérialisme.

C. T.

13 mai 1981.

Le capitalisme en accusation au procès du Socialist Workers Party (SWP)

Tom MARTIN

New York City.— L'un des procès les plus sensationnels de l'histoire judiciaire américaine vient d'entrer dans son second mois, devant le Tribunal fédéral de Foley Square.

Chaque jour ou presque, la cour se voit présenter de nouveaux témoignages sur les crimes commis par l'accusé. Espionnage, écoutes téléphoniques, interceptions du courrier, poses de micro, actions terroristes. Tout est débalié. La plupart des faits ne sont d'ailleurs même pas contestés. Et pourtant, les grands médias n'ont pas encore trouvé ni la place ni le temps pour rendre compte de ce procès. Il est vrai qu'il ne s'agit pas d'une vieille affaire ni de n'importe qui. Les accusés qui passent en procès sont les gouvernants de la plus grande puissance que le monde ait jamais connue : le gouvernement des Etats-Unis et ses agences de renseignement. Ce qui est mis en cause, c'est tout l'appareil grâce auquel l'étroite minorité que représente la classe capitaliste maintient son pouvoir sur l'immense majorité de la population des Etats-Unis (1). Cette affaire a mis près de huit ans avant de venir devant un tribunal. Ce sont les trotskystes du Socialist Workers Party (SWP) qui ont attaqué en justice le gouvernement américain et ses agences de renseignement. Ils ne demandent pas moins de 40 millions de dollars de dommages et intérêts pour le préjudice causé par les actions illégales menées par le FBI (*Federal Bureau of Investigation*) et les autres agences gouvernementales, ainsi que l'interdiction formelle pour le gouvernement de mener à l'avenir ce type d'activités illégales contre eux. Les trotskystes américains cherchent à obtenir par là une déclaration du tribunal reconnaissant que la législation qui a été utilisée par le gouvernement pour justifier ses actions de harcèlement — comme les fameux *Smith Act* et *Voorhis Act* — est contraire à la Constitution des Etats-Unis (2).

Ce que cette affaire révèle, cependant, va bien au-delà des révélations sur l'espionnage gouvernemental ; le plus significatif, c'est que ce procès ait pu s'ouvrir. Le secrétaire national du SWP, Jack Barnes, a déclaré : « Si nous avions engagé ces poursuites dans les années 1950, nous aurions été vidés du tribunal immédiatement dans un grand éclat de rire. »

La démarche qui a amené le SWP à entamer ces poursuites en juillet 1973 a été expliquée par le dirigeant de l'organisation Larry Seigle lors d'une discussion

qui s'est tenue lors de la Conférence d'éducation socialiste l'année dernière : « Notre décision a été fondée sur l'appréciation que nous avons faite des changements dans les rapports de forces à l'échelle mondiale, et des problèmes et des divisions tactiques que cela ne manquerait pas d'entraîner à long terme pour la classe capitaliste. L'initiative que nous avons prise en 1973 n'aurait pu être couronnée de succès vingt, dix ou même cinq ans plus tôt. Il aura fallu la guerre du Vietnam, la fin de la longue période d'expansion économique et le scandale du Watergate, avec toutes leurs conséquences, pour que nous puissions envisager de faire ce que nous avons fait. Il s'agissait pour le petit parti de marxistes révolutionnaires que nous sommes de s'en prendre politiquement et légalement aux services secrets, en les attaquant directement et de façon agressive. Nous étions convaincus qu'une petite organisation qui agit au sens large dans les intérêts d'une classe tout entière peut avoir un impact important, servir d'exemple et inciter des forces beaucoup plus larges à entrer en mouvement. Nous avons considéré que le moment était favorable pour nous en prendre au FBI. Et tout ce que nous avons dit alors se révèle encore plus vrai aujourd'hui. »

Tandis que le procès se déroule devant le tribunal de Foley Square, les militants du SWP et de la YSA (Alliance des jeunes socialistes) ont été en mesure de porter les problèmes soulevés au procès au cœur d'une série de mobilisations de la classe ouvrière contre la politique de l'administration Ronald Reagan. Ils ont élargi leur audience parmi les 160 000 membres de l'United Mineworkers of America (Syndicat des mineurs américains) qui sont en grève depuis le début du mois d'avril pour la renégociation de leur contrat ; parmi les 100 000 manifestants qui ont défilé en direction du Pentagone le 3 mai dernier à Washington pour réclamer la fin du soutien américain à la junte salvadorienne ; parmi les 25 000 cheminots qui ont manifesté dans le District fédéral quelques jours plus tôt pour protester contre les réductions budgétaires opérées par Ronald Reagan ; parmi les millions de Noirs qui demandent que l'on mette fin à la série de crimes racistes à Atlanta (Géorgie).

Ce qui se passe devant le tribunal de Foley Square est partie prenante d'un défi qui monte des populations laborieuses américaines contre les dirigeants de la politique capitaliste actuelle. C'est pour cela

que le gouvernement se trouve plutôt en position d'accusé que d'accusateur. En portant l'affaire devant les tribunaux, les trotskystes nord-américains ne se sont pas contentés de mettre en lumière les activités illégales du gouvernement, ils ont également eu l'occasion d'expliquer de façon détaillée le genre de société alternative qu'ils voudraient voir s'instaurer et comment y parvenir. C'est le capitalisme lui-même qui est jugé, aussi n'est-il pas surprenant que ses porte-parole dans les médias préfèrent cacher aux travailleurs la vérité à ce propos.

Quand le SWP et la YSA ont entamé les poursuites judiciaires en 1973, ils n'ont pas eu besoin de se creuser beaucoup la tête. Larry Seigle explique : « Nous nous sommes assis à une table avec notre équipe de juristes et nous avons rédigé ce que les hommes de loi appellent une plainte dans laquelle nous avons résumé notre affaire. Dans cette plainte, nous avons accusé le gouvernement, le FBI et d'autres agences de renseignement d'être impliqués depuis 1938 dans un complot tendant à entraver l'action du SWP. Nous avons expliqué que ce complot comprenait l'utilisation d'informateurs, de vols de documents, la constitution de listes noires, l'écoute des conversations téléphoniques, la pose de micros, l'ouverture du courrier et d'autres actes illégaux. Nous avons accusé les flics d'avoir prêté la main à des terroristes d'extrême droite lors d'agressions physiques perpétrées contre le parti et la YSA. Nous avons également mis dans cette plainte tout ce qui nous est venu à l'esprit, tout ce que l'histoire du mouvement ouvrier depuis 1848 a révélé des agissements de la police secrète. Bien sûr, nous n'avions aucune preuve. Nous savions qu'au sein même du gouvernement, au Département de la Justice, au FBI, à la Maison Blanche, notre plainte ferait l'effet d'une bombe, parce que — comme

1. Lire *Inprecor*, numéro 101, du 13 mai 1981, Janice Lynn, « Le procès du Socialist Workers Party (SWP), un défi aux manœuvres policières US ».

2. Le *Smith Act* comme le *Voorhis Act* sont deux lois votées par le Congrès en 1940, à la veille de l'entrée en guerre des Etats-Unis (attaque japonaise contre Pearl Harbor, 7 décembre 1941). La première restreint la liberté d'opinion et a été utilisée dès 1941 contre 28 dirigeants du Syndicat des *Teamsters* (camionneurs) de Minneapolis et du SWP ; la seconde a contraint le SWP à rompre ses liens avec la IVE Internationale (ce qui ne l'a pas empêché de maintenir des liens fraternels et une collaboration).

l'effet d'une bombe, parce que — comme la suite l'a montré — tout était vrai, vrai dans le moindre détail. Chacune des accusations contenues dans notre plainte a porté. »

La première phase du procès a été marquée par l'accumulation de véritables piles de preuves démontrant que le FBI et d'autres agences gouvernementales s'étaient rendus coupables de ce que leur reprochaient le SWP et la YSA et de bien pire encore.

Comme Jack Barnes l'a fait remarquer au tribunal : « *Nous savions que toutes sortes de méfaits avaient été commis, mais leur étalage a quelque chose d'impressionnant.* » Entre autres choses, l'information que le FBI a été contraint de lâcher montre que :

— Des agents du FBI ont pénétré par effraction dans le local central du SWP au moins 94 fois dans l'espace de six ans. Que plus de 8 000 lettres, dont beaucoup étaient des lettres personnelles, ont été photocopiées et archivées. Que des installations d'écoute électronique ont été mises en place.

— En 1976, 66 membres du SWP et de la YSA étaient des informateurs du FBI. En tout, ce sont 316 informateurs qui ont été infiltrés dans le parti et la YSA entre 1960 et 1976 ; 1 300 autres informateurs, qui n'étaient pas membres du parti, ont été mis à contribution pour espionner les activités des trotskystes. Un échantillon de 18 dossiers concernant ces informateurs a mis en évidence que la dépense moyenne a été de 20 000 dollars par informateur.

— Des agents du FBI ont suscité ou participé à des agressions perpétrées par des nervis d'extrême droite contre des locaux et des librairies du SWP et de la YSA.

— Des lettres anonymes de dénonciation ont été envoyées aux employeurs de membres du SWP. Plusieurs ont perdu de ce fait leur emploi.

— Des tracts anonymes ont été distribués pour dénoncer le rôle joué par le SWP et la YSA dans le mouvement anti-guerre.

La plupart de ces actions — mais pas toutes — faisaient partie du programme COINTELPRO lancé par le FBI en 1961 pour détruire le SWP et la YSA. L'une des choses qui préoccupaient le plus cette agence — selon un mémorandum du directeur du FBI J. Edgar Hoover daté du 12 octobre 1961 —, était que « *le Socialist Workers Party, au cours des dernières années, a(it) fait connaître ouvertement sa ligne, à l'échelle locale et nationale, en présentant des candidats à des élections pour des postes publics* ». En résumé, le SWP était — selon lui — coupable d'avoir fait connaître publiquement ses idées... Ce qui a été révélé entre 1973 et 1976 a empêché le FBI de continuer à prétendre qu'il avait les mains propres. Dans le même temps, il n'a pas été en mesure de prouver que le SWP avait eu la moindre activité illégale.

Le gouvernement a alors changé de tactique. Peut-être le FBI avait-il commis quelques erreurs, voire même des

Les méthodes terroristes du FBI

Le FBI parle beaucoup du « terrorisme », il sait effectivement de quoi il parle. C'est la description idoine de la méthode utilisée par ses agents qui ont systématiquement harcelé les membres et les sympathisants du SWP. Voici quelques-uns des cas qui ont été cités devant le tribunal de Foley Square :

Michael Schlosser a expliqué comment il avait été « cuisiné » pendant une heure et demie par deux agents du FBI en 1973 pour avoir versé 10 dollars pour la campagne présidentielle du SWP. A la suite de cela, il a abandonné toute activité politique pendant près de deux ans, jusqu'à ce qu'il entende parler du procès intenté par le SWP et comprenne « *qu'il avait les moyens de stopper ça* ».

Morris Starsky, ancien professeur de philosophie, a témoigné de la façon dont le FBI a envoyé des lettres de dénonciation anonymes dans la tentative réussie qu'a menée cette agence pour le faire licencier de son poste d'enseignant de l'Université d'Etat de l'Arizona. Malgré des titres universitaires élogieux, il a été licencié de deux autres postes dans l'enseignement avant de se voir éconduit de plus de 200 demandes de postes d'enseignant. Il a fini par trouver un travail comme vendeur dans un magasin de chaussures.

Maude Wilkinson, ancienne militante de la YSA, a expliqué comment elle avait été « *choquée, furieuse et abasourdie* » d'apprendre par les documents produits par l'instruction qu'« *une agence du gouvernement des Etats-Unis avait espionné sa vie privée, avait utilisé des méthodes de harcèlement pour la brouiller avec ses parents, pour la calomnier et tenter d'obtenir son licenciement et de ruiner sa carrière d'enseignante* ».

Kenneth Evenhuis a témoigné comment sa demande de devenir contrôleur aérien avait été rejetée après que le FBI ait fait un rapport sur ses activités politiques. Le FBI a ensuite tenté de le faire licencier alors qu'il était postier. Sa femme Donna a également été membre du SWP, mais, préoccupée de l'avenir de ses enfants, elle a quitté le SWP après avoir reçu la visite d'agents du FBI sur son lieu de travail.

Kathleen Fitzgerald et Steven Horne ont expliqué comment le FBI a contribué à briser leur mariage en poussant, sans succès, Horne à s'informer sur les relations de sa femme alors qu'elle était membre de la YSA au début des années 1970.

Evelyn Sell a témoigné que le FBI l'avait fait licencier alors qu'elle était professeur au lycée d'Austin (Texas). Elle a ainsi été hors d'état de rembourser le prêt qu'elle avait contracté pour poursuivre ses études supérieures et a perdu de nombreux autres avantages. Evelyn Sell a ensuite expliqué qu'elle a dû subir deux jours d'interrogatoires lorsqu'elle a rendu visite à ses parents en Israël. La police israélienne lui a déclaré qu'elle figurait sur une « *liste* » qui n'avait de toute évidence pu être fournie que par le gouvernement américain.

Will Reissner a expliqué le harcèlement du FBI qui a rendu visite à son propriétaire et à son employeur. Sa soeur, Gabrielle Shelley, a témoigné comment le FBI lui a refusé un certificat de moralité dont elle avait besoin, à cause des opinions de son frère, qu'elle ne partage pourtant pas.

Le révérend Harold Hadley a expliqué comment le FBI lui a rendu visite après qu'il ait marié Will Reissner et Wendy Lyons en 1965.

Fred Halstead a témoigné qu'il a perdu son travail de marin de la marine marchande à la suite de son adhésion au SWP. On lui a également déclaré qu'il ne pourrait pas suivre de cours pour devenir enseignant. Fred Halstead, qui a été un des principaux dirigeants du mouvement anti-guerre, a expliqué à la barre comment le FBI avait fait circuler de nombreuses lettres et tracts apocryphes pour essayer de briser l'unité du mouvement. Il a aussi parlé du rôle provocateur au sein des manifestations d'un groupe dénommé les « *Crazies* » (les Fous) dirigé par un nommé Demmerle. Celui-ci s'est révélé par la suite être un informateur du FBI.

Susan Wald, soudeuse de pipe-line (*pipe-fitter*) au Chantier de la Marine de Brooklyn, a raconté comment, avec quatre autres travailleurs du chantier, elle a été licenciée en novembre dernier et jetée dehors, encadrée par une escorte armée, après que leurs opinions socialistes aient été découvertes. La machination fit cependant long feu, et ils furent réembauchés moins de 48 heures après. Le témoignage de Susan Wald a montré comment le harcèlement gouvernemental contre le SWP n'a jamais cessé, malgré les déclarations antérieures affirmant le contraire.

Un autre exemple de toutes ces pratiques a été fourni par le licenciement, à l'instigation du FBI, de 15 travailleurs socialistes de l'usine Lookheed de Georgie. La campagne menée pour les défendre connaît actuellement un important développement au sein du mouvement ouvrier.

T. M.

actions illégales, mais le Département de la Justice en rechercherait les responsables ; et cela ne se reproduirait certainement plus. En septembre 1976, le FBI reçut l'ordre d'interrompre son enquête vieille de 38 ans sur le SWP. Le SWP ne pourrait-il pas en retour retirer sa plainte et en rester là ? Comme récompense, le gouvernement proposa même à l'époque un arrangement à l'amiable qui aurait rapporté au SWP et à la YSA plusieurs millions de dollars de dommages et intérêts. Mais les trotskystes refusèrent catégoriquement cette offre en considérant qu'il s'agissait là d'une tentative désespérée de faire croire que le FBI avait changé de cibles et d'empêcher que toutes les actions illégales et violentes du gouvernement soient mises à nu.

La situation difficile dans laquelle s'était mis le gouvernement est apparue encore plus clairement en 1977 lorsque le juge chargé de l'affaire, Thomas P. Griesa, ordonna au FBI de communiquer au SWP 18 dossiers sur des informateurs

placés au sein du parti. Quand l'*attorney* général (procureur) Bell refusa d'obtempérer, le juge Griesa l'inculpa d'outrage à la cour, et il n'échappa à la prison que parce que la cour d'Appel contourna l'accusation en expliquant que l'*attorney* général — le principal personnage de la hiérarchie judiciaire américaine — était au-dessus des lois...

Cette conduite a été déterminante dans l'attitude du gouvernement lors de la troisième phase du procès, une fois clairement établi que le SWP et la YSA iraient jusqu'au bout pour que le procès se tienne. Comme l'un des documents communiqués par le gouvernement à l'instruction l'explique ouvertement, il s'agit de savoir si le gouvernement a le droit d'être informé des activités de groupes qui se prononcent ouvertement pour des transformations révolutionnaires...

Cette attitude a été confirmée par l'agent spécial du FBI Charles Mandigo, lors de sa déposition devant le tribunal, le 13 avril. Charles Mandigo a critiqué « la pré-

somption selon laquelle les enquêtes des plaignants pourraient se justifier seulement sur la base de la stricte liste des possibles violations criminelles qui auraient été commises. Ce n'est pas le cas : il existe une autorité indépendante sous les ordres du président des Etats-Unis pour mener des enquêtes touchant à la sécurité nationale. En effet, notre avocat est en train d'expliquer maintenant que le président, le gouvernement américain et l'ensemble de ses agences ne sont pas tenus à appliquer strictement la loi, la Charte des droits ni la Constitution. Ce sont eux qui fixent les règles, ils n'ont donc pas à s'y plier ».

Pouvait-on rêver plus beau cadeau que cette déclaration pour montrer la force des idées du marxisme révolutionnaire ? Car, ce qui incontestablement est en jeu dans ce procès, ce sont les idées du SWP et de la YSA. Et c'est là que le gouvernement est le plus vulnérable.

L'une de ses dernières tentatives de contre-attaque a été une déclaration du Service de l'immigration et des naturalisations (INS) qui affirme qu'il pourrait être envisagé que « les membres ou les sympathisants » du SWP qui ne sont pas citoyens américains soient expulsés ou déportés sur la base du fait que leur parti « propage les doctrines du communisme mondial », défini comme celles d'une « dictature totalitaire » par l'*Immigration and Naturalisation Act* (Loi sur l'immigration et la naturalisation) votée en 1952 en pleine campagne macarthyste.

Mais qui sont les vrais totalitaires ? Les trotskystes ont eu beaucoup de mal à expliquer au tribunal leurs conceptions de la démocratie ouvrière, la règle de la majorité au travers des institutions de type soviétique, le droit des opposants à la liberté d'expression et d'association (y compris à former des partis), sauf s'ils tentent de renverser par la force le régime prolétarien. Les dirigeants du SWP ont tout particulièrement souligné leur soutien à la lutte pour les libertés démocratiques engagée par « Solidarité » en Pologne. Comme le soulignait un éditorial de *The Militant*, l'hebdomadaire du SWP, « les socialistes sont les plus fermes opposants de toute dictature totalitaire ; ce sont les pratiques du gouvernement — telles qu'elles sont mises en lumière dans le procès en cours — qui portent la indubitablement la marque du totalitarisme ».

Une autre question qui a été au centre des débats a été celle de la violence et du « terrorisme ». Le SWP nie faire l'apologie de la violence, mais il n'y renonce pas non plus. Le candidat du SWP à l'élection présidentielle de 1980, Andrew Pulley, a résumé en deux mots la position marxiste en s'adressant au juge : « Ce que je dis, Votre Honneur, c'est que le gouvernement des Etats-Unis ne tolérera pas que la majorité du peuple américain change les choses dans l'ordre et démocratiquement. C'est pour cette raison que notre gouvernement a organisé des coups d'Etat dans le monde entier et mis en place des régimes totalitaires. C'est pour cela qu'il a mis et maintenu au pouvoir le chah d'Iran, qu'il entraîne ses hommes de main

Le SWP popularise le procès qu'il a engagé (DR)



aux techniques les plus avancées de terrorisme.

« Comme l'a prouvé le peuple cubain, mais aussi l'histoire même des États-Unis, c'est que, lorsque la masse de la population décide de changer fondamentalement la société, elle est confrontée au problème de la force et de la violence par le gouvernement en place et par les organisations d'extrême droite qui sèment la terreur pour maintenir le statu quo. L'expérience du peuple de Cuba, la guerre de Sécession américaine (1861-1865) ou la guerre d'Indépendance (17 juin 1775-19 octobre 1781), ont montré que les masses doivent se défendre effectivement elles-mêmes si elles veulent aller de l'avant. »

Ce que le gouvernement n'arrive apparemment pas à comprendre, c'est que le SWP et la YSA luttent ouvertement pour les idées auxquelles ils croient. Les avocats de la défense (3) gaspillent des heures et des heures à essayer de « piéger » les trotskystes les faire se contredire. Ce faisant, ils font une illustration de la mentalité des politiciens capitalistes qui promettent une chose pour faire exactement l'inverse. Et, en même temps, ils donnent aux témoins cités par le SWP et la YSA une occasion inespérée de disséquer les opérations montées par l'Etat capitaliste et exposer les alternatives marxistes.

Le SWP et la YSA savent que le harcèlement mené par l'Etat ne cessera pas, quelle que soit l'issue du procès, mais leur objectif est ailleurs. Comme Andrew Pulley l'a expliqué dans une déclaration faite à la veille de l'ouverture du procès : « Les attaques racistes, la violence, les mœurs anti-démocratiques ne sont pas le fait d'un seul politicien, d'un parti ou d'une agence gouvernementale en particulier. Il ne s'agit pas d'une aberration. La petite poignée de banquiers et d'hommes d'affaires qui dirigent ce pays, tout comme le Parti républicain et le Parti démocrate qui servent leurs intérêts, sont obligés d'employer ces méthodes pour préserver leurs profits, leur propriété et leur pouvoir. »

En amenant ce procès à mettre à nu les méthodes du pouvoir capitaliste, le SWP et la YSA agissent dans l'intérêt des millions de victimes de l'impérialisme américain de par le monde et participent de l'accentuation de son déclin. Ce faisant, ils se sont attirés une large reconnaissance des autres opposants à l'administration américaine, comme le militant noir des droits civiques, l'acteur comique Dick Gregory l'a noté : « Je suis heureux que le Socialist Workers Party ait mené le combat jusqu'au bout et n'ait pas hésité, qu'il soit au contraire de plus en plus ferme sur ses positions. Il y a beaucoup de gens que le gouvernement peut acheter

avec de l'argent, mais je remercie Dieu que le SWP n'en fasse pas partie ! »

N'étant pas parvenu à acheter le SWP et la YSA, les capitalistes américains tentent aujourd'hui de les réduire au silence au travers du boycott du procès par les médias à leurs ordres. C'est à juste titre qu'ils craignent que les masses laborieuses puissent s'intéresser aux idées trotskystes, au moment où le nouveau budget de Ronald Reagan cherche à réduire le niveau de vie des masses pour permettre l'accroissement des dépenses militaires.

Mais, de la même manière que le SWP a quotidiennement témoigné de son internationalisme devant le tribunal de Foley Square, les marxistes révolutionnaires de par le monde peuvent contribuer à briser ce mur du silence en faisant connaître cette affaire par tous les moyens possibles. Les camarades du SWP et de la YSA qui ont engagé leurs maigres ressources contre la plus puissante classe dominante du monde n'en attendent pas moins. ■

Tom MARTIN

New York, le 10 mai 1981.

3. Le SWP et la YSA étant demandeurs, c'est le gouvernement des États-Unis et ses agences qui ont à se défendre.

Andrew Pulley, dirigeant du SWP, à l'audience (DR)



Quatrième Internationale

Organe du Comité Exécutif de la IV^e Internationale

Appel à tous nos lecteurs

Quatrième Internationale reparait maintenant depuis une année. Un premier bilan quant au nombre de lecteurs peut déjà être tiré. Il s'agit incontestablement d'un succès, car le nombre de numéros vendus permet presque l'équilibre financier de la revue. Et chacun sait pourtant qu'aujourd'hui ce n'est pas chose facile...

Il y a un an, dès l'annonce de la parution, nous avons lancé un appel à tous nos lecteurs pour qu'ils s'abonnent. Cet appel a été entendu...

Aujourd'hui nous abordons une période critique, celle du renouvellement des premiers abonnements. L'effort accompli ne peut faiblir !

Nous lançons donc l'appel suivant :

— à tous les abonnés pour qu'ils renouvellent leur abonnement échu, et ce avant l'été ;

— à tous nos autres lecteurs pour qu'ils s'abonnent. Sans tarder.

Le service abonnement de Q.I.

ABONNEMENTS : 1 AN, 4 NUMEROS

FRANCE
Ab. ordinaire 70 francs français
Ab. soutien 140 francs français
Chèques à l'ordre de :
P.E.C.
2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE

AUTRES PAYS
Ab. ordinaire 500 francs belges
Ab. soutien 1 000 francs belges
Par avion 600 francs belges
Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de
Quatrième Internationale
12, rue de la Buanderie
1000 BRUXELLES
BELGIQUE

Le mouvement des universités populaires

Jacqueline ALLIO

DANS le cadre du mouvement social qui n'a cessé de s'élargir en Pologne depuis maintenant dix mois, la naissance d'un certain nombre d'universités populaires, surgies dans une série de villes dès l'automne dernier, illustre le développement et l'approfondissement de la radicalisation sociale qui touche non seulement toutes les couches de la société, mais tous les domaines de la vie politique et sociale.

Aujourd'hui, la classe ouvrière polonaise revendique de pouvoir prendre ses affaires en mains sur tous les plans, et cela vaut pour la vie culturelle comme pour les domaines économique ou social. D'où la naissance d'universités populaires, impulsées par « Solidarité », qui ont pour objectif de dispenser une éducation correspondant aux besoins des masses et permettant d'élever le niveau de conscience du prolétariat, comme le montre bien le document d'invitation au Ier Congrès national des universités populaires rédigé par l'équipe du Centre de recherches sociales et syndicales de Torun que nous publions plus loin.

Il faut souligner que les universités populaires ne sont pas chose nouvelle en Pologne, mais correspondent à une tradition séculaire. C'est en 1869 en effet que naquit la première université populaire de ce genre (voir encadré). L'été polonais de 1980 devait faire ressurgir ce type de centres culturels dans diverses villes, à l'initiative d'intellectuels activement engagés dans la construction des syndicats indépendants.

Même les bus portent les revendications (DR)



C'est ce qui permet la tenue de cette première réunion nationale le 1er mars dernier. A cette date, de telles universités existaient déjà, ou étaient en passe d'être créées, dans une vingtaine de villes. Le niveau de développement de leurs activités respectives était certes encore inégal, mais la tendance générale était à l'organisation d'initiatives sur trois plans essentiels :

- cours magistraux sur des thèmes généraux tels que le droit, l'histoire, la politique et l'économie, visant à dispenser un enseignement rétablissant la vérité des faits et des chiffres, et à prendre le contre-pied de tous les mensonges et falsifications caractéristiques de l'« histoire » et de la « science » accomodées à la sauce stalinienne.

- cours et débats animés par des militants syndicaux sur des thèmes directement liés aux problèmes de construction de « Solidarité » (droit syndical, questions organisationnelles, pratique quotidienne de la démocratie, etc.).

- initiatives culturelles incitant la masse des membres de « Solidarité » et des non-membres à participer à des activités artistiques totalement nouvelles pour la plupart d'entre eux.

Plusieurs points de vue — d'ailleurs pas nécessairement contradictoires — se sont exprimés lors de ce Ier Congrès quant au type d'organisation à mettre en place. Organiser les universités en question dans les grands centres de production ? les organiser en relation avec les MKZ ? ou décentraliser le mouvement en organisant des cours à la campagne ?

Quelle que soit la solution adoptée en fonction des situations particulières, ce qui frappait, c'est l'adhésion massive des membres de « Solidarité » à ce type d'activités. Dans une petite ville comme Torun, les cours de l'Université populaire sur la question de la censure ont réuni plus de 100 personnes alors qu'un millier devaient visiter l'exposition organisée sur la crise économique. A Wrocław, ce sont régulièrement de 100 à 300 personnes — dont une majorité de représentants des commissions syndicales d'entreprises de « Solidarité » — qui suivent les cours bi-hebdomadaires de l'Université populaire sur des thèmes pourtant souvent ardues (voir encadré) ; et la plupart d'entre eux sont des ouvriers.

En outre, la remise sur pied en mars dernier à Wrocław de « clubs de discussion » analogues à ceux qui étaient nés lors du soulèvement ouvrier de 1956 (1) s'est traduite par une série de débats passionnants sur des questions d'actualité, avec à chaque fois une centaine de participants. « *Quelle démocratie voulons-nous dans "Solidarité" ? Quel hebdomadaire voulons-nous ? Sur quelles bases élire nos représentants à la direction régionale ? La grève est-elle l'unique moyen que nous ayons à notre disposition pour créer un rapport de forces face aux autorités ?* », tels étaient quelques-uns des thèmes abordés dans ces discussions.

Qu'il s'agisse de structures dépendant directement de « Solidarité » ou non, là n'est pas la caractéristique principale des diverses universités populaires nées récemment. Ce qui paraît essentiel en revanche, c'est l'intense activité culturelle à laquelle elles ont donné lieu, et la manière dont elles sont

1. *Inprecor* a publié dans son numéro 84, du 11 septembre 1980, Ernest Germain, « Pologne 1956 : la révolte de Poznan », reprenant de larges extraits d'un article publié en décembre 1957 dans la revue *Quatrième Internationale*.

liées à tout un réseau de contre-information, allant des émissions quotidiennes d'informations enregistrées sur cassettes par des équipes de « Solidarité » et diffusées sur les radios intérieures des entreprises (voir encadré), jusqu'à la diffusion par les universités populaires de livres interdits, en passant par l'organisation de séances de projection de films n'ayant pas reçu le visa de la censure (le film *Ouvriers 80* relatant la grève de Gdansk, toujours interdit par la bureaucratie — et qui passait de manière « clandestine » dans les salles de cinéma de Varsovie sous le titre *Toutes les places sont réservées* — a pour sa part déjà été projeté dans la plupart des grandes usines polonaises...).

L'existence de ces universités populaires permet également de formaliser des liens organiques entre les ouvriers et les intellectuels, ceux qui se sont spontanément retrouvés aux côtés de « Solidarité » dès l'été 1980, comme ceux qui ont adhéré au mouvement depuis.

Les compétences qu'ils peuvent mettre au service du mouvement en tant que juristes, économistes ou sociologues se révèlent en effet indispensables pour mener à bien un travail nécessitant des connaissances spécifiques sur le plan théorique. Ils ont là l'occasion de jouer le rôle de ces « vrais » experts dont a pu parler Jadwiga Staniszkis (2), ceux dont « Solidarité » a un besoin criant pour pouvoir faire face à toutes les tâches qui l'attendent sur le plan de la recherche et de l'élaboration programmatique. Cela par opposition aux « experts » qui ont tendu à se substituer à la direction du mouvement, prenant souvent les décisions à la place des travailleurs et dont l'attitude a provoqué une saine réaction dans les rangs de « Solidarité » lors d'événements récents (3).

Un autre aspect important de ces universités ouvrières réside dans le rôle qu'elles jouent dans le débat sur la définition du rôle de « Solidarité » et sur les tâches qui sont les siennes. Loin de limiter ces dernières à celles d'un syndicat traditionnel, le document du MKZ de Torun publié plus loin met au contraire l'accent sur une série de questions qui confèrent au mouvement une tout autre dimension : celle d'un mouvement social de masse dont la dynamique est de remettre en cause tous les aspects de la domination bureaucratique. L'énoncé des commissions déjà mises en place à Torun montre bien que, si certaines ont trait aux problèmes directement liés aux conditions de travail des ouvriers en tant que salariés, de nombreuses autres se rapportent à des domaines sociaux beaucoup plus larges — contrôle sur le commerce et le ravitaillement, protection de l'environnement, lutte contre l'alcoolisme, autogestion ouvrière, etc.

Ces commissions ouvrent le débat sur la question des solutions politiques alternatives à apporter à celles de la bureaucratie. Elles donnent lieu à la mise en place de commissions d'intervention sur ces problèmes, elles élargissent le processus de contrôle ouvrier qui s'est amorcé dès l'automne 1980 dans se révéntreprises. Et, s'il est vrai que le débat sur le type de structures qui devraient se charger de ce type de problèmes reste entier, il n'en reste pas moins que ces commissions, dans la mesure où elles donnent lieu à la mise en place d'organes parallèles d'intervention, élargissent le processus de contrôle ouvrier amorcé dès l'automne dans les entreprises, étendant la capacité de contrôle du prolétariat à une série de domaines qui se révéleront décisifs pour l'établissement d'un contre-plan ouvrier.

Enfin, les universités populaires portent un coup mortel à la politique de la bureaucratie stalinienne en matière de culture et d'éducation. La remise en cause des différences — soigneusement entretenues par les bureaucrates — entre le type de culture et d'éducation destiné à l'élite, par comparaison au

Le programme trimestriel d'une université populaire

- Courants de pensée dans la Pologne indépendante d'avant 1914.
- Que peut-on attendre de l'économie ?
- Droit et justice.
- Action politique et action armée en Pologne, 1914-1918.
- L'inaptitude au travail et son coût du point de vue des assurances sociales.
- Les maladies professionnelles, problème pour les travailleurs et pour les responsables d'entreprises.
- Les droits et devoirs fondamentaux du citoyen polonais.
- Protection des droits du citoyen : la législation internationale.
- Vérités et mensonges des statistiques.
- Les réglementations d'entreprises.
- Courants politiques dans les années 1939-1945.
- Relations et ruptures dans les rapports de travail.
- Czeslaw Milosz (le dernier prix Nobel de littérature — NDT).
- L'état de l'opinion publique.
- Droits et devoirs fondamentaux du travailleur.
- La hausse des prix.
- Principes de l'éthique médicale.
- Le citoyen dans ses rapports aux organes du pouvoir et de l'administration.

UNIVERSITE POPULAIRE NSZZ
« SOLIDARITE » DE WROCLAW

matraquage idéologique et au type d'enseignement dispensés aux masses, s'en prend non seulement de manière explicite aux privilèges d'une minorité, mais exprime surtout une volonté de lutte contre l'aliénation de la classe ouvrière. En critiquant l'utilisation des *mass media* qui mettent les travailleurs en situation de passivité ; en revendiquant la possibilité pour ces derniers d'avoir une participation active à des activités culturelles favorisant la construction de « Solidarité » ; en exigeant, comme le font les ouvriers d'Ursus, que les universités populaires soient ancrées sur les entreprises elles-mêmes, afin de mettre fin à la coupure traditionnelle entre travail et culture, les travailleurs de « Solidarité » montrent leur détermination à se rendre maîtres de tous les instruments qui leur permettront de prendre réellement leurs affaires en mains, et de mettre en place un type de rapports sociaux radicalement différents de ceux qu'ils connaissent jusqu'à maintenant... ■

Jacqueline ALLIO
22 mars 1981.

2. *Inprecor* a publié dans son numéro 99, du 13 avril 1918, un entretien avec Jadwiga Staniszkis, « Certains experts de " Solidarité " n'ont pas vraiment conscience des intérêts des travailleurs... ».

3. Lors de l'annulation de la grève générale de mars appelée par « Solidarité » face à la menace d'intervention soviétique et au refus des autorités polonaises de céder devant les exigences des travailleurs, il s'avéra en effet que — loin d'être le fait des délégués nationaux de « Solidarité » — la décision fut prise par une poignée de dirigeants sous la pression du groupe d'experts lié à la hiérarchie catholique qui participaient aux négociations. Quelle qu'ait été la justification donnée après-coup de cette décision et bien qu'elle ait été — finalement — ratifiée

par la Commission nationale de coordination (KKP) de « Solidarité », cet épisode devait entraîner une crise ouverte au sein du mouvement, dont le seul mérite a été d'amener la direction de « Solidarité » à engager un débat pour clarifier ce que devaient être les tâches des dirigeants désignés pour mener des négociations et pour établir des limites strictes au rôle des experts dans la vie du syndicat. Désormais, ces derniers n'auront plus le droit de prendre la parole lors de négociations, ils ne seront là que pour donner un avis et, en outre, il a été décidé de nommer une commission de contre-experts dont la responsabilité a été confiée à Jadwiga Staniszkis (cf. note 2).

Déclaration d'ouverture du Ier Congrès des universités populaires

La contribution du MKZ de Torun

MKZ de TORUN

L'une des causes principales de la crise sociale que connaît la Pologne réside dans le dédain que les autorités ont toujours manifesté pour les besoins réels de la société. L'une des tâches essentielles de « Solidarité », c'est précisément de dévoiler, de prendre en compte et de permettre la satisfaction de tels besoins. En plus des diverses commissions consacrées aux problèmes des revendications, de l'intervention ou des négociations avec les autorités, qui dépendent des différents MKZ (comités locaux inter-entreprises, qui se transformeront en directions locales après les élections syndicales), ont été mis en place des « centres de recherches sociales et syndicales » dont le rôle est de promouvoir les activités tendant à satisfaire les besoins d'épanouissement des individus.

Le MKZ de Torun a organisé son Centre de recherches sociales et syndicales en se fondant sur l'analyse de ces besoins classés comme suit :

- a) besoins liés à la défense des intérêts économiques ;
- b) besoins liés à la défense des intérêts juridiques ;
- c) besoins liés à la défense des intérêts dans le travail ;
- d) besoins liés aux problèmes de santé ;
- e) besoins liés au problème du repos et des loisirs ;
- f) besoins liés à l'épanouissement de la personnalité : culture, religion, insertion sociale, conception du monde, etc.

En ce qui concerne les points a, b, c, d et e, nous sommes d'avis que c'est aux commissions fonctionnant en tant que centres de recherches sociales d'apporter les réponses aux besoins énoncés dans ces points.

Dans notre Centre de recherches sociales et syndicales, des commissions sur le coût de la vie, sur le contrôle de l'approvisionnement et de la distribution, sur la santé et sur la sécurité du travail, ont déjà été mises sur pied. Ces commissions, animées par des militants du syndicat, fondent leur travail sur les informations transmises par les commissions d'entreprises, les sections syndicales et même par des équipes d'enquêteurs qui ont procédé à des sondages, comme celui qui a été réalisé en décembre 1980-janvier 1981 et qui a été intitulé « Le cahier du budget familial ».

Le groupe des experts du MKZ de Torun participe à l'ensemble des ces travaux, avec l'aide primordiale des travailleurs scientifiques de l'Université Nikolaj-Kopernik (1) de Torun. De plus, des travaux d'enquête et de documentation ont été mis en chantier pour favoriser chez les membres du syndicat et leurs familles la création de groupes prenant en charge certains problèmes spécifiques, comme le problème des mères célibataires, les problèmes de la famille, ceux des invalides, des retraités, etc. Nous envisageons également la mise en place de commissions s'occupant d'autres problèmes importants comme la question des salaires, du logement, de la protection de l'environnement et de la lutte contre l'alcoolisme.

Notre Centre de recherches sociales et syndicales est une structure ouverte : les commissions, dont les activités reposent avant tout sur l'activité sociale des membres du syndicat, peuvent naître et disparaître, selon qu'elles correspondent à des problèmes concrets et qu'elles apportent des solutions à des problèmes sociaux qui peuvent se poser.

Le Centre trouve ses informations auprès des membres du syndicat et, en impulsant le fonctionnement de toute une série de commissions, il constitue une source d'inspiration pour le travail du MKZ qui se transformera bientôt en direction régionale. Dans la mesure où le Centre est une instance statutaire du syndicat — tout comme sa presse et ses organismes d'édition —, il remplit un rôle de service qui est à la disposition aussi bien des instances de direction du syndicat que de chacun de ses membres.

En ce qui concerne le point f, il faut créer d'autres structures pour satisfaire le type de besoins énoncés dans ce point. La structure la plus à même d'y parvenir est l'université populaire. De notre côté, nous avons déjà décidé que l'Université populaire syndicale de « Solidarité » de Torun s'efforcera de répondre à ces besoins de trois manières :

— par des cycles de conférences abordant divers domaines de la vie sociale ;

— par des cycles de formation traitant des problèmes plus spécifiquement syndicaux ;

— par l'organisation et l'animation d'activités culturelles.

L'Université populaire prendra en charge ces trois types d'activités, assistée dans son travail par la Commission culturelle et la Commission d'éducation mise en place par le MKZ.

Pour nous résumer : nous avons estimé qu'une coopération étroite s'imposait entre le Bureau de recherches sociales du Centre et l'Université populaire du syndicat. Ces deux organismes étant appelés à contribuer à la formation de la conscience sociale des membres du syndicat, et à la satisfaction de leurs besoins. Nous voulons souligner qu'il ne s'agit là que d'une proposition de notre part. Nous avons déjà commencé à la mettre en pratique à Torun, dans la mesure où elle répondait à nos conditions locales à Torun, mais nous sommes convaincus qu'elle peut constituer une source d'inspiration pour d'autres centres.

Nous attendons des débats du présent congrès des avis et des remarques qui puissent nous aider à transformer, à compléter et à améliorer notre propre approche du problème.

LES BUTS DES UNIVERSITES POPULAIRES

L'influence tout à fait néfaste de la politique officielle en matière d'éducation et de culture, tout comme le caractère négatif de la politique du logement, de la politique agricole, de l'exode rural de paysans contraints et forcés de quitter la campagne, a entraîné la destruction du tissu social, la disparition des traditions spécifiques de certains groupes et de certains milieux, la fin des contacts ouverts entre les gens. Ainsi, a-t-on vu

1. L'Université Nicolaj-Kopernik porte le nom de l'astronome polonais Nicolas Copernic (né à Torun en 1473, mort à Franenburg en 1543). Après avoir étudié à Cracovie puis à Bologne en Italie, il séjourne un temps à Rome (1500) puis, bien que nommé chanoine de Franenburg (1501), il revient poursuivre ses études en Italie, à Padoue puis à Ferrare, pour ne retourner s'installer en Warmie qu'en 1504. C'est là qu'il élabore sa critique du système de Ptolémée (géocentrique) et sa nouvelle théorie des mouvements planétaires : l'héliocentrisme (double mouvement des planètes sur elles-mêmes et autour du soleil). Il ne publia son œuvre que quelques jours avant sa mort, craignant à juste titre une réaction hostile des théologiens. Sa théorie exposée dans *De revolutionibus orbium caelestium libri sex* fut à l'origine de la révolution scientifique du XVII^e siècle (Johannes Kepler et Galileo Galilei dit Galilée). Le pape Paul V condamna en 1616 les théories coperniciennes comme contraires aux Ecritures...

centrisme (double mouvement des planètes sur elles-mêmes et autour du soleil). Il ne publia son œuvre que quelques jours avant sa mort, craignant à juste titre une réaction hostile des théologiens. Sa théorie exposée dans *De revolutionibus orbium caelestium libri sex* fut à l'origine de la révolution scientifique du XVII^e siècle (Johannes Kepler et Galileo Galilei dit Galilée). Le pape Paul V condamna en 1616 les théories coperniciennes comme contraires aux Ecritures...

La tradition des universités populaires, symbole de la résistance nationale polonaise

Lors d'un passage à Torun en mars dernier, Lena Kuczynska, l'une des principales responsables du Centre de recherches sociales et syndicales du MKZ de cette ville, qui a impulsé la tenue du Ier Congrès des universités populaires de Pologne, nous a longuement parlé des objectifs poursuivis actuellement par tous ceux qui sont convaincus de l'importance de tels centres culturels pour le développement futur de « Solidarité ». Nous reproduisons ici ces propos sur l'histoire des universités populaires en Pologne et leur longue tradition.

« La première université populaire de Pologne date de 1869. Alors sous domination russe et tchèque depuis six ans, la Pologne connaissait l'une des innombrables périodes d'occupation de son histoire. La création d'écoles populaires ouvertes à tous visait à maintenir les traditions nationales et à encourager une résistance collective au pouvoir tsariste. Ce dernier tenta bien entendu de réprimer le mouvement, mais il ne parvint pas à l'empêcher de prendre de l'ampleur. Les cours avaient lieu dans des maisons privées, et on y enseignait aussi bien l'histoire et la littérature que l'économie ou la sociologie. La phase de libéralisation qui suivit la révolution russe de 1905 entraîna la légalisation de ces universités qui prirent dès lors une importance d'autant plus grande. Outre le type de cours mentionné plus haut, on commença à y dispenser des cours de vulgarisation scientifique ainsi que des cours destinés plus particulièrement aux femmes désireuses d'obtenir une qualification professionnelle (couturière, jardinière d'enfants, pédiatre) leur permettant d'avoir accès à des emplois qualifiés. Cela permit en effet à la plupart d'entre elles de trouver du travail.

« Lorsqu'en 1918 la Pologne devient indépendante, loin de retomber, le mouvement connut au contraire un nouvel essor, devenant une véritable institution scientifique de grand renom. Des centaines de milliers de gens y obtinrent des diplômes de caractère universitaire en économie, en histoire ou en sciences expérimentales. Ces universités constituaient un élément important de la culture polonaise dans la mesure où, loin de se limiter à la formation de l'élite, elles jouèrent un rôle essentiel dans l'éducation de la classe ouvrière et de la paysannerie.

« De très nombreuses personnes continuèrent d'ailleurs à suivre les cours dispensés clandestinement durant la Deuxième Guerre mondiale, dans des conditions extrêmement difficiles, parmi lesquelles beau-

coup de ceux qu'on retrouva à la tête du Parti socialiste et du Parti communiste au lendemain de la guerre.

« Les stalinien ne virent pas d'un bon œil l'impact des deux universités alors existantes — l'une pour les ouvriers, l'autre pour les paysans — et ils s'arrangèrent pour en prendre le contrôle après les avoir fusionnées en 1948. Le nouvel organisme ainsi créé joua encore un rôle important dans la lutte contre l'analphabétisme après la Deuxième Guerre mondiale, mais connut un déclin très net après 1956, à partir du moment où il devint évident que cette nouvelle université populaire avait moins pour but de dispenser une éducation aux paysans et aux ouvriers, que de propager un certain type de conceptions théoriques et scientifiques fortement marquées par l'idéologie stalinienne.

« Dès lors, l'action du gouvernement parvint à éliminer peu à peu de la vie sociale, toute forme de créativité culturelle et l'on vit disparaître progressivement la conscience, jusque là fortement ancrée dans la population polonaise, que l'éducation extra-scolaire était un élément déterminant de la formation de tout un chacun. C'est ainsi qu'on en vint à la situation récente, où l'école et la TV avaient le monopole quasi exclusif de l'éducation, ce qui se traduisait par un endoctrinement et un abrutissement éhontés de la population.

« Dès la naissance de "Solidarité", les intellectuels qui s'étaient rangés aux côtés des travailleurs ont immédiatement pensé à rescusciter la tradition des universités populaires. Face à l'extraordinaire mouvement de contestation qui se développait dans le pays, il apparaissait évident que de tels centres d'éducation et de débats ne pourraient que jouer un rôle positif pour permettre à la classe ouvrière de donner toute la mesure de ses moyens. Les travailleurs ont souvent de la peine à formuler clairement les besoins qu'ils ressentent ou à traduire sur le plan théorique le résultat des expériences qu'ils font, tout simplement parce qu'ils ne maîtrisent pas la langue. Mais cela s'apprend...

« Et les universités populaires représentent un moyen de "rééducation" pour les intellectuels autant que pour les travailleurs, après des décennies d'idéologie et de propagande stalinienne ! » ■

Propos recueillis par Jacqueline ALLIO
Torun, 1er mars 1981.

ressurgir l'image stéréotypée du Polonais affalé devant sa télévision, trop paresseux pour prendre une part quelconque à la vie culturelle, trop avachi pour éprouver l'envie d'élargir ses connaissances, trop passif pour faire l'effort de maintenir les liens qu'il pouvait avoir avec les gens de son entourage, sur son lieu de travail ou dans telle ou telle organisation.

Cette image stéréotypée a été balayée par l'ébranlement d'août 1980, et, désormais, nombreux sont ceux qui délaissent volontiers et sans regret leur fauteuil de télévision pour participer à des réunions du syndicat. Sous-estimer ces modifications dans les comportements, qui sont le fait des transformations politiques et sociales intervenues dans le pays, constituerait une grave erreur. L'influence et l'autorité que s'est gagnée « Solidarité » sont appelées à jouer un rôle déterminant pour amplifier ce mouvement de réveil social.

Manifestation d'étudiants à Varsovie (DR)



Jusqu'à maintenant, toute la culture ouvrière officielle consistait en une entreprise douteuse tendant à organiser des distractions de masse, en éliminant complètement toute attitude créatrice chez les travailleurs. Ce qui avait pour conséquence que la culture et l'éducation dispensées à la classe ouvrière étaient bien différentes de celles dont pouvait bénéficier l'intelligentsia. Il s'agissait là, à n'en pas douter, d'une manifestation de mépris à l'égard des ouvriers et une prétention à diviser la société selon le niveau culturel atteint.

Il s'agissait, à l'évidence, d'une manipulation, génératrice de divisions, dans la mesure où elle favorisait un abaissement général du niveau de conscience des masses, du fait de la diffusion inégale des possibilités de développement culturel (voir la censure), et de l'affaiblissement de son contenu qui constituait un obstacle à l'adoption de toute attitude créatrice.

Et pourtant, de même que nous avons tous un estomac, nous avons tous une sensibilité... sauf que cette dernière a besoin d'être alimentée sous une forme autrement plus riche et différenciée.

De tout ce qui précède, il résulte que les normes actuellement en vigueur en matière d'éducation et de culture doivent être radicalement transformées, si l'on veut qu'éducation et culture suscitent quelque intérêt et une attitude créatrice de la part des gens.

Cela ne veut bien évidemment pas

dire qu'il faille renoncer aux aspects positifs qui pouvaient exister dans l'activité culturelle traditionnelle, comme les conférences, les expositions, les concerts, etc., mais cela signifie qu'il nous faut réfléchir aux formes nouvelles que prendront les activités collectives à l'avenir, avec la préoccupation de susciter de la part de la classe ouvrière un nouveau rapport subjectif au contenu de la culture et de l'éducation.

LES EXIGENCES DES UNIVERSITÉS POPULAIRES

Le résultat de la politique culturelle menée par les autorités en matière de culture et d'éducation, du fait de l'existence de la censure et de la propagande abrutissante diffusée par les *mass media*, a été que le niveau de conscience des larges masses de notre pays a été sérieusement nivelé par le bas et que, malgré les efforts déployés par de nombreux groupes non-conformistes, l'indifférence générale s'est installée quant à la nature et au contenu politique, social, économique ou éducatif des activités culturelles.

Le caractère unilatéral et le schématisme, qui étaient leur caractéristique commune, faisaient qu'il n'était pas possible à chacun d'exprimer ses besoins du point de vue du développement de sa personnalité et, de façon plus générale, cela ne faisait qu'accentuer la passivité et la paralysie de la pensée.

S'il faut reconnaître que cette

politique a suscité en réaction des tentatives de développement d'activités culturelles extra-officielles, et tout un courant *underground* de culture, cela a avant tout signifié pour le plus grand nombre une marginalisation par rapport aux valeurs de la culture, le fait de devoir se contenter d'une sous-culture qui était celle de la télévision et des débits de boisson.

Les tentatives menées par de nombreux travailleurs de la culture et de l'éducation, animés par le désir de faire connaître ces valeurs culturelles et nationales, étaient vouées à l'échec du fait du niveau extrêmement bas des subventions accordées par l'Etat et des conditions de travail désastreuses.

Tout ce qui vient d'être exposé, et le peu de cas qui était fait de la culture jusqu'à présent, ont amené « Solidarité » à prendre en charge cette tâche difficile.

a) Nous proposons que soient organisés des cours et des conférences sur des sujets intentionnellement passés sous silence jusqu'à maintenant, notamment dans les domaines de l'histoire, de l'économie, du droit, de la sociologie, etc.

b) Nous proposons l'organisation systématique de conférences, données par des spécialistes des problèmes syndicaux, sur l'histoire du mouvement syndical, sur les droits et devoirs de ses membres à la lumière de la législation en vigueur, sur la question de la présentation au Parlement d'une législation du travail, et bien d'autres sujets encore.

c) Nous proposons dans le même sens l'élargissement des activités des universités populaires aux activités culturelles, non seulement pour garantir la continuité des traditions du milieu, de la région ou de la nation, mais également pour assurer l'élévation générale du niveau culturel.

Les activités déployées par l'Université populaire impliqueront de la sorte de multiples possibilités d'initiative : favorisant la confrontation de divers points de vue sur de nombreux problèmes, elles permettront à chacun d'utiliser très largement les possibilités de développer sa personnalité.

L'Université populaire devrait avoir un caractère :

a) ouvert et universel, afin que des personnes ayant des points de vue différents puissent prendre la parole dans ses forums, et que chacun puisse écouter leurs arguments et en discuter avec eux, sur la base de ses propres connaissances, selon son libre choix, selon ses besoins comme ses désirs.

b) pluraliste, afin d'offrir la possibilité que tout problème soit abordé sous plusieurs angles, pour inciter chacun à la réflexion, à l'activité intellectuelle autonome, à l'élargissement de ses horizons, à l'approfondissement de sa sensibilité et à l'accroissement de son savoir ; afin de lutter contre le schématisme et la passivité, les jugements unilatéraux et l'hégémonie d'un seul type de pensée.

Une caisse de grève de « Solidarité » (DR)



c) syndicale, afin de tendre au développement intégral de la personnalité des membres du syndicat, pour assurer à ces derniers l'accès aux valeurs spirituelles tout en luttant contre toute conception politique qui tendrait à vouloir changer le caractère du syndicat.

PROPOSITIONS PROGRAMMATIQUES

Nous proposons :

a) que toutes les universités populaires fonctionnant dans le cadre de « Solidarité » portent le nom d'Université populaire syndicale.

b) que les universités populaires syndicales travaillent en commun, en s'appuyant sur les activités des institutions universitaires, culturelles et d'éducation, ainsi que sur les organisations sociales et les associations artistiques, etc.

c) que chaque université populaire soit dotée d'un conseil composé de membres élus de « Solidarité », responsable de l'élaboration de son programme d'activité et dont les tâches seraient :

— de centraliser l'information concernant les besoins en matière de programmes ;

— de formuler et, après une large consultation, de ratifier les programmes de l'université ;

— de nouer des contacts avec d'autres secteurs de « Solidarité » et avec d'autres universités populaires ;

— d'impulser les activités de l'Université populaire ;

— de procéder à des échanges d'expériences avec les autres centres de recherche et de mettre en place un cadre de travail commun avec eux.

d) que, compte tenu qu'il n'est pas possible de mettre sur pied des universités populaires partout, les centres plus importants prennent en charge l'organisation d'activités de même nature dans les villes de moindre importance et qu'ils recensent les besoins et les possibilités au niveau de leur région, en fixant éventuellement un rayon d'action à l'université populaire en question sur un territoire donné, pour assurer un niveau d'activité et d'éducation sensiblement plus élevé dans la région concernée.

e) que le Ier Congrès des universités populaires détermine les thèmes les plus importants qui devraient être abordés en priorité par toutes les universités populaires ; par exemple : les droits du citoyen, l'activité des syndicats, les travaux de la Diète (Parlement) polonaise, la violation des lois, la question des statuts, etc.

Nous ferons d'autres propositions de thèmes à traiter sous une forme écrite

qui sera distribuée au cours du Congrès, et nous attendons en retour des remarques sur cette question.

OBSERVATIONS FINALES

Nous souhaitons que le Ier Congrès des universités populaires syndicales constitue une rencontre qui soit la première d'une longue série de rencontres analogues, et qu'il constitue un forum permettant un échange d'expériences, d'avis et d'opinions sur tout ce qui touche à l'activité des universités déjà existantes.

Nous espérons que tous ceux qui sont intéressés par le projet de mettre sur pied une Université populaire liée au syndicat participeront à ces débats, qu'ils apporteront leur contribution à l'avancement des travaux de ce congrès, et que les décisions qui y seront prises nous permettront à tous d'aller de l'avant.

Nous voulons croire que le Ier Congrès national des universités populaires syndicales se révélera fructueux pour l'activité de ces dernières. ■

Centre de recherches sociales et syndicales
Université ouvrière syndicale
MKZ de TORUN
1er mars 1981.

A la volonté de lutter, se joint la volonté de comprendre et d'apprendre (DR)



« Les universités populaires devraient se tenir sur les lieux de travail... »

Le point de vue de la Commission ouvrière de l'usine Ursus

EXPOSE fait au nom de la Commission syndicale d'entreprise d'Ursus — la principale usine de fabrication de tracteurs de Pologne, située dans les faubourgs de Varsovie —, lors du Ier Congrès des universités ouvrières tenu à Torun le 22 mars 1981.

A. ACHMATOWICZ

1.— Le point de vue qui dominait jusqu'à maintenant, c'est que l'éducation n'appartenait pas à la sphère de la production, ce qui a eu pour conséquence qu'on n'y a pas accordé beaucoup d'importance.

2.— Dans le système social en vigueur jusqu'à présent, l'éducation extrascolaire — et donc l'éducation ouvrière — était largement dévalorisée.

3.— Cet état de fait a eu pour effet que l'élargissement des connaissances n'était pas reconnu comme un élément de la formation de la personnalité.

4.— Ce phénomène a entraîné l'atrophie du développement culturel de la société : la création est devenue l'apanage de spécialistes, empêchant toute relation subjective à la culture de la plupart des gens.

5.— Les transformations en cours dans la situation politique et sociale ont eu pour conséquence un changement d'attitude vis-à-vis des problèmes de l'éducation et de la culture.

6.— L'accroissement de la conscience sociale a rendu complètement anachronique l'idée selon laquelle l'éducation serait quelque chose de secondaire pour les gens du commun.

7.— L'activité des syndicats indépendants dans le domaine de l'éducation et de la culture constitue un secteur décisif du développement culturel en Pologne.

8.— Le système de formation mis en place par les syndicats devrait être un forum permanent tendant à l'élargissement et à l'approfondissement du savoir.

9.— La participation aux initiatives prises par les syndicats dans le domaine de la culture devrait être considérée comme partie intégrante de l'activité syndicale.

10.— Il existe aujourd'hui au sein de l'*intelligentsia* une tendance à se mettre au service des aspirations au savoir et à l'éducation qui existent dans la classe ouvrière.

11.— L'éducation ouvrière devrait être :

a) un système d'éducation plus souple, accessible à tous et bénéficiant des méthodes d'éducation les plus attrayantes ;
b) un moyen d'épanouissement de la personnalité intéressant tout le monde, y compris ceux qui ne sont pas membres du syndicat ;

c) une manière pour ceux qui y prennent part de se réaliser en donnant toute leur place aux diverses activités culturelles, et une manière de répondre aux aspirations

des gens telles qu'ils les formulent eux-mêmes ;

d) une façon de mettre en œuvre les besoins du mouvement syndical en matière de formation.

12.— L'ensemble des activités d'éducation devrait se dérouler dans le cadre des entreprises et autres institutions ; pour ce faire, les organisations syndicales devraient jouir d'une totale indépendance et n'être soumises à aucune espèce de directives.

13.— Il est nécessaire de mettre en place — toujours à l'initiative des syndicats —, à l'intention des petites entreprises ou autres institutions qui ne disposent pas des moyens de satisfaire les aspirations en matière d'éducation de leurs membres, les moyens de répondre à leurs besoins.

14.— Un tel système d'éducation devrait pouvoir s'appuyer sur les organismes d'éducation déjà existants — et en premier lieu sur l'Association libre de l'Université populaire de Pologne — et travailler en liaison avec les organismes scientifiques, culturels et d'éducation ; pour la mise en place d'un tel système, il faut :

a) une équipe de personnes capables de remplir les fonctions de coordinateurs de l'ensemble des activités, de conférenciers, de chercheurs, etc. ;
b) un groupe d'élaboration et d'analyse pour élaborer les programmes et analyser les résultats obtenus par les diverses expériences, etc. ;
c) un groupe technique ayant à sa disposition le matériel nécessaire à la mise en œuvre des activités culturelles et d'éducation.

15.— Un département d'édition indépendant de la censure est indispensable pour se donner les moyens de diffuser le contenu et les expériences des activités des syndicats indépendants en matière de culture et d'éducation.

16.— Un des problèmes essentiels à résoudre est de trouver les cadres capables de mettre sur pied et de diriger ce type d'activités syndicales.

17.— Il faudra imaginer d'autres formes d'organisation là où il n'existe aucun centre culturel ou scientifique au niveau local.

18.— Le savoir et la culture doivent être mis à la disposition de tous pour aider à l'épanouissement de la personnalité propre de chacun.

A. ACHMATOWICZ
Commission syndicale d'Ursus
Torun, le 22 mars 1981.

L'usine URSUS (DR)



La répression contre le Mouvement démocratique

Un appel de la RML de Hong-Kong

LE 10 avril dernier, la direction du Parti communiste chinois (PCC) a fait arrêter Yang Jing, rédacteur de la revue *Tribune du 5 avril*, et l'un de ses anciens rédacteurs, Xu Wenli. Quelques jours plus tôt, le 5 avril, date du cinquième anniversaire des manifestations de la place Tien-An-Men (1), les policiers de la Sûreté avaient arrêté sur cette même place Tien-An-Men un distributeur de tracts dont le nom n'a pas été révélé.

La *Tribune du 5 avril* est la revue civile qui dispose de l'influence la plus importante dans la région de Pékin. Elle a été créée le 18 décembre 1978, et elle a publié depuis quelque 19 numéros. A la suite de la parution de son numéro 17 en mars 1980, la direction du PCC a fait pression pour que sa publication soit arrêtée. Le principal responsable de la revue durant cette période était Xu Wenli, qui est technicien en électricité. Après la suspension de la parution de la *Tribune du 5 avril*, Xu Wenli a insisté pour que la revue soit dissoute, mais, comme les autres rédacteurs de la revue ne s'y sont pas résignés, il a fini par quitter la revue. Ultérieurement, Xu Wenli a publié les *Correspondances d'études* qui est une publication de recherches sur les idées, mais dont la diffusion est restée réservée à ses plus proches amis.

Yang Jing a été le principal animateur de la revue *Tribune du 5 avril* à partir de sa reparution, c'est un jeune ouvrier de la métallurgie. Depuis sa reparution en novembre 1980, au moins deux numéros sont déjà parus.

L'arrestation sur ordre de la direction du PCC de ces deux figures centrales du Mouvement démocratique augure mal de l'avenir. Elle est le signe avant-coureur d'un plan répressif de plus grande ampleur qui entend s'attaquer au jeune Mouvement démocratique chinois pour l'étouffer.

On a en effet appris depuis qu'au moins huit autres personnalités du Mouvement démocratique chinois ont été arrêtées. Il s'agit de Fu Shenqi, rédacteur en chef des revues *la Voix de la démocratie* de Shanghai et du *Devoir*, organe de l'Alliance nationale des revues non-officielles ; de Wang Xizhe, rédacteur en chef de la revue *Bulletin du chercheur* de Canton et l'un des critiques marxistes les plus systématiques du régime bureaucratique ; de He Qiu, rédacteur en chef de la *Voie du peuple* de Canton et l'un des fondateurs de l'Alliance nationale des revues non-officielles ; de Sun Feng (Sun Wei Bang), rédacteur en chef de *l'Ecume des vagues* de Qingdao (province de Shan Dong) ; de Zhang Yulin, rédacteur en chef du *Cri* de Wen Zhou (Zhejiang), co-fondateur de l'Alliance nationale des revues non-officielles, candidat aux élections locales ; de Zhong Yuegiu, rédacteur en chef du *Cri* et de la *Rivière du Nord* de Shan Guan (province de Guandong), candidat aux élections locales ; de Wang Yongqing, membre de la rédaction de la revue *Zhi Jiang* de Hengzhou et Tao Sen, dirigeant étudiant de l'Ecole normale de Chang Sha, actif durant une grève menée pour faire respecter les règles électorales par les autorités.

Selon les mêmes sources, la police a effectué des perquisitions surprises à l'Université Quing Hua et à l'Université Bei Da, les deux universités les plus prestigieuses de toute la Chine. Les étudiants de ces deux universités ont eu l'occasion de manifester leur volonté de voir se transformer le pouvoir socialiste aux cours des dernières élections des délégués du peuple (2).

Selon des indications convergentes, la direction du PCC a décidé de lancer ses forces de répression contre le Mouvement démocratique.

Depuis le début de l'année 1981, la presse officielle du

régime a accentué ses attaques contre les activités et les publications animées par les militants du Mouvement démocratique. Dans un premier temps, c'est le *Quotidien de la Libération*, publié à Shanghai, qui a accusé à longueur d'articles les militants du Mouvement démocratique d'organiser « les activités et les journaux illégaux (*liang fai* — les deux illégaux) ».

Le 8 janvier, c'était au tour du *Quotidien du Peuple*, publié à Pékin, de consacrer son éditorial à une attaque en règle contre le Mouvement démocratique, accusé de mettre en péril « la stabilité et l'unité » du pays. Cet éditorial écrivait : « Il existe une infime minorité de personnes qui ont recours aux méthodes du "libre exposé des opinions et des critiques ; au grand débat et au *dazibao* (3) », qui utilisent la méthode de jeter dehors les membres du comité du parti " pour avoir la démocratie », qui utilisent les méthodes de rédiger des pétitions, d'organiser des ligues, de publier des déclarations et même de faire la grève du travail ou des cours pour lutter " pour la démocratie et la liberté ". Cette minorité propose en réalité le même système que celui de la Révolution culturelle, elle est favorable à l'agitation et aux troubles. » Cet éditorial a même reproché au Mouvement démocratique d'avoir appelé à « renverser le pouvoir du socialisme ».

Le numéro 7 de la revue *Huong Qi* publié au mois d'avril a même dénoncé les revues civiles pour avoir publié des « points de vue contre-révolutionnaires », qui se voient accusées dans le même article de « tenir des réunions secrètes, de former des ligues, de publier des revues clandestines et de favoriser les troubles ».

Tous ces éléments donnent à leur manière une indication de l'accentuation du mécontentement au cours de ces six derniers mois en Chine. Selon les informations qui ont pu parvenir à notre connaissance, les *zhi qing* (les jeunes éduqués) de Shanghai et de Xin Jiang, les étudiants des écoles normales de Chang Sha et de Henan, les ouvriers de Tai Yuen, Shanghai, Wuhan et Chang Sha, sont entrés en lutte sur la base de leurs propres revendications : les étudiants ont mené des grèves des cours tandis que les ouvriers demandaient la constitution d'un Syndicat indépendant sur le modèle polonais de « Solidarité ».

C'est l'ensemble de ces facteurs qui ont décidé la direction du PCC à considérer que le moment était venu d'éliminer les militants qui peuvent être le ferment d'une telle vague de mécontentement. La répression contre le Mouvement démocratique a été ordonnée directement par le Comité central du PCC. Dans son document numéro 9, le Comité central du Parti communiste chinois demande à tous les comités de

1. Le 5 avril 1976, à l'occasion de la Fête des morts, la foule rassemblée à Pékin sur la place Tien-An-Men pour commémorer le souvenir de l'ancien Premier ministre Zhou Enlai s'était violemment heurtée au service d'ordre. Ce jour est devenu depuis la date anniversaire du Mouvement démocratique chinois.

2. Au cours des 12 derniers mois, des élections à des assemblées représentatives locales se sont déroulées et ont donné pour la première fois l'occasion, dans un certain nombre d'endroits, à des candidats « non-officiels » de se présenter et de mener campagne sur leur propre programme. Ces candidatures « libres » ont souvent reçu un appui massif de la part des électeurs.

3. Les *dazibao* sont les affiches murales, les journaux placardés sur les murs, devenus célèbres durant la Révolution culturelle. Ils ont été à plusieurs reprises utilisés par les éléments contestataires pour faire connaître leurs idées. Mao Zedong avait fait inscrire dans la Constitution chinoise les « Quatre grandes libertés », dont celle de l'affichage des *dazibao*. Le nouveau gouvernement a fait supprimer ce passage des textes constitutionnels.

province du parti d'organiser des équipes de travail pour procéder à des investigations et à des contrôles dans toutes les unités de production. Tous ceux qui ont participé à des réunions d'« organisations illégales » ou qui les ont aidées, tous ceux qui ont été vu en train de lire des « revues illégales », doivent être contrôlés, et les informations les concernant doivent être centralisées et transmises aux instances supérieures. Toutes les activités *liang fei* (les deux illégaux) doivent être réprimées sans délai, et les contrevenants doivent être arrêtés secrètement.

Dans le cadre de la campagne nécessaire pour défendre

Citoyens, ouvriers, étudiants,

A l'occasion du cinquième anniversaire de la manifestation du 5 avril 1976, nous lançons un appel pressant à la solidarité avec le Mouvement démocratique en Chine. Ce dernier est en effet soumis à des pressions de plus en plus fortes de la part des autorités et il est possible qu'il soit amené à faire face à une vague générale de répression.

Hu Ping et Wang Jungtao, deux étudiants qui s'étaient présentés aux élections organisées à l'Université de Pékin, ont reçu un avertissement du comité du Parti. Ils sont menacés d'être déchus de leurs droits à la scolarité s'ils continuent leur « agitation » menée durant la campagne électorale. La prétendue « agitation » qui leur est reprochée n'est que le fait d'avoir émis un certain nombre de points de vue différents de ceux du pouvoir. Wang Jungtao, par exemple, avait tenté avec application de démontrer que Mao Zedong n'était pas un marxiste révolutionnaire.

A l'École normale de Hunan, lors des élections, le comité du Parti a violé la loi électorale en imposant deux tours de scrutin supplémentaires et en ajoutant d'office un candidat officiel à la liste. Furieux, les étudiants ont fait la grève des cours et organisé une grève de la faim. Ils ont envoyé une délégation à Pékin pour demander justice. Mais, après quelques apaisements, leurs dirigeants ont été arrêtés.

Les rédacteurs de la revue non officielle *la Voix de la démocratie* de Shanghai ont récemment organisé un débat sur la signification des grèves en Pologne, des luttes engagées pour la démocratie et contre les privilèges des bureaucrates par les ouvriers polonais. Ils ont, pour cela, été convoqués par le Département de la Sûreté et accusés de mener des « activités anti-parti et anti-socialistes ». Durant la même période, l'ouvrier de Shanghai Fu Shenggi, rédacteur en chef actuel de *Zen Ren* (le Devoir), l'organe de l'Alliance nationale des revues non-officielles chinoises, a lui aussi été convoqué par les autorités.

Les ouvriers célibataires de l'aciérie de la ville de Taiyuan, dans la province de Shan Xi, se sont réunis, à la fin de l'année dernière, et ils ont présenté à la direction de l'usine dix revendications visant à augmenter leurs salaires et à améliorer leurs conditions de vie. Ils ont été accusés par le comité du Parti d'avoir organisé des « réunions clandestines » et une « ligue illégale ». Les ouvriers ont répondu qu'il fallait « lutter pour la démocratie et la li-

ceux qui ont été emprisonnés pour avoir publié des revues civiles, nous publions ci-après une déclaration de l'organisation Revolutionary Marxist League (RML), organisation membre de la IVE Internationale à Hong-Kong.

Cette déclaration, publiée avant la dernière vague de répression lançait déjà un cri d'alarme et appelait l'opinion publique internationale à défendre le Mouvement démocratique menacé.

L. BAI
10 mai 1981.

berté ». Les autorités provinciales du Shan Xi les ont traités de « contre-révolutionnaires » et les ouvriers les plus militants ont été arrêtés. L'Association des camarades pour la démocratie, de Qing Dao, a fait circuler une pétition et a engagé une campagne de propagande pour soutenir le « projet de loi sur les publications ». Elle voulait organiser pour le nouvel an 1981 un meeting de masse mais, peu avant, son responsable, Xing Dakun, a été convoqué par la Sûreté. Accusé de poursuivre des activités illégales, il a été menacé d'arrestation s'il participait au meeting et n'a pu s'y rendre.

Un vent froid souffle sur les milieux artistiques. Les gens ont peur d'une répétition de la campagne « contre les complots droitiers » comme en 1957 (4). De nombreux films sur la Révolution culturelle (1966-1969) et la réalité sociale ont été interdits. Le bruit court même que les autorités veulent à nouveau qualifier le grand poète et écrivain Bai Hua de « droitier ». Le responsable de la Ligue nationale des écrivains, Zhou Yan, a ouvertement expliqué que les écrivains ne devaient plus produire d'œuvres concernant la « lutte anti-droitière » et la Révolution culturelle.

En janvier 1981, à la suite du *Quotidien de la libération* de Shanghai et du quotidien *Xinhua* de Jing Su, les organes officiels tels le *Quotidien du peuple* et *Hong Qi* ont commencé à s'attaquer au Mouvement démocratique sous prétexte de « consolider l'unité et la stabilité pour développer l'économie ». Dans un article paru le 10 janvier dernier, le commentateur du *Quotidien de la libération* affirme : « Dans certains endroits, il y a certaines personnes qui constituent des associations illégales, publient des revues illégales, répandent des points de vue anti-parti et anti-socialistes. Ils essayent même d'organiser entre eux des alliances. Dans certaines élections démocratiques de base, certaines personnes ont pris prétexte de la "participation aux élections" pour diffuser de façon insolente des idées réactionnaires et pour s'attaquer à la direction du parti et au système socialiste. »

Le vice-responsable de la province de Guangdong s'est fait l'écho de la position des autorités de Pékin dans son rapport d'activité présenté à l'Assemblée des délégués du peuple de la province. Il a notamment déclaré qu'il fallait « critiquer fermement les associations et les revues illégales en s'appuyant sur les lois et des réglementations gouvernementales les concernant ».

Il est clair qu'il s'agit d'interdire les dizaines de revues non-officielles du pays.

La loi sur les publications, qui date de 1951 et qui reste en vigueur, stipule en effet que toute publication doit bénéficier de la caution de deux unités de production, ce qu'il est pratiquement impossible d'obtenir. Malgré les demandes pressantes en ce sens formulées par le Mouvement démocratique, les autorités de Pékin se sont jusqu'à aujourd'hui refusées à élaborer une nouvelle législation correspondant aux conditions actuelles.

A l'origine de ces mesures d'avertissement et de répression à l'encontre des milieux culturels et artistiques — comme du Mouvement démocratique — se trouvent des directives émises directement par le Comité central du Parti communiste chinois (PCC). Les documents numéros 7 et 9, publiés en janvier 1981, confirment en effet que ce vent de « redressement » vient bien de Pékin. Ces documents font référence au discours prononcé à la réunion de travail du CC de la mi-décembre 1980 par Deng Xiaoping en personne. Le numéro 5 de la revue *Zen Ren* (le Devoir) a pu citer « une source bien informée » selon laquelle un document réservé aux seuls cadres militaires au niveau de la division autorisait l'armée à intervenir en cas de « troubles » provoqués par les étudiants et les ouvriers.

Le PCC prépare de toute évidence le parti et l'opinion publique à une accentuation de la répression. Il s'attaque d'abord à ceux qui demandent le maintien de la liberté de parole pour le peuple et de la liberté de création — libertés conquises de haute lutte dans le domaine social et culturel —, en les accusant d'être des « éléments anti-parti et anti-socialistes », des personnes « coupables d'animer des associations et des revues illégales », des « dissidents », voire des « droitiers ». En même temps, le pouvoir met en œuvre les premières mesures de répression. S'il réussit, il engagera demain une vague de répression de grande envergure.

Le Mouvement démocratique a appris de bonne source que la direction du PCC a déjà dressé une « liste noire » des principaux militants de leur mouvement, et qu'elle se propose de faire arrêter avant le mois de juin tous ceux qui se trouvent sur cette liste. Face à cette situation, *Zen Ren*, organe de l'Alliance nationale des revues non-officielles, a publié un numéro spécial demandant à toutes les revues concernées d'envoyer un délégué à Pékin

4. Cette campagne a suivi immédiatement celle des « Cent-Fleurs ». Cette campagne avait été lancée par Mao Zédong avec son mot d'ordre « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ! »

pour engager des négociations avec le PCC et pour exiger de connaître les raisons de ces attaques contre le Mouvement démocratique.

Ce n'est pas la première fois que le PCC s'attaque aux droits du peuple, contrevenant ainsi aux articles 45 et 52 de la Constitution. Ces deux articles constitutionnels garantissent en effet la liberté de parole, de correspondance, de publication, d'assemblée, d'organisation, de manifestation et de grève. Le juriste du PCC Zhang Youyu a ouvertement déclaré, en mars de cette année, que cette partie de la Constitution devait être modifiée afin de restreindre ces libertés...

Le Mouvement démocratique réaffirme qu'il doit pouvoir bénéficier des droits reconnus par la Constitution. L'Alliance nationale des revues non-officielles a envoyé une « Lettre ouverte à l'Assemblée nationale des délégués du peuple et au peuple de Chine » dans laquelle elle déclare : « Nous comprenons la "liberté d'association" inscrite dans la Constitution comme le droit accordé à tout citoyen de former des associations de n'importe quel type. Tant qu'il ne met pas en danger les intérêts du pays et du peuple, tant qu'il n'entrave pas la liberté des autres, personne ne peut intervenir contre le droit de chaque citoyen d'inviter ses compatriotes à participer à une activité commune ».

Le Mouvement démocratique s'est développé avec la réhabilitation, fin 1978, des participants de la manifestation de la place Tien-An-Men de 1976. Il a fait sien le courage de centaines de milliers de citoyens qui ont prouvé dans l'action leur volonté de participer aux affaires du pays. Aujourd'hui, comme chacun le sait, le peuple est exclu de la vie publique. Sous la dictature d'un parti unique, le peuple est sans pouvoir, la vie culturelle est étouffée, les conditions d'existence de la population sont misérables. La corruption d'un grand nombre de fonctionnaires et le despotisme régnant ont causé de graves dommages à l'Etat : les ouvriers et les paysans ont perdu leur esprit d'initiative dans la production, ce qui a eu pour conséquence que des obstacles insurmontables se sont alors dressés sur la voie du développement économique, repoussant de ce fait la modernisation du pays aux calendes grecques.

C'est pourquoi le Mouvement démocratique occupe naturellement une place clef pour l'avenir de la Chine. Comme l'ont souligné un groupe d'intellectuels et un certain nombre de revues nord-américaines dans une « Lettre ouverte au gouvernement chinois » : « La démocratie, c'est le fait que le peuple participe à la gestion et au contrôle des activités de l'Etat telles que la politique et l'économie. Sans elle, on ne peut écarter le danger de renaissance d'une dictature fasciste en Chine. Sans elle, on ne peut surmonter les problèmes comme ceux posés par l'existence de la bureaucratie, l'incompétence des fonctionnaires, le poids des privilèges, problèmes auxquels la Chine doit faire face pour accomplir les "Quatre modernisations". Ces questions ne pourront ja-



Deng Xiaoping (DR)

mais être résolues par une poignée de "fonctionnaires intègres" et "d'envoyés spéciaux". Elles ne pourront progressivement l'être que par le renforcement de la force de contrôle exercée par les larges masses. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra réveiller l'esprit d'initiative du peuple afin qu'il s'engage collectivement dans l'œuvre des "Quatre modernisations".

« Pour que le peuple puisse effectivement contrôler le gouvernement et ses activités, il doit bénéficier de la liberté de parole et de publication, il doit jouir du droit démocratique qu'est le droit d'usage des *dazibao*. Pour assurer le contrôle du peuple sur le gouvernement, il faut garantir les droits démocratiques prévus en toutes lettres dans la Constitution. »

Avec ses revues non-officielles et au travers de ses diverses activités, le Mouvement démocratique lutte de son mieux pour la démocratisation de la Chine. Il a défini ses objectifs de la manière suivante :

« L'Alliance nationale des revues non-officielles considère que le développement des forces productives doit assurer l'élévation du niveau de vie matériel et spirituel de la population et doit permettre de rattraper rapidement les niveaux de vie les plus hauts du monde. »

« L'Alliance accepte en toute conscience les contrôles prévus par la Constitution et les différentes lois et décrets qui ne sont pas en contradiction avec la Constitution. C'est dans ce cadre qu'elle va lutter pour l'établissement et le développement du système démocratique, qu'elle va lutter pour le remplacement dans la société chinoise du système de gouvernement par l'homme (au pouvoir) par le système de gouvernement par la législation. »

« En tout lieu et en tout moment, en Chine comme à l'étranger, l'Alliance réaf-

irme son soutien au combat pour la démocratie poursuivi par les jeunes et à tous les niveaux contre les dictatures et les autocraties. (6) »

Aujourd'hui, le PCC attaque le Mouvement démocratique en affirmant qu'il est « anti-socialiste », mais il n'a apporté aucune preuve de ses assertions. Ce sont des calomnies : on assène des coups de bâtons et on colle des étiquettes sans le moindre souci de la vérité. En réalité, la grande majorité du Mouvement démocratique soutient le système collectiviste en vigueur en Chine. Il ne permettra jamais aux capitalistes de reprendre le contrôle du pays, ni aux impérialistes étrangers de transformer la Chine en leur colonie. Certes, le Mouvement démocratique refuse de voir dans le système non-démocratique actuellement en vigueur en Chine le seul modèle de système socialiste. Il essaie de faire émerger, sur la base de la théorie et de l'expérience historique de la Chine, un système meilleur, plus démocratique, plus humaniste, pour le socialisme en Chine. C'est la raison pour laquelle il brandit bien haut l'étendard de la démocratie socialiste.

Le PCC dit aussi que le Mouvement démocratique est « anti-parti ». Tout d'abord, cela ne correspond pas à la vérité. Un bon nombre de membres du Mouvement démocratique estiment — à tort — que la couche bureaucratique dominante du PCC va s'auto-réformer ; et ce malgré les événements qui se sont succédés ces

5. Citée par les *Années 1970*, numéro 4, 1980. Cette revue publiée à Hong-Kong fut longtemps considérée comme favorable au courant Deng Xiaoping dans le PCC, jusqu'à ce qu'elle soit censurée en Chine populaire même...

6. Plate-forme de constitution de l'Alliance, 15 septembre 1980.

« Inprecor » a publié...

Inprecor, « La "dissidence chinoise" et les réorientations de la bureaucratie », numéro 69, du 7 février 1980.

Josef Krasny, « Le Mouvement démocratique en Chine », numéro 71, du 6 mars 1980.

Revue *Octobre*, « Pour la libération du Fu Huehua », numéro 71, du 6 mars 1980.

Document, « L'opposition démocratique et le forum de la jeunesse communiste du Guangdong », numéro 82-83, du 31 juillet 1980.

Appel de 11 revues chinoises non-officielles, « Pour la libération de Liu Qing », numéro 84, du 11 septembre 1980.

Inprecor, « Nouvelles arrestations en Chine », numéro 86, du 14 octobre 1980.

Ho Qui (He Qiu), « Autobiographie », numéro 86, du 14 octobre 1980.

Inprecor, « Un nouveau pas en avant du Mouvement démocratique : l'Alliance nationale des revues parallèles », numéro 87-88, du 30 octobre 1980.

Li Bai, « Le deuxième souffle du Mouvement démocratique », numéro 93, du 20 janvier 1981.

deux dernières années (les lourdes peines infligées à Wei Jingsheng et Fu Yuehua, l'arrestation et la condamnation secrète à 3 ans de détention de Liu Qing pour avoir publié la transcription de la défense prononcée devant le tribunal par Wei Jingsheng, la suppression des *Si Da* : les « Quatre Grandes Libertés », les mesures de répression prises ces derniers jours, et jusqu'à l'accroissement des privilèges et des pouvoirs bureaucratiques) qui infirment cette opinion. Ensuite, très nombreux sont ceux qui soutiennent publiquement la ligne « continuer la libération de la pensée » adoptée par la IIIe Conférence du Comité central du PCC (7).

Par ailleurs, les condamnations portées par le PCC ont mis à nu le caractère, la prétention et l'arrogance de la bureaucratie. Il faut affirmer que quoi qu'un parti pense de la façon dont il a défendu les intérêts du peuple, que son orientation soit correcte ou non, il ne peut pas dénoncer ceux qui le critiquent comme des « anti-partis ». Car, sous le régime de la dictature d'un seul parti, « anti-parti » devient facilement « anti-socialiste », et cette accusation peut servir à justifier de lourdes peines et même la peine de mort. Le parti peut défendre ses propres positions, mais il ne peut pas forcer le peuple

à le soutenir et le peuple doit avoir tous les moyens légaux pour « lutter contre le parti ».

La dictature d'un seul parti constitue la clef de voûte de la dictature du PCC, elle représente un obstacle immense sur le chemin de la Chine vers la démocratie et la gestion par la législation. De ce fait, le peuple ne doit pas seulement avoir le droit de critiquer le parti et ses dirigeants : il doit aussi avoir le droit d'exiger la fin de la dictature d'un seul parti afin de pouvoir constituer ses propres organisations.

Le peuple chinois a subi les épreuves de la Révolution culturelle et il hait toute politique anti-démocratique. Par contre, le PCC cherche à utiliser ce thème pour s'attaquer au Mouvement démocratique. Depuis quelques temps, la presse officielle ne cesse de dénoncer ceux qui voudraient faire une « deuxième Révolution culturelle ». Il ne s'agit évidemment pas là de dénoncer une poignée de rescapés, il s'agit plutôt de discréditer auprès de l'opinion publique le Mouvement démocratique et les ouvriers qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie, il s'agit de semer la division. Il s'agit de confondre intentionnellement les droits démocratiques protégés par la Constitution et les

moyens anti-démocratiques utilisés pendant la Révolution culturelle contre les droits du peuple.

Les revues non-officielles et les *dazi-bao* ont certes été utilisés par une fraction de la bureaucratie pendant la Révolution culturelle et par le Mouvement anti-droitier pour s'attaquer aux droits de la population. Néanmoins, ces moyens seront aussi utilisés par le peuple sous la dictature d'un seul parti pour affirmer ses droits démocratiques. Ce sont des moyens légaux grâce auxquels la population peut faire valoir et défendre ses droits démocratiques.

Ainsi, nous pouvons affirmer que le Mouvement démocratique constitue une force progressiste, l'une des forces motrices de la Chine dans la lutte pour la modernisation du socialisme. Il doit être soutenu et défendu. Aujourd'hui, à l'heure du cinquième anniversaire de la manifestation de la place Tien-An-Men, et alors que certains droits acquis par les masses au prix de leur sang se voient menacés, le jeune et fragile Mouvement démocratique va voir déferler sur lui une vague de répression.

Tous ceux qui, en Chine comme à l'étranger, veulent que la Chine avance véritablement sur la voie de la démocratisation et du progrès, doivent affirmer bien haut l'importance qu'ils accordent à l'existence du Mouvement démocratique et doivent défendre les libertés protégées par la Constitution de la République populaire de Chine.

Il faut, sans hésiter, s'engager dans la défense du Mouvement démocratique et de l'esprit hérité de la manifestation du 5 avril 1976. ■

Le Comité permanent de la
Revolutionary Marxist League (RML)
Hong-Kong, le 5 avril 1981.

7. Cette IIIe Conférence du Comité central du PCC s'est tenue au moment où la fraction Deng Xiaoping utilisait les aspirations démocratiques de la population pour combattre la « Bande des Quatre ».

